

**Assemblée générale**

Distr. générale
26 février 2015
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 154 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour la stabilisation
en République démocratique du Congo****Budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies
pour la stabilisation en République démocratique
du Congo pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015
au 30 juin 2016****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats attendus	5
A. Vue d'ensemble	5
B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui de la Mission	5
C. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	10
D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	10
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	11
II. Ressources financières	95
A. Vue d'ensemble	95
B. Contributions non budgétisées	96
C. Gains d'efficience	96
D. Taux de vacance de postes	97
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	98



F.	Formation	99
G.	Désarmement, démobilisation et réinsertion.....	100
H.	Services de détection des mines et de déminage	101
I.	Projets à effet rapide.....	102
J.	Centre de services régional : ressources financières	103
III.	Analyse des variations	104
IV.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	110
V.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	111
Annexes		
I.	Définitions	121
II.	Organigrammes	123
III.	Information concernant les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les fonds prévus	128
Carte	131

Résumé

Le présent rapport porte sur le budget de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 (exercice 2015/16), dont le montant s'élève à 1 369 790 30 dollars, compte tenu de contributions volontaires en nature d'une valeur de 1 439 300 dollars.

Ce budget couvre le déploiement de 760 observateurs militaires, 19 815 membres de contingents, 391 membres de la Police des Nations Unies et 1 050 membres d'unités de police constituées, ainsi que de 946 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 2 792 agents recrutés sur le plan national, 457 Volontaires des Nations Unies, 139 membres du personnel fournis par des gouvernements et 216 temporaires.

La corrélation entre le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2015/16 et l'objectif de la Mission est expliquée dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante sécurité et protection des civils; composante stabilisation des zones touchées par le conflit; composante appui à la gouvernance démocratique et aux réformes institutionnelles; et composante appui). Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, si ce n'est que pour la direction exécutive et l'administration, ils l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission.

Les explications relatives à la variation des ressources, humaines et financières, font référence s'il y a lieu aux produits correspondants prévus par la Mission.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2013/14)	Montant alloué ^a (2014/15)	Dépenses prévues (2015/16)	Variation	
				Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	632 057,7	672 998,7	620 127,5	(52 871,2)	(7,9)
Personnel civil	357 597,0	308 094,1	323 145,5	15 051,4	4,9
Dépenses opérationnelles	442 620,4	415 943,2	426 517,3	10 574,1	2,5
Total brut	1 432 275,1	1 397 036,0	1 369 790,3	(27 245,7)	(2,0)
Recettes provenant des contributions du personnel	31 267,4	25 544,8	30 205,4	4 660,6	18,2
Total net	1 401 007,7	1 371 491,2	1 339 584,9	(31 906,3)	(2,3)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 346,9	1 439,3	1 439,3	0,0	0,0
Total	1 433 622,0	1 398 475,3	1 371 229,6	(27 245,7)	(1,9)

^a Compte tenu du transfert des dépenses afférentes au personnel fourni par des gouvernements de la catégorie des dépenses opérationnelles à celle des dépenses de personnel civil, et du transfert des dépenses afférentes au soutien logistique autonome du personnel en tenue de la catégorie des dépenses opérationnelles à celle des dépenses relatives aux militaires et personnel de police.

Ressources humaines^a

	Observa- teurs militaires	Conti- nents ^d	Police des Nations Unies	Unités de police constituées	Personnel recruté sur le plan interna- tional	Personnel recruté sur le plan national ^b	Emplois de temporaire ^d	Volontaires des Nations Unies	Personnel fourni par des gouver- nements	Total
Direction exécutive et administration										
Effectif approuvé 2014/15	–	–	–	–	73	43		3	–	119
Effectif proposé 2015/16	–	–	–	–	79	49		9	–	137
Composantes										
Sécurité et protection des civils										
Effectif approuvé 2014/15	760	19 815	391	1 050	97	140	173	48	139	22 613
Effectif proposé 2015/16	760	19 815	391	1 050	92	129	173	45	139	22 594
Stabilisation des zones touchées par le conflit										
Effectif approuvé 2014/15	–	–	–	–	44	20	–	20	–	84
Effectif proposé 2015/16	–	–	–	–	55	123	13	23	–	214
Appui à la gouvernance démocratique et aux réformes institutionnelles										
Effectif approuvé 2014/15	–	–	–	–	101	243	13	17	–	374
Effectif proposé 2015/16	–	–	–	–	85	230	13	14	–	342
Appui										
Effectif approuvé 2014/15	–	–	–	–	640	2 312	17	419	–	3 388
Effectif proposé 2015/16	–	–	–	–	598	2 177	17	362	–	3 154
Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda)										
Effectif approuvé 2014/15	–	–	–	–	61	40	–	17	–	118
Effectif proposé 2015/16	–	–	–	–	37	84	–	4	–	125
Effectif approuvé 2014/15	760	19 815	391	1 050	1 016	2 798	203		139	26 696
Effectif proposé 2015/16	760	19 815	391	1 050	946	2 792	216		139	26 566
Variation nette	–	–	–	–	(70)	(6)	13		–	(130)

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé ou proposé.^b Administrateurs et agents des services généraux.^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).^d Sous réserve de l'approbation du Conseil de sécurité.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats attendus

A. Vue d'ensemble

1. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans sa résolution 1925 (2010). Il a autorisé sa prorogation par d'autres résolutions, dont la dernière en date est la résolution 2147 (2014), par laquelle il a été renouvelé jusqu'au 31 mars 2015, avec un effectif maximum autorisé de 19 815 militaires, 760 observateurs militaires et officiers d'état-major, 391 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées.
2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre son objectif général, qui consiste à obtenir le retour de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo.
3. Dans le cadre de cet objectif général, la MONUSCO contribuera, au cours de l'exercice budgétaire, à un certain nombre de réalisations escomptées, en exécutant les produits clefs correspondants indiqués dans les tableaux ci-après, organisés en fonction des différentes composantes du mandat de la Mission (sécurité et protection des civils, stabilisation des zones touchées par le conflit armé, appui à la gouvernance démocratique et aux réformes institutionnelles, et appui).
4. Les réalisations escomptées sont celles qui permettront d'atteindre, au terme du mandat de la Mission, l'objectif fixé par le Conseil de sécurité, tandis que les indicateurs de succès serviront à mesurer les progrès accomplis au cours de l'exercice budgétaire. Les effectifs de la Mission ont été déterminés composante par composante, sauf ceux de la direction exécutive et de l'administration, qui l'ont été en fonction des besoins de l'ensemble de la Mission. La variation des effectifs par rapport au budget de 2014/15, reclassements compris, est analysée au niveau de chaque composante.

B. Hypothèses budgétaires et activités d'appui de la Mission

5. Au cours de la période 2015/16, il est probable que les civils devront continuer de vivre avec la menace que représentent pour eux les groupes armés, que de graves violations des droits de l'homme continueront d'avoir cours et que la situation humanitaire actuelle se poursuivra, en particulier dans l'est du pays. La MONUSCO continuera de s'employer à protéger les civils dans les zones critiques et d'aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo à faire face à la menace des groupes armés, notamment au moyen d'opérations ciblées de la brigade d'intervention pour les neutraliser, avec l'appui d'autres brigades et de toutes les autres composantes de la Mission.
6. En étroite collaboration avec ses partenaires internationaux et en usant de ses bons offices, la Mission continuera d'aider le Gouvernement à étendre et consolider l'autorité de l'État dans les territoires libérés des groupes armés, conformément aux termes de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, à l'appui du plan gouvernemental de stabilisation et de reconstruction des zones touchées par le conflit armé.

7. La Mission continuera de promouvoir la paix et la consolidation de la paix et la tenue d'un dialogue politique ouvert et transparent entre toutes les parties congolaises, afin de favoriser la réconciliation et la démocratisation. La MONUSCO appuiera également l'instauration d'un niveau minimum d'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés. Elle travaillera en étroite coordination avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies pour qu'ait bien lieu le transfert de responsabilités voulu pour certaines tâches par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2147 (2014).

8. La MONUSCO continuera d'user de ses bons offices pour encourager l'application du programme national de désarmement, démobilisation et réintégration. Pour assurer le bon déroulement de sa troisième phase, elle apportera un soutien logistique en vue de la construction et de la gestion de sites de réinsertion, appuiera les opérations d'achat et de distribution de kits de réinsertion et de denrées alimentaires, assurera le transport des ex-combattants vers ces sites, facilitera les activités de réinsertion, par exemple de formation professionnelle, d'éducation civique ou de soutien psychosocial, qui permettront à ces ex-combattants de se préparer à la vie civile, et mènera des campagnes d'information et de dépistage pour lutter contre le VIH/sida, en proposant des services de conseil aux personnes touchées. En tout, 8 542 ex-combattants prendront part à la phase de réinsertion, qui devrait permettre leur réintégration dans les communautés d'accueil à la fin de 2015.

9. Compte tenu des prochaines élections, la situation politique restera probablement tendue. Il demeure essentiel que la Mission exerce ses bons offices et continue d'animer les efforts visant à instaurer un climat propice à la tenue d'élections crédibles dans les délais prévus, à l'aménagement d'un véritable espace politique et au respect des droits de l'homme, en posant des jalons sur la voie du développement.

10. Pour s'attaquer aux causes profondes du conflit, la MONUSCO continuera de promouvoir la réalisation d'importantes réformes, notamment en ce qui concerne les secteurs de la sécurité et de la justice, la gouvernance et le processus de décentralisation. Si les institutions de l'État ont été quelque peu consolidées, elles devraient rester fragiles et continuer de nécessiter un appui important, en particulier à l'échelon local et provincial et dans les zones touchées par le conflit. L'extension de l'autorité de l'État et le rétablissement de l'état de droit dans les zones touchées par le conflit armé demeurent une préoccupation majeure, en particulier dans les zones prioritaires qui ont été libérées des groupes armés.

11. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'examen stratégique, la MONUSCO déploiera environ 2 000 militaires en moins et ramènera le nombre de bases opérationnelles de compagnies et de bases opérationnelles temporaires de 89, pour l'exercice 2014/15, à 62 pour l'exercice 2015/16, tout en veillant à assurer une meilleure utilisation et une plus grande mobilité des ressources restantes consacrées à la protection des civils, et en intensifiant les activités de surveillance de la frontière dans l'est du pays. En attendant que le Conseil de sécurité prenne une décision en mars 2015, la réduction des contingents (2 000 militaires) a été prise en compte dans le projet de budget au moyen d'un coefficient de déploiement supérieur aux tendances actuelles (le coefficient prévu pour l'exercice 2015/16 est de 12 %, alors qu'il n'a été que de 3 % ou 4 % au cours des 18 derniers mois).

12. La Mission devra continuer d'appuyer les mesures de réforme du secteur de la sécurité, y compris des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). La MONUSCO est venue en aide aux FARDC à la faveur d'opérations conjointes et de telles initiatives devraient se reproduire en 2015/16 pour venir à bout des forces hostiles. Le budget pour 2015/16 prévoit un montant de 19,2 millions de dollars pour le financement des rations, du carburant, du fret et d'autres formes d'aide, contre 6,4 millions de dollars pour l'exercice 2014/15.

13. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour protéger les civils, la MONUSCO continuera de contribuer à la lutte contre l'impunité en surveillant et en dénonçant les violations des droits de l'homme, en tenant à jour des bases de données spéciales sur le principe de la conditionnalité, les violences sexuelles liées au conflit et les violations graves des droits de l'enfant, et en aidant à mettre en place des réseaux et des plans de protection à l'échelle de la collectivité. La Mission s'assurera qu'il est acceptable pour elle de prêter appui aux FARDC et que la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme est bien respectée en renforçant son équipe spéciale de fichage.

14. Dans les limites de son mandat et de ses ressources et avec le concours de ses partenaires internationaux et des pays voisins, la MONUSCO aidera le Gouvernement à empêcher les groupes armés à accéder à leurs moyens de financement, notamment ceux résultant d'activités économiques illicites et de l'exploitation et du commerce illicites des ressources naturelles de la République démocratique du Congo. Par l'exercice de ses bons offices, la Mission encouragera la consolidation d'une structure civile nationale efficace pour contrôler les activités minières clefs et assurer une gestion équitable de l'extraction et du commerce des ressources naturelles dans l'est du pays.

15. La MONUSCO continuera également de suivre le respect de l'embargo sur les armes, conformément aux résolutions 1896 (2009) et 2136 (2014) du Conseil de sécurité, en coopérant, selon qu'il conviendra, avec les États concernés et avec le Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004), auxquels elle communiquera toute information utile. Il s'agira, notamment, de saisir ou de recueillir les armes et tout matériel dont la présence sur le territoire de la République démocratique du Congo constitue une violation de l'embargo sur les armes, et de les éliminer dans les règles, ainsi que d'aider les autorités douanières compétentes de la République démocratique du Congo à mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité.

16. Bien que la Mission ne doive plus se livrer à des activités de déminage à des fins humanitaires, le projet de budget pour 2015/16 prévoit des crédits pour des services de neutralisation d'explosifs et de gestion d'armes et de munitions, conséquence directe des opérations militaires menées par la MONUSCO pour neutraliser les groupes armés. Il s'agira notamment d'aider directement les forces de la MONUSCO à neutraliser les explosifs pour assurer la protection des civils et à procéder à l'enlèvement d'engins non explosés et à des levés dans le cadre de leurs opérations, d'évaluer et d'examiner les installations de la Mission, d'enregistrer et de détruire les armes déposées par les ex-combattants, et d'aider, par une assistance technique, les FARDC, et plus précisément les bataillons formés en vue de l'établissement d'une force d'intervention rapide, à se former à la neutralisation des engins explosifs et à la gestion des stocks d'armes et de munitions, et à moderniser les dépôts de munitions.

17. Si elle axe désormais ses efforts, sur le plan opérationnel, dans l'est de la République démocratique du Congo, la MONUSCO continuera de surveiller l'évolution de la situation dans le reste du pays, y compris en appuyant six antennes dans l'ouest, avec des fonctions de surveillance et de communication dans les capitales des provinces. Elle conservera son quartier général à Kinshasa et neuf bureaux dans l'est du pays, et elle maintiendra deux plateformes logistiques à Entebbe (Ouganda) et Goma. Le fait de garder des plateformes logistiques sur ces deux sites pour l'exercice 2015/16 présente l'avantage de pouvoir utiliser le couloir Mombasa-Entebbe et le couloir Dar es Salam-Goma pour la réception des marchandises, Entebbe étant mieux placé pour alimenter les régions d'Ituri, de Dungu et de Kisangani, tandis que les stocks centralisés à Goma permettront de répondre plus rapidement aux besoins dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et au Katanga. La Mission procédera comme il se doit à des examens périodiques de la situation dans les bureaux situés dans l'est du pays, en ajustant au besoin leurs effectifs pour qu'ils puissent appuyer au mieux les opérations en cours et futures.

18. Pour simplifier les fonctions et les chaînes hiérarchiques, la Mission propose de modifier l'organigramme pour l'exercice 2015/16 en réorganisant certains services organiques. Il est aussi proposé de regrouper le Bureau de l'état de droit et le Groupe de l'administration pénitentiaire, ainsi que de supprimer le Groupe violence sexuelle et sexiste, en transférant les postes correspondants (conseillers pour la protection des femmes) dans trois autres services. Des explications plus détaillées sur les changements structurels apportés aux services organiques sont données pour chaque composante.

19. Le présent projet de budget comporte plusieurs modifications concernant les postes. Au total, une réduction nette de 130 postes et emplois de temporaire est proposée, soit une réduction nette de 70 postes d'administrateur recruté sur le plan international, 6 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 67 postes de Volontaire des Nations Unies, avec la création de 13 nouveaux emplois de temporaire. Plus de 400 postes seront par ailleurs transférés ou réaffectés.

20. La MONUSCO mettra également l'accent sur le renforcement des capacités nationales en vue d'instaurer les conditions nécessaires à la mise en place de sa future structure. Elle mettra en œuvre une stratégie de nationalisation reposant sur la formation et le mentorat du personnel recruté sur le plan national pour qu'il puisse à terme assumer les responsabilités qui sont celles du personnel recruté sur le plan international. Elle supprimera donc au total 73 poste de fonctionnaire recruté sur le plan international, qui seront remplacés par 73 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national et d'agent des services généraux. Il faudra offrir davantage de possibilités de formation au personnel recruté sur le plan national pour mener à bien cette initiative de renforcement des capacités.

Activités d'appui de la Mission

21. L'exercice 2015/16 sera une année de transformation et d'adaptation aux recommandations formulées dans la stratégie globale d'appui aux missions. La MONUSCO poursuivra la restructuration de la Division de l'appui à la mission en vue de mieux aligner les ressources de la Mission sur les besoins. Les anciens piliers Services d'appui intégrés et Services administratifs seront remplacés par les piliers Gestion de la fourniture de services et gestion de la chaîne d'approvisionnement, dans l'objectif de rationaliser les procédures en matière

d'achats, de transport, de stockage et de distribution, tout en veillant à répondre aux besoins opérationnels et logistiques de la Mission, sachant que la priorité doit être donnée à la satisfaction de la clientèle. Ce réaligement et ces changements structurels sont dictés, entre autres, par le besoin d'améliorer le dispositif de contrôle et d'établissement des rapports de la Mission dans les domaines financier et logistique et dans celui de la prestation de services, et par la nécessité de simplifier et de rationaliser diverses procédures dans le cadre de la mise en service d'Umoja. La Section des transports et la Section des transports aériens seront regroupées pour former une nouvelle Section de la mobilité, tandis que la Section du budget et la Section des finances seront réunies en une seule, sur le modèle de toutes les autres missions de maintien de la paix. Les fonctions et attributions du Directeur et du Directeur adjoint de l'appui à la mission seront également redéfinies pour appuyer la gestion des services et de la chaîne d'approvisionnement.

22. Pendant l'exercice 2015/16 aura lieu le lancement d'un projet pilote en faveur d'une gestion centralisée des stocks. Il s'agira de rationaliser les structures, les processus et les installations, ainsi que de parvenir à une amélioration globale de la gestion des avoirs, notamment en optimisant les opérations d'entreposage et de distribution, tout en réduisant le nombre de postes d'agent responsable des entrepôts et de la gestion des avoirs pendant l'exercice 2016/17. La centralisation des capacités et des opérations d'entreposage à Goma permettra de réduire les activités de la Mission au niveau de la plateforme logistique d'Entebbe (Base d'appui d'Entebbe). Les travaux de construction devraient s'achever pendant l'exercice 2016/17. Dans cette optique, des crédits sont prévus pour le financement d'un projet de développement pluriannuel visant à transférer la base de soutien logistique de Goma, située à l'aéroport, vers un site plus approprié mis à disposition par le Gouvernement.

23. Étant donné l'étendue du territoire de la République démocratique du Congo et l'insuffisance de l'infrastructure routière dans des secteurs d'importance critique pour les opérations de la Mission, le transport des hommes, du personnel civil et du matériel restera essentiellement assuré par avion. La MONUSCO continuera de prêter son appui aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies et aux entités gouvernementales en assurant les transports aériens, dans la limite des places disponibles et de ses capacités, pour les activités ayant un lien direct avec l'application de son mandat. Pendant l'exercice 2015/16, la Mission supprimera deux aéronefs, ramenant ainsi leur nombre total à 49 (13 avions et 36 hélicoptères). En outre, la MONUSCO adoptera des techniques et des outils d'analyse modernes développés par le secteur des transports aériens dans un souci d'économie et pour avoir le moins besoin possible d'un appui du secteur aérien civil dans le cadre de ses opérations. La Mission continuera de recourir aux systèmes aériens sans pilote en tant que moyens de surveillance à l'appui de ses opérations.

24. Par ailleurs, la Mission mettra en œuvre le projet de communications intégrées qui permettra d'améliorer la connexion à Internet et de réduire ainsi de manière significative les frais d'itinérance et les coûts liés aux services Internet actuellement supportés par la Mission. Des crédits seront aussi prévus pour achever le Centre de technologie d'Entebbe qui, une fois opérationnel, permettra de réduire la dépendance vis-à-vis des téléports de Kinshasa et, à terme, de fermer ces installations. Le développement des services de visioconférence permettra de couvrir 15 installations dans les différents bureaux de la Mission, contre 11 pendant l'exercice 2014/15, contribuant ainsi à réduire les frais de voyage et à faciliter une prise de décisions efficace et opportune.

25. Pour autant que la sécurité et les ressources opérationnelles ne soient pas compromises, la Mission reportera le remplacement du matériel, y compris des véhicules ainsi que du matériel et des infrastructures informatiques et de communications. Ainsi, la Mission prévoit de réduire sa flotte de véhicules légers d'environ 15 % par suite de la fermeture ou du renforcement de bureaux locaux dans l'ouest du pays et des mesures de réduction des effectifs. Néanmoins, comme 70 % des véhicules de soutien logistique et des véhicules à usage spécial ont dépassé leur durée de vie de deux ou trois ans, il y aura lieu, pendant l'exercice 2015/16, de remplacer une partie de la flotte, dont 11 engins du génie et de manutention mobile.

C. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

26. Dans sa résolution 64/269, l'Assemblée générale a décidé d'établir un centre de services régional à la plateforme logistique d'Entebbe afin de regrouper au sein d'un seul centre régional autonome les fonctions d'administration et d'appui des missions situées dans un même périmètre géographique, comme le Secrétaire général l'avait proposé dans son rapport sur la stratégie globale d'appui aux missions (A/64/633). La Mission s'efforcera d'améliorer la prestation de services et de réaliser des économies d'échelle en coopération avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), l'Opération hybride Union africaine/Nations Unies au Darfour (MINUAD), la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), la Mission électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MANUSOM). En raison des crises qui sévissent en République centrafricaine, la Mission conservera un bureau d'appui à Mbandaka, qui servira de plaque tournante pour le déploiement rapide de contingents et nécessitera, par conséquent, une structure d'appui minimale. La situation fera l'objet d'examen périodiques à mesure que la MINUSCA se mettra en place.

D. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

27. La MONUSCO continuera à travailler en concertation et collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies. Dans la perspective de son retrait définitif, la Mission continuera en particulier de rationaliser ses tâches en tenant compte des capacités nationales et des compétences spécifiques de l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, tout en appuyant les initiatives visant à mobiliser des ressources supplémentaires pour le pays. En outre, elle élaborera une stratégie conjointe avec l'équipe de pays des Nations Unies grâce à laquelle elle escompte : a) mettre l'accent sur la stratégie de protection à l'échelle du système des Nations Unies; b) soutenir l'État dans la mise en œuvre de la stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation; c) aider le pays à lutter contre les violences sexuelles et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés; d) appuyer les pouvoirs publics en vue de garantir l'efficacité de la gestion civile des terres et des ressources minérales; et e) favoriser la gouvernance démocratique et la réforme institutionnelle.

28. Ces tâches s'inscrivent dans le cadre de l'appui que fournit la MONUSCO en vue de mettre en œuvre : a) les engagements contractés par le pays au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération; et b) le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2013-2017, qui sera modifié pour tenir compte des priorités communes de la Mission et de l'équipe de pays et servira de cadre stratégique intégré, l'accent étant mis sur des zones prioritaires définies ensemble. Des orientations stratégiques globales pour l'application du mandat et la coopération entre les organismes des Nations Unies et l'État continueront d'être fournies dans l'Accord-cadre pour la paix la sécurité et la coopération, tandis que les priorités communes en matière de programmes seront détaillées dans la stratégie conjointe des Nations Unies, le but étant d'obtenir des résultats durables. La stratégie commune couvrira également les activités prioritaires prescrites à la Mission, dont la protection, la stabilisation et la gouvernance démocratique. La Mission continuera aussi à soutenir et à encourager la mise au point de projets communs, la constitution d'équipes mixtes chargées de leur exécution et l'organisation de campagnes de communication, conformément au principe de l'unité d'action des Nations Unies.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

29. Pour faciliter la présentation des changements proposés à la rubrique des ressources humaines, on a distingué six interventions possibles concernant les postes, qui sont définies dans l'annexe I.A au présent rapport.

Direction exécutive et administration

30. La direction exécutive et l'administration d'ensemble de la Mission seront assurées par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général.

Tableau 1

Ressources humaines : direction exécutive et administration

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG	D-2/D-3	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				Total partiel
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et Bureau du Représentant spécial adjoint									
Postes approuvés 2014/15	1	1	2	2	4	10	12	–	22
Postes proposés 2015/16	1	–	1	1	2	5	5	1	11
Variation nette	–	(1)	(1)	(1)	(2)	(5)	(7)	1	(11)
Bureau du Chef de cabinet									
Postes approuvés 2014/15	–	–	11	11	3	25	14	2	41
Postes proposés 2015/16	–	1	12	18	4	35	24	5	64
Variation nette	–	1	1	7	1	10	10	3	23

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG	D-2/D-3	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				Total partiel
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit									
Postes approuvés 2014/15	1	1	3	2	2	9	4	–	13
Postes proposés 2015/16	1	1	4	3	3	12	7	1	20
Variation nette	–	–	1	1	1	3	3	1	7
Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)									
Postes approuvés 2014/15	1	1	3	–	2	7	3	1	11
Postes proposés 2015/16	1	1	3	–	3	8	4	1	13
Variation nette	–	–	–	–	1	1	1	–	2
Chefs des bureaux de liaison									
Postes approuvés 2014/15	–	–	2	–	3	5	3	–	8
Postes proposés 2015/16	–	–	2	–	3	5	3	–	8
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chefs des bureaux locaux/extérieurs									
Postes approuvés 2014/15	–	3	7	–	7	17	7	–	24
Postes proposés 2015/16	–	3	6	–	5	14	6	--	20
Variation nette	–	–	(1)	–	(2)	(3)	(1)	--	(4)
Total									
Postes approuvés 2014/15	3	6	28	15	21	73	43	3	119
Postes proposés 2015/16	3	6	28	22	20	79	49	8	136
Variation nette	–	–	–	7	(1)	6	6	5	17

^a Administrateurs et agents des services généraux.

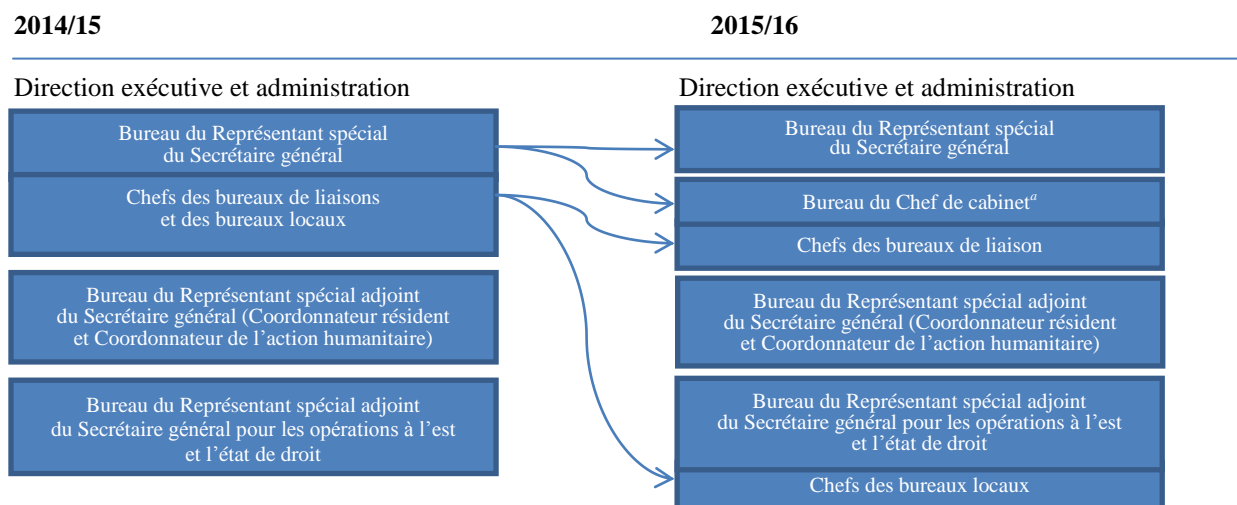
Personnel recruté sur le plan international : augmentation nette de 6 postes

Personnel recruté sur le plan national : augmentation nette de 6 postes

Volontaires des Nations Unies : augmentation nette de 5 postes

31. Les changements qu'il est proposé d'apporter aux effectifs de la composante Direction administrative et administration sont indiqués dans le diagramme I (au niveau des bureaux ou des sections) et dans les tableaux 2 à 6 (au niveau des postes).

Figure I
**Changements proposés au niveau des bureaux pour la composante
direction exécutive et administration**



Changements proposés pour 2015/16

^a Création de poste → Transfert d'entités.

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général

Tableau 2
**Changements proposés aux ressources humaines au Bureau du Représentant spécial
du Secrétaire général**

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Origine ou destination du transfert ou type de transformation
Postes	-1	D-2	Chef de cabinet	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-1	P-4	Spécialiste des questions politiques	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	+1	P-3	Spécialiste des questions politiques	Transfert	Depuis la Division des affaires politiques
	-1	P-3	Spécialiste des meilleures pratiques	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-1	P-3	Assistant spécial	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-2	SM	Assistant administratif	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-1	GN	Assistant administratif	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-1	GN	Chauffeur	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	-2	GN	Assistant d'équipe	Transfert	Au bureau du Chef du cabinet
	+2	GN	Assistant administratif	Réaffectation	Depuis les antennes administratives locales
	-1	GN	Chauffeur	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Origine ou destination du transfert ou type de transformation
	-1	GN	Chauffeur	Réaffectation	À la Cellule de planification stratégique
	+1	VNU	Spécialiste des questions politiques	Réaffectation	Depuis le Bureau des affaires civiles
Total partiel	-8				
Groupe des projets à effet rapide					
Postes	-2	AN	Administrateur de programme adjoint	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit
	-1	GN	Assistant programmes	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit
Total partiel	-3				
Total	-11				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies.

32. Il est proposé de transférer un poste P-3 (spécialiste des questions politiques) de la Division des affaires politiques et de réaffecter un Volontaire des Nations Unies (spécialiste des affaires civiles) de la Section des affaires civiles en qualité de spécialiste des questions politiques. Les spécialistes des questions politiques renforceront l'appui quotidien au Bureau et fourniront des analyses politiques détaillées et actualisées tout en maintenant le lien avec la Division des affaires politiques. Le titulaire du poste P-3 sera appelé à voyager fréquemment avec le Représentant spécial du Secrétaire général et l'aidera à renforcer la coopération avec la communauté internationale et les autorités du pays. Le Volontaire des Nations Unies s'emploiera activement à assister le Représentant spécial dans sa communication interne et externe et à assurer la liaison avec les services organiques de la Mission. Son poste est actuellement prêté au Bureau du Représentant spécial et sa réaffectation permettrait de régulariser l'arrangement existant et la chaîne hiérarchique.

33. Conformément aux recommandations formulées dans l'examen des besoins en personnels civils, il est proposé de réaffecter deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (chauffeurs), l'un au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) et l'autre à la Cellule de planification stratégique. Il est également envisagé que deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistants administratifs) soient transférés des antennes administratives locales.

34. Il est suggéré que le Bureau du Chef de cabinet soit séparé du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, ce qui implique le transfert de 10 postes (1 D-2, 1 P-4, 2 P-3, 2 postes d'agent du Service mobile et 4 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national).

35. Il est proposé de transférer le Groupe des projets à effet rapide, qui compte deux postes d'administrateur recruté sur le plan national (administrateurs de

programme adjoints) et un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant programmes) au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit, ce qui correspond à la structure hiérarchique établie à la suite de la réorganisation de la Mission. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général assure la présidence du Comité d'examen des projets pour les projets à effet rapide et la supervision directe du Groupe des projets à effet rapide, et s'assure que les fonds destinés à ces projets sont utilisés par tous les bureaux pour appuyer les objectifs prioritaires de la Mission, lesquels visent principalement à neutraliser les groupes armés et à rétablir l'autorité de l'État dans l'est de la République démocratique du Congo.

Bureau du Chef de cabinet (nouveau)

Tableau 3

Changements proposés aux ressources humaines au Bureau du Chef de cabinet

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	D-2	Chef du Cabinet	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	P-5	Spécialiste des questions politiques hors classe	Transfert	Depuis le Groupe des Chefs des bureaux locaux
	+1	P-4	Spécialiste des questions politiques	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	P-3	Assistant spécial	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	P-3	Spécialiste des meilleures pratiques	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+2	SM	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	GN	Chauffeur	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+2	GN	Assistant d'équipe	Transfert	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	+1	GN	Assistant administratif	Réaffectation	Depuis le Groupe des Chefs des bureaux locaux
	+1	VNU	Assistant administratif	Réaffectation	Depuis le Bureau de l'information
Total partiel	+13				
Cellule de planification stratégique					
Postes	+1	GN	Assistant d'équipe	Réaffectation	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
Total partiel	+1				

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Cellule d'analyse conjointe de la Mission					
Postes	+1	P-4	Analyste de l'information	Réaffectation	Depuis la Section de la protection de l'enfance
	+1	P-3	Administrateur de base de données	Réaffectation	Depuis la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
	+1	P-3	Analyste de l'information	Réaffectation	Depuis la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	+1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis les Antennes administratives locales
Total partiel	+4				
Centre d'opérations conjoint					
Postes	+2	P-3	Responsable des opérations	Réaffectation	Depuis la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
Total partiel	+2				
Section des affaires juridiques					
Postes	-1	P-4	Juriste	Transformation	En AN
	+1	P-2	Juriste	Reclassement	De SM
	-1	SM	Assistant aux affaires juridiques	Reclassement	À P-2
	+1	AN	Juriste	Transformation	De P-4
	+2	VNU	Juriste	Réaffectation	Depuis la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration/Section du désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation
Total partiel	+2				
Groupe du protocole					
Postes	-1	P-4	Fonctionnaire du protocole	Réaffectation	Au Bureau des affaires civiles
	+1	AN	Fonctionnaire du protocole	Réaffectation	Depuis le Bureau des affaires civiles
	+1	GN	Assistant du protocole	Réaffectation	Depuis le Groupe des Chefs des bureaux locaux
Total partiel	+1				
Total	+23				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies.

36. Il est proposé que le Bureau du Chef de cabinet soit séparé du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, ce qui concerne 10 postes (1 D-2, 1 P-4, 2 P-3, 2 SM et 4 GN). Le Chef de cabinet supervisera la Section des affaires juridiques, la Cellule de planification stratégique, la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, le Centre d'opérations conjoint, le Groupe du protocole et les bureaux de liaison. Depuis la restructuration de la Mission dans l'est du pays, le Bureau du

Chef de cabinet est situé à Goma où il exerce son autorité et assure la direction et le suivi des affaires courantes de la Mission au nom du Représentant spécial du Secrétaire général, dont le bureau reste à Kinshasa. Le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général se consacre aux questions politiques et à des activités de bons offices, tandis que le Bureau du Chef de cabinet assure la gestion globale de l'information pour toutes les composantes de la Mission, notamment en maintenant des contacts continus avec le Siège et en effectuant le suivi de tous les télégrammes chiffrés entrants et sortants; il entretient la liaison avec les composantes administration, appui et logistique de la Mission; planifie et en coordonne l'élaboration des cadres de budgétisation axée sur les résultats et encadre l'utilisation des outils de gestion des crises.

37. Il est également proposé de renforcer l'effectif du Bureau du Chef de cabinet à l'aide de trois postes supplémentaires, notamment en transférant un poste P-5 (spécialiste des questions politiques hors classe) qui exercera la fonction d'adjoint, travaillera à temps plein pour le bureau de Goma et prêtera son concours au bureau de Kinshasa selon que de besoin; en réaffectant un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant administratif) relevant des Chefs des bureaux locaux afin de favoriser le lien entre les bureaux de Goma et Kinshasa; et en réaffectant un Volontaire des Nations Unies (assistant administratif) du Bureau de l'information afin de faire face à la hausse de la charge de travail liée à la gestion de l'information, dont la complexité s'est accrue en raison de la séparation des activités entre l'Est et l'Ouest.

38. Au sein du Bureau des affaires juridiques, il est proposé de réaffecter deux postes de Volontaire des Nations Unies (juristes) de la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et de transformer un poste P-4 (juriste) en un poste d'administrateur recruté sur le plan national avec le même titre afin d'appuyer le renforcement des capacités nationales. En outre, il est envisagé qu'un poste d'agent du Service mobile (assistant aux affaires juridiques) soit reclassé en un poste P-2 (juriste). Les effectifs du Bureau doivent être renforcés pour répondre à l'accroissement de la charge de travail dans le domaine juridique qui fait suite au nouveau mandat du Conseil de sécurité et à la nouvelle configuration axée sur l'Est de la République démocratique du Congo. Le Bureau a donc besoin d'administrateurs supplémentaires pour pouvoir s'acquitter de son mandat et la création de trois postes permettrait de remédier au manque de moyens pour faire face à ce surcroît de travail dans le domaine juridique.

39. À la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, il est proposé de réaffecter un poste P-4 (analyste de l'information) de la Section de la protection de l'enfance afin de mener le recueil de données et d'informations, un poste P-3 (administrateur de base de données) de la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes, et un poste P-3 (analyste de l'information) de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires. Il est également proposé qu'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant administratif) soit transféré des antennes administratives locales. Il sera chargé des fonctions d'appui administratif et logistique, ce qui permettra de décharger les analystes de la Section d'une partie de leurs tâches pour qu'ils puissent se concentrer sur les questions de fond.

40. À la Cellule de planification stratégique, il est proposé qu'un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (chauffeur) du Bureau du Représentant spécial soit réaffecté à la fonction d'assistant d'équipe afin de faciliter

gestion des données, d'effectuer la coordination des plans de travail et des produits de la budgétisation axée sur les résultats entre le quartier général de la Mission et ses autres composantes, et d'assurer la liaison avec le Bureau intégré.

41. Au Centre d'opérations conjoint, il est envisagé de réaffecter deux postes P-3 (spécialistes des affaires judiciaires) de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires pour qu'ils travaillent en tant que responsables des opérations, ce afin de favoriser la bonne prise en compte de la vigilance opérationnelle, des informations en matière de sécurité, des mécanismes et des dispositifs cohérents de gestion de crise dans l'ensemble des sites de la Mission.

42. Dans le Groupe du protocole, il est suggéré qu'un poste P-4 (fonctionnaire du protocole soit réaffecté au Bureau des affaires civiles en tant que poste de spécialiste des affaires civiles. En parallèle, il est proposé de réaffecter un poste d'administrateur recruté sur le plan national (spécialiste des affaires civiles) de la Section des affaires civiles en tant que poste de fonctionnaire du protocole, et de réaffecter un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant administratif) relevant des chefs des bureaux locaux en tant que poste d'assistant du protocole.

Groupe des chefs des bureaux de liaison

43. En raison de la séparation du Bureau du Chef de cabinet et du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, le Groupe des chefs des bureaux de liaison ne dépendra plus du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général mais du Bureau du Chef de cabinet. Ce groupe comprend huit postes (1 P-5, 1 P-4, 3 SM et 3 GN).

Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)

Tableau 4

Changements proposés aux ressources humaines au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	SM	Assistant administratif	Transfert	Du Groupe des Chefs des bureaux locaux
	+1	GN	Assistant d'équipe	Réaffectation	Depuis le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
Total	+2				

Abbreviations : GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile.

44. Il est proposé de transférer un agent du Service mobile (assistant administratif) relevant des chefs des bureaux locaux pour aider le service administratif à mener des activités opérationnelles dans les délais prévus. L'assistant administratif devra notamment tenir à jour les registres, gérer les données, veiller au respect des délais, prendre des notes pendant les réunions, relire et éditer les documents, et traiter les autorisations de voyage du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et d'autres délégations. En outre, il est proposé qu'un agent des services généraux

recruté sur le plan national (chauffeur) du Bureau du Représentant spécial soit réaffecté au poste d'assistant d'équipe en vue d'établir des itinéraires, d'attirer l'attention du personnel sur les échéances, de gérer les fichiers électroniques, d'organiser les réunions internes, d'établir des copies, de commander le matériel et fournitures de papeterie, de procéder aux achats, d'élaborer des documents, d'organiser les transports et de soumettre les demandes d'entretien.

**Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
pour les opérations à l'est et l'état de droit**

Tableau 5

**Changements proposés aux ressources humaines au Bureau du Représentant spécial adjoint
du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit**

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	P-5	Conseiller principal pour la stabilisation	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit
	-1	P-5	Assistant spécial	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit
	+1	P-5	Conseiller principal pour la protection des femmes	Réaffectation	Depuis le Groupe violence sexuelle et sexiste
	+1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	Depuis le Bureau des affaires civiles
	+1	SM	Assistant administratif	Transfert	Depuis le Groupe violence sexuelle et sexiste
	+2	AN	Administrateur de programme adjoint	Transfert	Depuis le Groupe des projets à effet rapide
	+1	AN	Spécialiste de la formation	Transfert	Depuis le Groupe violence sexuelle et sexiste
	+1	GN	Assistant programmes	Transfert	Depuis le Groupe des projets à effet rapide
	-1	GN	Chauffeur	Suppression	
	+1	VNU	Assistant spécial	Réaffectation	Depuis les antennes administratives locales
Total	+7				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies.

45. Il est proposé qu'un poste P-5 (assistant spécial) soit réaffecté au sein du Bureau pour exercer la fonction de conseiller pour la stabilisation, afin d'assurer la supervision de toutes les initiatives de stabilisation civile. Dans le cadre de ses fonctions, qui exigent les connaissances et les compétences approfondies d'un haut responsable, le titulaire fera notamment office de Coordonnateur de l'Équipe spéciale de stabilisation; assurera la liaison avec les États Membres afin de garantir la cohérence de la communication entre la communauté internationale et le Gouvernement sur les questions de stabilisation et garantira la cohérence et la complémentarité des flots de stabilité et d'autres initiatives de stabilisation rapide menées par la MONUSCO avec les activités menées au titre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation et du Programme de

stabilisation et de reconstruction des régions touchées par les conflits, conduites dans une large mesure par les autorités du pays et les donateurs bilatéraux. La création de ce poste permettrait d'éliminer le besoin de recourir à du personnel fourni à titre gracieux par un État Membre comme cela est actuellement le cas. Étant donné l'importance de cette fonction et le mandat de la Mission concernant la stabilisation (composante 2 du cadre de budgétisation axée sur les résultats), ce poste devrait faire partie du budget statutaire.

46. Il est proposé de réaffecter un poste P-5 (conseiller principal pour la protection des femmes) du Groupe violence sexuelle et sexiste, qui doit faire l'objet d'une réorganisation afin d'être conforme aux normes dont relèvent les conseillers pour la protection des femmes dans les opérations de maintien de la paix. Le titulaire, basé à Kinshasa, assurera la liaison avec le Gouvernement dans le cadre de ses plans d'action en faveur de la prévention et de la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit, et veillera à ce que les tâches de coordination visant à appuyer le programme sur les femmes, la paix et la sécurité de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient transférées de façon rationnelle. Le conseiller principal pour la protection des femmes devra également veiller au déploiement de conseillers pour la protection des femmes et favoriser l'accélération de la mise en œuvre des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information. Il est également proposé de transférer un agent du Service mobile (assistant administratif) et un administrateur recruté sur le plan national (spécialiste de la formation) du Groupe violence sexuelle et sexiste afin de soutenir les fonctions directement liées aux missions du Conseiller principal pour la protection des femmes, notamment la coordination de toutes les sections et l'appui aux bureaux locaux dans les zones touchées par le conflit.

47. Il est proposé qu'un poste P-3 (spécialiste des affaires civiles) soit transféré de la Section des affaires civiles. Son titulaire dirigera le Groupe des projets à effet rapide, composé de trois agents recrutés sur le plan national. Le spécialiste des affaires civiles planifiera et appuiera la mise en œuvre de projets à effet rapide, en étroite collaboration avec les chefs de bureaux et des services organiques, sous la responsabilité du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général. Le titulaire de ce poste facilitera la prise en compte de la programmation des projets à impact rapide par les services organiques et les bureaux locaux conformément aux priorités de la Mission et de la composante pour les opérations dans l'est, l'accent étant porté sur les îlots de stabilité. Le poste avait été prêté pour l'exercice 2014/15 et son transfert permettrait de régulariser l'arrangement existant.

48. Il est proposé que deux administrateurs recrutés sur le plan national (administrateurs de programme adjoints) et un agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant programmes) du Groupe projets à effet rapide soient transférés au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général. Depuis la restructuration de la Mission, toute l'équipe du Groupe des projets à effet rapide a été transférée au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général basé à Goma, dont elle relève. La modification de la structure hiérarchique et les transferts de personnel permettront de garantir que les fonds destinés à financer les projets à effet rapide soient principalement consacrés à favoriser le rétablissement de l'autorité de l'État et à faire reculer la violence de proximité dans les îlots de stabilité à l'intérieur des zones touchées par le conflit armé.

49. Il est proposé de supprimer un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (chauffeur) en raison de la réorganisation de la Mission et du déménagement à Goma.

50. Il est proposé qu'un Volontaire des Nations Unies (assistant au soutien logistique) des antennes administratives locales soit réaffecté pour faire office d'assistant spécial. Le rôle du chef du bureau ayant été élargi, il a été demandé de lui adjoindre un assistant spécial. Le titulaire du poste sera chargé de nombreuses tâches administratives, notamment l'organisation et la gestion d'ateliers, de séminaires, de visites dans les bureaux locaux, de réunions périodiques et d'emplois du temps complexes, l'attribution des postes à pourvoir, la rédaction de notes de synthèse, le traitement de la correspondance, la prise de notes, l'établissement de rapports et la coordination, de manière à ce que le chef du Bureau puisse mener diverses missions de direction et de gestion, y participer et en assurer le suivi.

Chefs des bureaux locaux

Tableau 6

Changements proposés aux ressources humaines au Groupe des chefs des bureaux locaux

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	-1	P-5	Spécialiste des questions politiques hors classe	Transfert	Au Bureau du Chef de Cabinet
	-1	SM	Assistant administratif	Transfert	Au Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission
	-1	SM	Assistant administratif	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire)
	+1	GN	Chauffeur	Transfert	Depuis le Bureau des droits de l'homme
	-1	GN	Chauffeur	Réaffectation	Au Bureau du Chef du cabinet
	-1	GN	Assistant administratif	Réaffectation	Au Groupe du protocole
Total	-4				

Abréviations : GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile.

51. Il est proposé que la surveillance et la gestion des bureaux locaux soient transférées du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit. Depuis que la Mission a été réorganisée en 2014, tous les chefs de bureaux locaux ont été rattachés directement au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit. Le transfert des postes permettra ainsi de mieux tenir compte de la structure hiérarchique et des relations entre les bureaux locaux et les sections qui relèvent également du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations à l'est et l'état de droit.

52. Dans l'optique de l'examen du personnel civil, il est également proposé qu'un poste P-5, deux postes d'agent du Service mobile et deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national soient transférés et réaffectés dans d'autres bureaux et sections, comme indiqué dans le tableau 6 ci-dessus.

53. Il est également suggéré de transférer un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national (chauffeur) du Bureau des droits de l'homme. Le poste avait été prêté pour l'exercice 2014/15, et son transfert permettra de régulariser l'arrangement existant et de rendre compte de la nouvelle structure hiérarchique.

Composante 1 : sécurité et protection des civils

54. L'opération militaire menée de longue date en République démocratique du Congo continue de réaliser des progrès certes lents, mais tangibles, contre les principaux groupes armés dans l'est du pays. Néanmoins, on s'attend à ce que les conditions de sécurité restent instables dans cette région (qui englobe les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les districts de l'Ituri et des Uélés (province Orientale), et la partie orientale des provinces du Maniema et du Katanga) du fait que les principaux groupes armés sont toujours actifs et n'ont pas encore pris part au processus de désarmement. De plus, les élections qui devraient se tenir prochainement aux niveaux local, provincial et national, ainsi que leur éventuel ajournement, compromettront probablement la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo. La mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région permet de s'attaquer aux causes profondes du conflit dans l'est du pays, mais on s'attend néanmoins à ce que les menaces exercées par les groupes armés étrangers et nationaux contre les civils ainsi que le banditisme, la criminalité et les conflits locaux perdurent, de même qu'un grand nombre de violations des droits de l'homme et d'actes de violence sexuelle ainsi que de violations des droits de l'enfant. Si une pression croissante est exercée sur les groupes armés, les conditions de sécurité pourraient évoluer rapidement dans l'est de la République démocratique du Congo et des problèmes d'insécurité et de nouveaux points chauds pourraient apparaître dans toute la région. On s'attend à ce que la situation humanitaire reste préoccupante et que des déplacements de grande envergure se poursuivent dans la région, qui aura encore besoin de l'aide humanitaire.

55. Afin de faire face à ces difficultés, la MONUSCO continuera de s'attacher à appuyer le rétablissement de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo, ainsi qu'à protéger les civils. En application des résolutions 2098 (2013) et 2147 (2014) du Conseil de sécurité, la Mission a renforcé sa présence dans l'est de la République démocratique du Congo tout en maintenant une présence politique à Kinshasa et une présence minimale dans l'ouest du pays. La MONUSCO axera ses opérations sur la protection de la population dans les zones touchées par le conflit armé, en particulier dans les Kivus et dans la province Orientale (Ituri, Haut-Uélé et Bas-Uélé), et y consacrera la plupart de ses ressources. Elle mènera également des opérations dans des points chauds du nord du Katanga (Tanganyika) et du Maniema.

56. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, la MONUSCO conduira des opérations, y compris des opérations offensives, unilatéralement ou conjointement avec les FARDC, afin d'empêcher l'expansion des groupes armés, de les désarmer et de les neutraliser en vue de créer un environnement propice au rétablissement de l'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés. L'idée est de réduire la menace que représentent les groupes armés à un niveau que la justice et les institutions congolaises chargées de la sécurité soient en mesure de maîtriser. Afin d'atténuer les risques d'instabilité que pourraient engendrer ces opérations à court terme, la Mission continuera d'appliquer les mesures solides de protection prévues par son mandat, de recourir

d'avantage aux forces mobiles opérant depuis les bases opérationnelles temporaires et aux unités de combat, ainsi que de développer les liens avec les FARDC et avec la population civile. Ces actions seront complétées par les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général afin d'assurer la stabilisation durable de ces zones, grâce en particulier à la présence de l'État. Ces mesures continueront de permettre à la force de la MONUSCO d'apporter un appui aux structures gouvernementales de sécurité en jetant les bases nécessaires à la mise en place d'une autorité de l'État solide.

57. La composante de police de la Mission appuiera les efforts du Gouvernement en aidant la police nationale congolaise à exercer son autorité, notamment en dispensant des formations et en renforçant ses capacités, en concourant à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans de déploiement, ainsi qu'en collaborant étroitement avec l'armée afin de renforcer l'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés.

58. La MONUSCO usera de ses compétences et de ses moyens d'action pour empêcher que des conditions d'insécurité ne s'installent ou se développent et pour écarter les menaces à la sécurité des civils et à la stabilité de l'est de la République démocratique du Congo. À cette fin, la Mission mettra en œuvre un programme de communication et de collecte et analyse d'informations transparent et ouvert en faisant intervenir tous ses systèmes de collecte de données, notamment les drones, les équipes mixtes de protection des civils, les assistants de liaison locaux et les réseaux d'alerte locaux.

59. La MONUSCO maintiendra et renforcera son contingent de réserve robuste basé dans les Kivu et le déploiera dans toute la République démocratique du Congo en cas de besoin.

60. La Mission continuera d'appuyer l'action menée par le Gouvernement pour mener des enquêtes et appréhender et traduire en justice les personnes soupçonnées ou accusées d'avoir commis des crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris les violences sexuelles et les violations graves des droits de l'enfant. En collaboration avec le PNUD, elle continuera d'aider les autorités judiciaires militaires à traduire en justice les auteurs présumés des crimes les plus graves par l'intermédiaire de sa Cellule d'appui aux poursuites judiciaires. La Mission s'emploiera également à renforcer l'effet de synergie entre la stratégie de protection en vigueur dans le système des Nations Unies et les dispositifs de protection locaux.

61. La Mission continuera aussi d'aider les organisations humanitaires à accéder aux populations en détresse en assurant la coordination et la liaison avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et en menant des campagnes de communication pour que les déplacés et les réfugiés puissent, à terme, rentrer chez eux dans le calme et en toute sécurité.

Réalisations escomptées
Indicateurs de succès

1.1 Renforcement de la sécurité et amélioration de la protection des civils dans les zones touchées par le conflit

1.1.1 Réduction du nombre total de cas avérés de violation des droits de l'homme dans les zones de conflit armé (2013/14 : 1 741; 2014/15 : 1 600; 2015/16 : 1 500)

1.1.2 Augmentation du nombre de déplacés qui sont rentrés chez eux (2013/14 : 976 544; 2014/15 : 1,1 million; 2015/16 : 1 120 000)

1.1.3 Amélioration du niveau de satisfaction de la population concernant les conditions de sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo
(2014/15 : 52 % des personnes interrogées;
2015/16 : 60 % des personnes interrogées)

Produits

- Appréciation de la situation et action de protection et de dissuasion assurées grâce au maintien d'une moyenne de 62 bases opérationnelles de compagnie fixes et bases opérationnelles temporaires, de 230 patrouilles quotidiennes dans les zones touchées par le conflit et de 40 patrouilles et escortes quotidiennes dans d'autres secteurs de la zone de mission
- Fourniture de conseils et d'un appui à la Police nationale congolaise par les composantes de police de la Mission dans le cadre de 10 950 patrouilles effectuées dans les zones prioritaires
- 42 missions de protection des civils et 270 missions d'évaluation menées par des équipes mixtes pour appuyer les plans de protection des populations locales dans 30 villages dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, les districts de l'Ituri et des Uélés, ainsi que dans le centre et le nord de la province du Katanga
- Fourniture quotidienne de conseils et organisation deux fois par an de formations à l'intention de membres de 30 comités locaux de protection afin de leur permettre de mieux évaluer les menaces et de développer les plans de protection des populations locales
- Fourniture, dans le cadre de 12 réunions avec le Conseiller spécial du Président, de conseils sur la prévention du recrutement d'enfants et des violences sexuelles, et sur les mesures à prendre au niveau national à cette fin, ainsi que pour lutter contre l'impunité et pour répondre aux besoins des enfants séparés de leur familles et des victimes de violences sexuelles
- Fourniture aux donateurs, dans le cadre de 12 réunions, de conseils techniques sur l'élaboration et le financement de programmes de stabilisation localisés au titre du pilier concernant sécurité prévu par la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation dans les zones devant être stabilisées en priorité, dans lesquelles se trouvent aussi des « îlots de stabilité »
- Animation de 36 ateliers et 18 dialogues structurés, fourniture d'un soutien logistique aux mécanismes locaux de règlement des conflits, de médiation et de réconciliation dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la province Orientale et renforcement de leurs capacités en vue de prévenir et de réduire les violences intercommunautaires et les violences liées à des questions foncières ou aux élections, ainsi que de soutenir la réintégration des anciens combattants, des personnes déplacées et des réfugiés
- Campagnes d'information multimédias et programmes de sensibilisation au moyen : a) de la diffusion d'émissions de Radio Okapi 24 heures sur 24 heures par 37 émetteurs FM, ainsi que de son site Web; b) de la production des émissions hebdomadaires MONUSCO vidéo et de leur diffusion sur 22 chaînes de télévision locales; c) de la production et de la publication du magazine mensuel *Échos de la MONUSCO*; d) de l'exploitation et de la gestion du site Web de la Mission, enrichi quotidiennement par des articles, des récits et des photographies provenant de l'ensemble de la République démocratique du Congo afin d'expliquer en quoi consiste son mandat; e) des médias sociaux, par l'intermédiaire desquels elle communique des informations fiables
- Réponse, dans un délai de 3 à 5 jours, aux demandes de contrôle présentées par des éléments des FARDC et de la Police nationale congolaise, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte d'un appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes
- Réunions mensuelles aux niveaux national et provincial afin de promouvoir la consolidation de la paix et un dialogue politique transparent et sans exclusive entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation et la démocratisation et encourager l'organisation d'élections crédibles et transparentes

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Progrès dans la réduction de la menace que constituent les groupes armés et dans le renforcement de la sécurité régionale	<p>1.2.1 Réduction du nombre de conflits armés signalés mettant en cause des groupes armés congolais et étrangers (2013/14 : 964; 2014/15 : 600; 2015/16 : 450)</p> <p>1.2.2 Réduction du nombre de groupes armés étrangers opérant sur le territoire congolais (2014/14 : 4; 2014/15 : 4; 2015/16 : 2)</p>

Produits

- 20 opérations au niveau du bataillon menées par les contingents, en renfort des FARDC, dans les districts du Haut-Uélé, du Bas-Uélé et de l'Ituri (province Orientale) et dans les provinces du Katanga, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu
- 12 opérations menées par la brigade d'intervention de la force, seule ou conjointement avec les FARDC, au niveau de la brigade, du bataillon ou de la compagnie
- Déploiement et maintien de 3 bataillons de déploiement rapide chargés de mener des opérations, seuls ou conjointement, pour assurer la protection des civils et maintenir l'autorité de l'État. Les bataillons seront déployés pendant au moins 70 % du temps
- Fourniture d'un appui aux soldats des FARDC
- 10 heures par jour, pendant 260 jours, consacrées à la surveillance à l'aide de drones et au contrôle de l'activité frontalière au moyen d'un système composé de 3 drones de surveillance, 2 drones relais et de matériel d'appui au sol
- Suivi de l'application de l'embargo sur les armes et surveillance de l'activité frontalière, par le biais notamment de l'organisation de 8 séances d'information sur l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération à l'intention de 100 dirigeants locaux dans la province Orientale et les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu afin qu'ils participent au contrôle du respect de l'embargo et des activités frontalières connexes et qu'ils en rendent compte
- Fourniture d'un soutien logistique et de services de secrétariat lors des réunions hebdomadaires plénières et des groupes de travail du Mécanisme de coordination des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), dirigé par le Gouvernement
- Fourniture d'un soutien logistique à 12 missions afin d'appuyer le Mécanisme conjoint de vérification élargi
- Surveillance des frontières au moyen de 50 patrouilles d'observateurs militaires et de 3 patrouilles fluviales par jour pour surveiller les activités transfrontières illicites menées dans les eaux du lac Kivu et du lac Tanganyika

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.3 Progrès dans la lutte contre l'impunité	<p>1.3.1 Augmentation du nombre de condamnations prononcées contre des auteurs de violations graves des droits de l'homme, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité conformément aux règles de procédure (2013/14 : 207; 2014/15 : 280; 2015/16 : 300)</p> <p>1.3.2 Augmentation du nombre d'enquêtes dûment menées par la Police nationale congolaise, avec le concours de la Police des Nations Unies, sur des allégations de crimes graves qui auraient été commis dans les zones touchées par le conflit armé (2013/14 : 15; 2014/15 : 25; 2015/16 : 35)</p>

Produits

- Fourniture, sur demande, de conseils et d'un appui à la Police nationale congolaise, au ministère public et aux autorités judiciaires, aux niveaux local, provincial et national, dans le cadre d'enquêtes sur des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits de l'homme, notamment les violences sexuelles et les violations graves des droits de l'enfant
- Fourniture hebdomadaire, par l'intermédiaire des cellules d'appui aux poursuites judiciaires situées dans 7 différents lieux, de conseils et d'un encadrement aux responsables de la justice militaires sur 30 affaires concernant des crimes graves
- Consultations mensuelles avec 6 hauts représentants du Gouvernement afin de vérifier les mesures prises pour enquêter sur les allégations d'actes de violences sexuelles commis dans le cadre du conflit et traduire en justice les auteurs de ces actes, conformément aux arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information
- Formation de 3 000 agents de la Police nationale congolaise aux missions de police générales, notamment les techniques d'enquête et les règles de procédure, et au respect des droits de l'homme

Facteurs externes : Il est prévu que la Mission atteigne les objectifs visés et parvienne aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : le Gouvernement s'engage à allouer des ressources au système judiciaire et aux institutions pénitentiaires, ainsi qu'aux FARDC et à la Police nationale congolaise, pour leur permettre de lutter plus efficacement contre les groupes armés et les réseaux criminels et d'assurer la sécurité des zones libérées des groupes armés; les acteurs régionaux s'emploient à honorer leurs engagements au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Tableau 7

Ressources humaines : composante 1 (Sécurité et protection des civils)

<i>Catégorie</i>	Total
<i>I. Observateurs militaires</i>	
Effectif approuvé pour 2014/15	760
Effectif proposé pour 2015/16	760
Variation nette	–
<i>I. Contingents</i>	
Effectif approuvé pour 2014/15	19 815
Effectif proposé pour 2015/16	19 815
Variation nette	–
<i>III. Police des Nations Unies</i>	
Effectif approuvé pour 2014/15	391
Effectif proposé pour 2015/16	391
Variation nette	–
<i>IV. Unités de police constituées</i>	
Effectif approuvé pour 2014/15	1 050
Effectif proposé pour 2015/16	1 050
Variation nette	–

Catégorie									Total
V. Personnel fourni par des gouvernements									
Effectif approuvé pour 2014/15									139
Effectif proposé pour 2015/16									139
Variation nette									–

VI. Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-3	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Section de la protection de l'enfance									
Postes approuvés 2014/15	–	–	3	11	1	15	13	5	33
Postes proposés 2015/16	–	–	2	10	1	13	15	5	33
Variation nette	–	–	(1)	(1)	–	(2)	2	–	–
Section des affaires civiles									
Postes approuvés 2014/15	–	1	5	17	1	24	85	14	123
Postes proposés 2015/16	–	1	5	14	1	21	67	12	101
Variation nette	–	–	–	(3)	–	(3)	(18)	(2)	(22)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	165		165
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	165		165
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (Section des affaires civiles)									
Postes approuvés 2014/15	–	1	5	17	1	24	250	14	288
Postes proposés 2015/16	–	1	5	14	1	21	232	12	266
Variation nette	–	–	–	(3)	–	(3)	(18)	(2)	(22)
Total (personnel civil)									
Postes approuvés 2014/15	1	4	19	59	14	97	140	48	285
Postes proposés 2015/16	1	4	17	58	12	92	128	45	266
Variation nette	–	–	(2)	(1)	(2)	(5)	(12)	(3)	(19)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	173	–	173
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	173	–	173
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (personnel civil, emplois de temporaire compris)									
Postes approuvés 2014/15	1	4	19	59	14	97	313	48	458
Postes proposés 2015/16	1	4	17	58	12	92	301	45	439
Variation nette	–	–	(2)	(1)	(2)	(5)	(12)	(3)	(19)
Total (I à IV)									
Effectif approuvé 2014/15									22 613
Effectif proposé 2015/16									22 594
Variation nette									(19)

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 5 postes

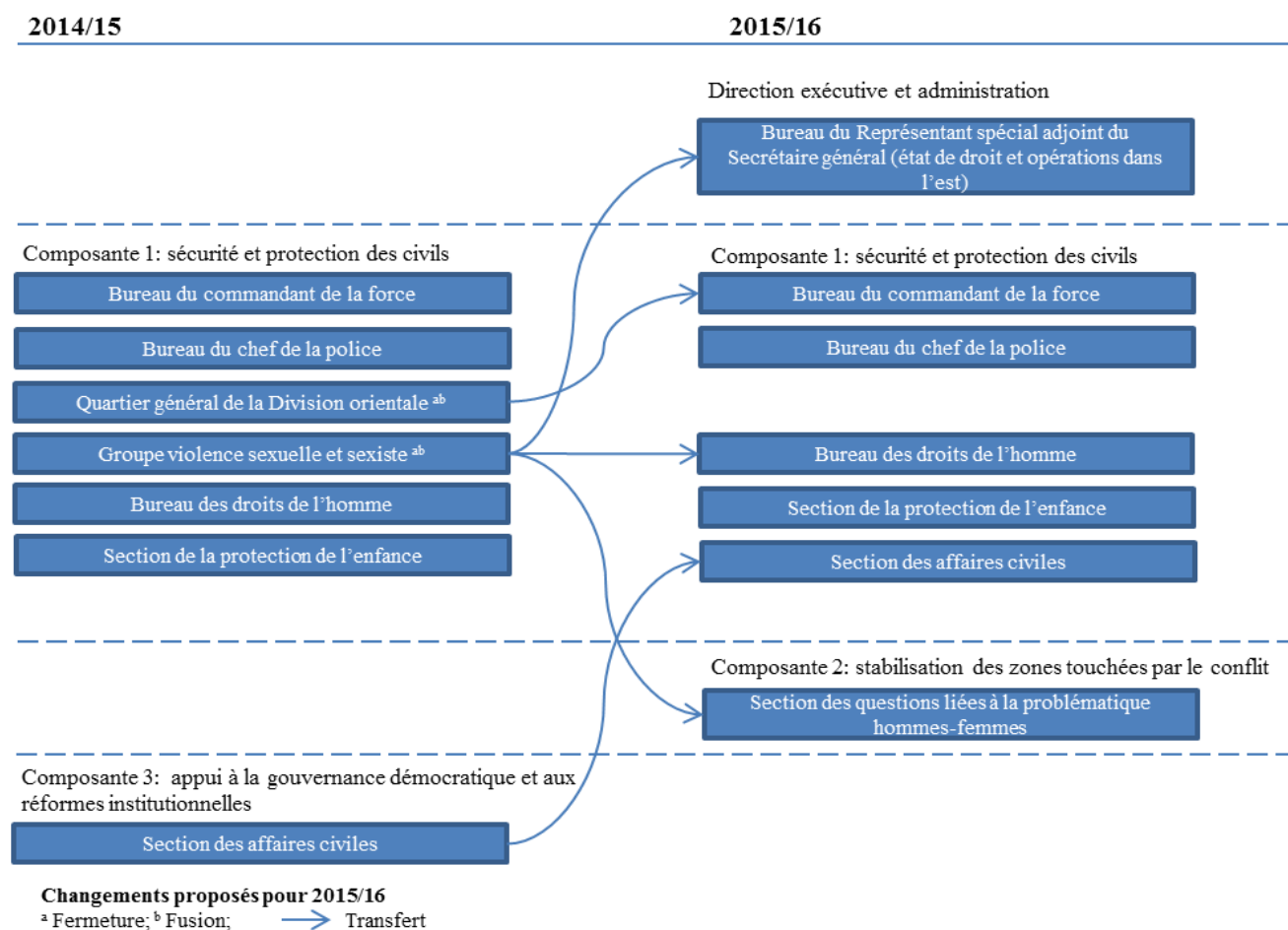
Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 11 postes

Volontaires des Nations Unies : diminution nette de 3 postes

62. Les changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de la composante 1 sont indiqués dans le diagramme II (au niveau des bureaux) et dans les tableaux 8 à 13 (au niveau des postes).

Diagramme II

**Changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de la composante 1
(au niveau des bureaux)**



Bureau du commandant de la Force

Tableau 8

Changements proposés au titre des ressources humaines au Bureau du commandant de la force

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	D-2	Commandant adjoint de la Force	Réaffectation	Depuis le quartier général de la division orientale
	+1	SM	Assistant administratif	Transfert	Depuis le quartier général de la division orientale
	+1	GN	Chauffeur	Transfert	Depuis le quartier général de la division orientale
Total	+3				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

63. Il est proposé de réaffecter un poste de commandant de division (D-2) pour en faire un poste de commandant adjoint de la force et de transférer un poste d'assistant administratif (agent du Service Mobile) et un poste de chauffeur (agent des services généraux recruté sur le plan national) depuis l'ancien quartier général avancé de la Division orientale, qui était situé à Kisangani, au principal quartier général de la Mission, de manière à créer un seul quartier général militaire.

Quartier général de la Division orientale

Tableau 9

Changements proposés au titre des ressources humaines au quartier général de la Division orientale

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	D-2	Commandant de division	Réaffectation	Au Bureau de commandant de la Force
	-1	SM	Assistant administratif	Transfert	Au Bureau de commandant de la Force
	-1	GN	Assistant à la formation	Transfert	Au Bureau de commandant de la Force
Total	-3				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

64. Il est proposé de fusionner le quartier général de la Division orientale et le Bureau du commandant de la Force en réaffectant un poste de commandant de division (D-2) ainsi qu'en transférant un poste d'assistant administratif (agent du Service mobile) et un poste de chauffeur (agent des services généraux recruté sur le plan national), comme indiqué dans le paragraphe ci-dessus.

Groupe violence sexuelle et sexiste

Tableau 10

Changements proposés au titre des ressources humaines au sein du Groupe violence sexuelle et sexiste

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	P-5	Administrateur hors classe chargé de la protection des civils	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations dans l'est)
	-1	P-4	Coordonnateur régional	Réaffectation	Au Bureau des droits de l'homme
	-1	P-3	Administrateur de programme	Réaffectation	À la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
	-1	SM	Assistant administratif	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations de l'est)
	-1	AN	Fonctionnaire chargé de la formation	Réaffectation	À la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
	-1	AN	Fonctionnaire chargé de la formation	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations de l'est)
	-1	VNU	Administrateur de bases de données	Réaffectation	À la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
	-1	VNU	Fonctionnaire chargé de la protection des civils	Réaffectation	À la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
	-1	VNU	Fonctionnaire chargé de la formation	Réaffectation	Au Bureau des droits de l'homme
Total	-10				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

65. Il est proposé de restructurer le Groupe violence sexuelle et sexiste en transférant et en réaffectant les postes du Groupe à d'autres structures afin qu'il reflète les nouvelles modalités d'organisation du travail des conseillers pour la protection des femmes, qui ont cours dans plusieurs autres missions. À cet égard, il est proposé de réaffecter trois postes (1 P-5, 1 SM et 1 AN) au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations dans l'est); deux postes (1 P-4 et 1 VNU) au Bureau des droits de l'homme, et les cinq postes restants (1 P-3, 1 AN et 3 VNU) à la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes, comme indiqué dans le tableau 10 ci-dessus.

Section de la protection de l'enfance

Tableau 11

Changements proposés au titre des ressources humaines à la Section de la protection de l'enfance

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	P-4	Conseiller pour la protection de l'enfance	Réaffectation	À la Cellule d'analyse conjointe de la Mission
	-2	P-3	Spécialiste de la protection de l'enfance	Réaffectation	Au Bureau des droits de l'homme
	-1	P-3	Spécialiste de la protection de l'enfance	Déclassement	À P-2
	+1	P-2	Spécialiste de la protection de l'enfance	Déclassement	De P-3
	+1	P-2	Spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint de 1 ^{re} classe)	Réaffectation	Depuis le Bureau des droits de l'homme
	+1	AN	Spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint de 1 ^{re} classe)	Réaffectation	Depuis le Bureau des droits de l'homme
	+1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis les antennes administratives locales
Total	–				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

66. Il est proposé de réaffecter un poste de conseiller pour la protection de l'enfance (P-4) à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission. Ses fonctions seront assumées par le titulaire du poste de conseiller principal pour la protection de l'enfance (P-5) en ce qui concerne les activités menées à Kinshasa, et par le titulaire du poste de conseiller pour la protection de l'enfance (P-4) du Bureau de Goma, pour ce qui est de l'appui en matière de planification et de coordination à l'action d'urgence menée par les chefs de bureau dans l'est de la République démocratique du Congo en matière de protection.

67. Il est proposé de réaffecter deux postes de spécialiste de la protection de l'enfance (P-3) au Bureau des droits de l'homme. Les deux postes ont été prêtés pendant l'exercice 2014/15 et leur réaffectation permettrait de régulariser l'arrangement existant et de refléter la nouvelle structure hiérarchique.

68. Il est proposé de déclasser un poste de spécialiste de la protection de l'enfance de P-3 à P-2. En raison du volume de travail, une grande mobilité dans trois « îlots de stabilité » est nécessaire pour coordonner les activités de la Section et des services nationaux de protection de l'enfance. Ce déclassement permettra à la Section d'être plus efficace sur le plan de l'utilisation des ressources et du suivi et de la coordination des activités menées sur le terrain.

69. Il est proposé de réaffecter un poste de spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1^{re} classe) depuis le Bureau des droits de l'homme pour en faire un poste de spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint de 1^{re} classe) (P-2). Par ailleurs, il est nécessaire de renforcer le bureau d'Uvira, qui est actuellement géré par un

administrateur recruté sur le plan national, en le dotant d'un poste dont le titulaire possédera une expérience spécialisée au niveau international et pourra représenter la Section auprès des autorités et élaborer, en collaboration avec ses homologues du Gouvernement, des stratégies concernant la mise en œuvre du plan d'action dans les régions d'Uvira et de Fizi, où se trouvent les « îlots de stabilité » de Sange et de Baraka. Il est également proposé de réaffecter un poste de spécialiste des droits de l'homme (administrateur recruté sur le plan national) depuis le Bureau des droits de l'homme pour en faire un poste de spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint de 1^{re} classe). Le poste d'administrateur recruté sur le plan national sera transféré dans la région de Butembo, et son titulaire devra parler les langues locales et sera chargé de favoriser la coopération avec ses homologues du Gouvernement et de les aider à renforcer leurs capacités, ainsi que de s'entretenir avec des enfants ayant été libérés des groupes armés et d'effectuer des contrôles dans les bataillons des FARDC afin de vérifier qu'ils ne comptent pas de mineurs. Il occupera un poste de classe P-3 (conseiller pour la protection de l'enfance) dans la région de Butembo. Les deux postes ont été prêtés pendant l'exercice 2014/15 et leur réaffectation permettrait de régulariser l'arrangement existant et de refléter la nouvelle structure hiérarchique.

70. Il est proposé de transférer un poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) depuis l'antenne administrative locale. Le titulaire du poste appuiera le bureau de Goma dans les domaines administratifs et logistiques afin de permettre au reste de l'équipe de Goma de se concentrer sur les tâches de fond prévues par le mandat de la Section.

Bureau des droits de l'homme

Tableau 12

Changements proposés au titre des ressources humaines au Bureau des droits de l'homme

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	P-5	Spécialiste des droits de l'homme (hors classe)	Réaffectation	Depuis la Section des affaires civiles
	+2	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	Réaffectation	Depuis la Section des affaires civiles
	+1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme	Création	
	+1	P-3	Informaticien	Création	
	+1	P-2	Spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1 ^{re} classe)	Création	
	-1	P-2	Spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1 ^{re} classe)	Réaffectation	À la Section de la protection de l'enfance
	-1	SM	Assistant administratif	Transformation	En GN
	-1	AN	Spécialiste des droits de l'homme	Réaffectation	À la Section de la protection de l'enfance
	+1	AN	Conseiller pour la protection des femmes	Réaffectation et transformation	Poste P-4 du Groupe violence sexuelle et sexiste reclassé à AN
	+1	GN	Assistant administratif	Transformation	De SM
	+6	GN	Assistant aux droits de l'homme	Réaffectation	Depuis les antennes administratives locales

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
-1	GN	Chauffeur	Transfert	Aux services relevant des chefs d'antennes locales
+1	VNU	Conseiller pour la protection des femmes	Réaffectation	Depuis le Groupe violence sexuelle et sexiste
+1	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Réaffectation	Depuis la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes
+1	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Réaffectation	Depuis la Section des affaires civiles
Total	+13			

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

71. C'est au Bureau conjoint des droits de l'homme qu'il incombe au premier chef de veiller au respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. Dans la mesure où les opérations menées conjointement par l'ONU et l'armée et la police congolaises sont de plus en plus nombreuses, la charge de travail du Bureau des droits de l'homme a considérablement augmenté du fait de la multiplication des activités de sélection et d'analyse des profils dans le cadre du recrutement d'agents des forces de sécurité non onusiennes qui en découlent.

72. Il est proposé de réaffecter un poste de spécialiste des affaires civiles (hors classe) (P-5) depuis la Section des affaires civiles pour en faire un poste de spécialiste des droits de l'homme (hors classe). Grâce à cette réaffectation, des spécialistes compétents seront présents non seulement à Goma, mais aussi à Kinshasa, ce qui est essentiel à la veille des élections, et fourniront l'appui nécessaire au Gouvernement pour lui permettre de procéder à des réformes institutionnelles en vue de parvenir à une stabilité durable dans la République démocratique du Congo. Le titulaire du poste assumera la fonction de coordonnateur du Groupe du renforcement et de la réforme des institutions et devra avoir des connaissances spécialisées sur les questions relatives aux droits de l'homme afin de renforcer les capacités des institutions nationales telles que la Commission nationale des droits de l'homme. Le titulaire du poste jouera un rôle important de représentant et de conseiller et sera chargé de nouer et d'entretenir des contacts de haut niveau avec les autorités nationales et avec les organisations nationales et internationales de la société civile ainsi qu'avec les missions diplomatiques. Le titulaire remplacera également le Directeur du Bureau en son absence afin d'assurer en tout temps la direction de la Mission et de représenter cette dernière lors des réunions des équipes de pays des Nations Unies consacrées aux droits de l'homme.

73. Il est proposé de créer deux postes P-3 de spécialiste des droits de l'homme et d'informaticien respectivement et un poste P-2 de spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1^e classe). Cela permettra au Bureau des droits de l'homme de continuer à appuyer la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et de renforcer son soutien en ce qui concerne les questions électorales et les questions relatives aux droits de l'homme dans le contexte du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Étant donné le rôle primordial de ces fonctions dans le mandat de la Mission et conformément aux recommandations issues de

l'examen des besoins en personnel civil, la Mission s'efforce de réduire sa dépendance par rapport aux contributions destinées à des projets particuliers et aux contributions volontaires apportées au Groupe de l'analyse des profils ainsi que d'éviter de diminuer ses produits.

74. Il est proposé de réaffecter deux postes de spécialiste de la protection de l'enfance (P-3) depuis la Section de la protection de l'enfance pour en faire des postes de spécialiste des droits de l'homme. Les titulaires de ces postes seront basés au Bureau de Goma et devront réagir rapidement et efficacement face aux faits nouveaux liés au conflit touchant les Kivus; ces postes permettront de renforcer les capacités de surveillance et d'enquête du Bureau de Goma.

75. Il est proposé de réaffecter deux postes de spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1^{re} classe) (1 P-2 et 1 AN) à la Section de la protection de l'enfance et de transférer un poste de chauffeur (agent des services généraux recruté sur le plan national) de façon qu'il relève des chefs de bureaux extérieurs. Ces postes ont été prêtés pendant l'exercice 2014/15 et leur réaffectation ou transfert permettraient de régulariser les arrangements existants.

76. Il est proposé de transformer un poste d'agent du Service mobile (assistant administratif) en un poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national, ce qui contribuera au renforcement des capacités du personnel national.

77. Il est proposé de réaffecter six postes d'assistants multilingues (agent des services généraux recruté sur le plan national) depuis les antennes administratives locales pour en faire des postes d'assistants aux droits de l'homme. Cela permettra de régulariser le statut des postes qui avaient été prêtés. D'importantes ressources ont été investies pour établir et mettre en œuvre des mécanismes visant à protéger les défenseurs des droits de l'homme et les témoins en danger, et les six titulaires de ces postes veilleront à ce que ces mécanismes ne soient pas affaiblis. Les fonctionnaires du Bureau recrutés sur le plan national ont constitué des réseaux avec des interlocuteurs au niveau local, qui aideront la Section à enquêter sur les menaces qui pèsent sur les défenseurs des droits de l'homme ou les témoins et à vérifier si elles sont réelles. Les six postes seront basés respectivement à Dungu, Kisangani, Goma, Bukavu, Kinshasa et Lubumbashi.

78. Il est proposé de réaffecter deux postes de spécialistes des droits de l'homme (VNU) depuis le Bureau des affaires civiles et la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes respectivement. Ces postes renforceront le bureau de Beni, région déchirée par les conflits et confrontée à d'importants problèmes sur le plan des droits de l'homme, où des violations des droits de l'homme risquent fortement d'être commises. Les titulaires établiront et entretiendront des contacts avec les autorités locales et les acteurs de la société civile afin de veiller au respect des droits de l'homme, notamment en contrôlant et en signalant les allégations de violations de ces droits et en s'assurant que les auteurs de ces violations soient traduits en justice. Ils contribueront également au renforcement des capacités au niveau de la société civile en menant des activités d'encadrement et de mentorat, en particulier dans les « îlots de stabilité ».

79. Il est proposé de réaffecter deux postes de conseiller pour la protection des femmes (1 P-4 et 1 VNU) depuis le Groupe violence sexuelle et sexiste. Il est également proposé de transformer le poste de classe P-4 en poste d'administrateur recruté sur le plan national. La transformation de ce poste aidera la Mission à réaliser

son objectif consistant à renforcer la capacité nationale et l'administrateur recruté sur le plan national sera en bonne place pour appuyer la mise en œuvre sur le terrain des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information. Le titulaire du poste de Volontaire des Nations Unies renforcera les effectifs du bureau d'Uvira, où il contribuera à la coordination des mesures de secours concernant les violences sexuelles liées au conflit, aux arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles dans le contexte du conflit, ainsi qu'au renforcement des capacités et à la formation du personnel de la Mission selon que de besoin, et collaborera avec le Gouvernement, les donateurs et les partenaires. Le conseiller pour la protection des femmes apportera au Bureau des droits de l'homme à Uvira un ensemble de compétences en matière de contrôle du respect des droits de l'homme, d'établissement des rapports, de coordination et d'analyse des violations des droits de l'homme commises contre des femmes pendant le conflit et développera dans le même temps une stratégie visant à prévenir les violences sexuelles, à soutenir les victimes et à protéger les civils.

Section des affaires civiles

Tableau 13

Changements proposés au titre des ressources humaines à la Section des affaires civiles

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	P-5	Spécialiste des affaires civiles (hors classe)	Réaffectation	Au Bureau des droits de l’homme
	+1	P-4	Spécialiste des affaires civiles	Réaffectation	Depuis le Groupe du protocole
	-1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations dans l’est)
	-2	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	Au Groupe d’appui à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
	-2	AN	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	Au Groupe d’appui à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
	-1	AN	Spécialiste des affaires civiles	Réaffectation	Au Groupe du protocole
	-1	GN	Assistant d’équipe	Réaffectation	À la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration
	-1	GN	Assistant d’équipe	Transfert	Au Groupe d’appui à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
	-1	GN	Assistant administratif	Transfert	Au Groupe d’appui à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
	-1	GN	Assistant d’équipe	Transfert	Au Groupe d’appui à la mise en œuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
	-7	GN	Assistant de liaison	Suppression	
	-3	GN	Assistant d’équipe	Suppression	
	-1	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Réaffectation	Au Bureau des droits de l’homme

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
-1	VNU	Spécialiste des affaires civiles	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
Total	-22			

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

80. La Section des affaires civiles mène des activités dans les trois composantes opérationnelles en vue de comprendre, atténuer et résoudre les conflits au niveau local. Dans la mesure où la Section consacre la majeure partie de ses ressources aux tâches prévues par son mandat ayant trait à la sécurité et à la protection des civils, il est proposé de transférer la Section de la composante 3, comme le prévoyait le projet de budget pour l'exercice 2014/15, à la composante 1 pour l'exercice 2015/16. La Section des affaires civiles contribue à la protection des civils en appuyant la mise en place de plans de protection des populations locales, de réseaux d'alerte locale et de mécanismes de collaboration pacifique à l'échelle locale afin de rendre la population civile moins vulnérable et plus forte face aux menaces à la sécurité que représentent les groupes armés. Le personnel de la Section des affaires civiles facilite également les échanges entre la Mission, la Force et la population et les autorités locales dans l'est de la République démocratique du Congo afin que la Mission soit mieux à même de répondre rapidement et efficacement aux besoins en matière de protection.

81. Compte tenu de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de réaffecter un poste de spécialiste hors classe des affaires civiles (P-5) au Bureau des droits de l'homme.

82. Il est proposé de réaffecter un poste de fonctionnaire du protocole (P-4) depuis le Groupe du protocole pour en faire un poste de spécialiste des affaires civiles. Le titulaire de ce poste de responsabilité sera en mesure de perfectionner les stratégies visant à stabiliser la région et de représenter la MONUSCO auprès des autorités locales en vue d'améliorer la coordination. Le titulaire du poste renforcera également les capacités de supervision d'une équipe de 25 membres du personnel et d'équipes dispersées dans l'est de la République démocratique du Congo.

83. Il est proposé de réaffecter et de transférer 13 postes dans d'autres structures comme suit : 1 poste P-3 au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations dans l'est); 2 postes P-3, 2 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 3 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national au Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération au titre de la composante 3; 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national au Groupe du protocole; 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national à la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration; et 2 postes de Volontaire des Nations Unies au Bureau des droits de l'homme et au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général respectivement. Le transfert et la réaffectation de ces postes prêtés de longue date permettront de régulariser leur statut et de refléter les nouvelles structures hiérarchiques, formalisées par la création du Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

84. Il est proposé de supprimer 10 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (dont 7 postes d'assistant chargé de la liaison avec la population locale et 3 postes d'assistant d'équipe) à Goma, Bukavu et Dungu. Les assistants chargés de la liaison avec la population locale servent de lien entre la Force et les communautés d'accueil en s'assurant que les informations relatives à des menaces potentielles soient communiquées à la Force et en contribuant à créer et gérer des systèmes d'alerte rapide tels que des réseaux d'alerte locale. En raison de la suppression d'une trentaine de bases d'opérations, il est proposé de ramener le nombre d'assistants chargés de la liaison avec la population locale de 202 à 193. Il est également proposé de supprimer trois postes d'assistant d'équipe.

Composante 2 : stabilisation des zones touchées par le conflit

85. En coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et ses partenaires internationaux, la MONUSCO continuera à soutenir l'action menée par le Gouvernement pour tâcher de stabiliser les zones touchées par le conflit, notamment en rétablissant l'autorité de l'État dans les zones libérées des conflits armés ainsi qu'en aidant le Gouvernement à reprendre le contrôle des sites d'exploitation des ressources minérales. La Mission continuera de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, en mobilisant les partenaires internationaux, les donateurs et les responsables gouvernementaux en faveur de l'application, à l'échelle nationale et provinciale, du plan de stabilisation et de reconstruction des zones touchées par le conflit. La MONUSCO facilitera la bonne affectation des contributions des donateurs pour que puissent être atteints les cinq principaux objectifs arrêtés dans la Stratégie : a) appuyer le dialogue démocratique au sein de la population; b) instaurer un climat de sûreté en faisant en sorte que la population ait davantage confiance dans les forces de sécurité tout en renforçant l'efficacité de leurs opérations et leur respect des règles de déontologie; c) rétablir et renforcer l'autorité de l'État; d) faciliter le retour en toute sécurité et la réintégration des déplacés et des réfugiés; et e) lutter contre les violences sexuelles.

86. La Mission continuera d'aider par ses bons offices à rétablir et étendre l'autorité de l'État ainsi qu'à promouvoir des initiatives visant à réduire la violence de quartier dans les zones de l'est de la République démocratique du Congo précédemment contrôlées par des groupes armés, en mettant en place des « îlots de stabilité » en étroite collaboration avec les autorités nationales, provinciales et locales et d'autres partenaires. Ces « îlots de stabilité » seront les premiers à bénéficier d'investissements au titre de la Stratégie. La présence renforcée de la Mission sur le terrain viendra informer son engagement politique de haut niveau avec le Gouvernement sur les questions qui s'avèrent d'une importance cruciale pour garantir la viabilité des initiatives de stabilisation et de protection.

87. La Mission continuera d'appuyer le désarmement, la démobilisation et le rapatriement des membres des groupes armés étrangers pour permettre leur réinstallation et leur réinsertion dans leur pays d'origine, tout en fournissant un appui opérationnel aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des groupes armés congolais à la faveur de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration. La poursuite des opérations militaires contre les FDLR, les Forces démocratiques alliées (ADF) et d'autres groupes armés dans le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et la province Orientale, donnera sans doute lieu à une augmentation de la charge de travail en rapport aux activités de désarmement, démobilisation, réintégration/réinsertion et réinstallation.

Dans le cadre de l'appui qu'elle apporte au Programme national, la MONUSCO prodiguera ses conseils et offrira son concours, en prenant part à la planification des opérations dans des domaines concernant par exemple l'implication d'étrangers dans les groupes armés congolais, et le désarmement et la destruction des armes; ainsi qu'en participant au financement, en garantissant la sécurité sur les sites de désarmement, démobilisation et réintégration, en assurant le suivi des bénéficiaires et des personnes à charge durant la phase de réintégration, en identifiant les auteurs de violations des droits de l'homme et en menant des activités de sensibilisation sur des sujets clefs.

88. La MONUSCO construira trois centres de réintégration, à Lombo (province du Bas-Congo), Lula/Kisangani (province Orientale), et Kaniema (province du Katanga), en distribuant des vivres et en mettant en œuvre d'autres moyens d'appui, tels qu'une assistance psychosociale, une campagne de sensibilisation au VIH, ainsi que des activités d'éducation civique et de lutte contre la violence de quartier.

89. La MONUSCO continuera d'aider la police à renforcer ses capacités techniques, pour qu'elle puisse notamment sécuriser les zones libérées et enquêter sur les infractions graves. La Mission collaborera avec l'équipe de pays des Nations Unies aux fins du transfert des responsabilités concernant le renforcement des capacités dans d'autres secteurs, comme la justice et l'administration pénitentiaire.

Réalisations escomptées
Indicateurs de succès

2.1 Consolidation des institutions étatiques et des services publics dans les zones libérées des groupes armés

2.1.1 Augmentation du nombre total d'agents de la Police nationale congolaise déployés dans l'est de la République démocratique du Congo (2013/14 : 3 985; 2014/15 : 4 300; 2015/16 : 4 800)

2.1.2 Élaboration et adoption d'un cadre législatif et opérationnel approprié pour l'engagement du personnel de la Police nationale travaillant dans les prisons (2013/14 : aucun; 2014/15 : aucun; 2015/16 : 1)

2.1.3 Augmentation du nombre de prisons respectant les normes internationales minimales en ce qui concerne le traitement humain des prisonniers dans les zones touchées par le conflit (2013/14 : 52; 2014/15 : 56; 2015/16 : 59)

2.1.4 Augmentation du nombre des sites miniers dont le contrôle est repris aux groupes armés et qui sont exploités en toute légalité comme entreprises commerciales (2013/14 : 160; 2014/15 : 350; 2015/16 : 450)

Produits

- Offre de conseils lors de 12 séances d'encadrement destinées aux autorités provinciales, notamment en ce qui concerne l'application du plan de stabilisation et de reconstruction des zones touchées par le conflit, avec l'élaboration de 3 stratégies provinciales de stabilisation et de 3 plans d'action prioritaires (dans le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et la province Orientale)
- Organisation de 12 réunions mensuelles de coordination avec la communauté des donateurs et les partenaires internationaux sur la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation

- Organisation de 5 séances de formation/encadrement à l'intention de 5 partenaires de stabilisation (organismes des Nations Unies ou organisations internationales non gouvernementales) afin de guider l'élaboration de propositions tenant compte de l'égalité des sexes pour les programmes financés au titre de la Stratégie internationale d'appui qui doivent être mis en œuvre dans les zones de stabilisation prioritaires
- Séances hebdomadaires d'information et d'encadrement par une équipe de 2 agents de la Police des Nations Unies dans chacun des « 10 îlots de stabilité » afin de renforcer la capacité opérationnelle de la Police nationale et de renforcer la confiance entre la population et la police
- Organisation de formations à l'intention de 500 nouveaux membres de la Police nationale déployés dans l'est du pays, dont 10 séances d'information sur les questions de violence sexuelle, les méthodes d'enquête tenant compte de la problématique hommes-femmes et la police de proximité
- Organisation de 12 séances de formation et d'encadrement à l'intention des membres du personnel judiciaire déployés dans chacune des quatre provinces de l'est (le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, la province Orientale et le Katanga) sur l'administration et la gestion des tribunaux, notamment la tenue des dossiers, des registres et des archives, ainsi que la gestion et la hiérarchisation des dossiers
- Organisation, dans 6 zones prioritaires, de séances hebdomadaires de formation et d'encadrement à l'intention des autorités judiciaires dans les domaines suivants : renforcement de l'état de droit et réduction du nombre de détentions illégales, principalement par l'offre de conseils juridiques et l'organisation d'audiences foraines
- Organisation de séances mensuelles d'information et de sensibilisation à l'intention de la Police nationale congolaise pour l'aider à mettre en place le cadre législatif et opérationnel voulu en vue de la création d'une unité de police spécialisée dans la sécurité des prisons
- Offre de conseils quotidiens à 18 directeurs de prison dans l'est du pays sur les questions de sécurité, et notamment le manuel de gestion des incidents survenus en milieu carcéral, et organisation de 10 séances de formation sur la sécurité et la gestion des prisons à l'intention des agents de la Police nationale déployés dans ces prisons
- Fourniture d'un appui logistique, sur une base mensuelle, dans le cadre des exercices de validation menés par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sur 40 sites d'exploitation des ressources minérales dans les provinces de l'est du pays
- Remise en état de 300 kilomètres de routes pour assurer l'accès à des zones reculées, et activités favorisant la coordination des activités grâce à des réunions mensuelles avec la communauté des donateurs et les partenaires internationaux

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

2.2 Désarmement, démobilisation et réintégration/
Désarmement, démobilisation, rapatriement,
réinstallation et réintégration des ex-combattants

2.2.1 Augmentation du nombre total d'ex-combattants congolais désarmés qui ont été démobilisés (2013/14 : 119 586; 2014/15 : 124 586; 2015/16 : 128 128)

2.2.2 Augmentation du nombre total d'ex-combattants étrangers et des personnes à leur charge qui ont été rapatriés (2013/14 : 30 601; 2014/15 : 36 201; 2015/16 : 37 201)

2.2.3 Augmentation du nombre total des enfants associés à des groupes armés qui ont été libérés (2013/14 : 46 187; 2014/15 : 47 687; 2015/16 : 49 187)

Produits

- Offre d'un appui logistique au rapatriement des ex-combattants congolais/anciens éléments du Mouvement du 23 mars (M23), dont 1 678 se trouvent en Ouganda et 453 au Rwanda, qui ont déposé une demande d'amnistie et ont été enregistrés
- Activités diverses aux fins de la réinsertion de jusqu'à 3 500 ex-combattants à la faveur de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration : appui logistique, accompagnement psychosocial, éducation civique, activités visant à lutter contre la violence de quartier, dépistage du VIH/sida, activités de sensibilisation sur les questions liées à la violence sexuelle et sexiste, conseils en matière d'orientation professionnelle, et activités de surveillance et vérification menées conjointement avec le Gouvernement
- Collecte, enregistrement, stockage et destruction de 3 500 armes remises par d'ex-combattants, avec leurs munitions
- Organisation de 10 réunions avec les FARDC, l'équipe de pays des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge pour suivre et coordonner la libération et le rapatriement des enfants enrôlés dans des groupes armés étrangers
- Offre de conseils aux commissions régionales de désarmement, démobilisation et réintégration/réinsertion et réinstallation à la faveur de 6 réunions de coordination sur le rapatriement des combattants étrangers, et réunions hebdomadaires avec le Groupe chargé de l'exécution de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration au sujet de l'élaboration de procédures conjointes en la matière et de documents de planification
- Échange de conseils lors de 6 réunions de coordination avec la MINUSS, le BINUCA et l'équipe de pays des Nations Unies afin de mettre en œuvre une stratégie de l'ONU en ce qui concerne l'Armée de résistance du Seigneur (LRA)
- Encadrement et évaluation de la mise en œuvre de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration au moyen de visites hebdomadaires sur les sites de regroupement, de transit et de réintégration, ainsi que dans les localités de réintégration au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, dans la province Orientale et au Katanga
- Campagnes multimédia de sensibilisation sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et notamment : a) production de 100 nouvelles émissions de radio (y compris 500 entretiens) diffusées dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema, le Katanga et la province Orientale sur Radio Okapi et les radios mobiles de la MONUSCO, ainsi que de 12 entretiens sur le Web et 12 entretiens vidéo; b) diffusion par les voies routière et aérienne de 1 million de dépliants en acholi, français, kinyarwanda et lingala sur une vaste étendue, dont 40 000 prospectus illustrés à la seule intention des FDLR; c) 60 missions de sensibilisation sur le terrain au processus de désarmement, démobilisation et réintégration/réinsertion et réinstallation, à l'appui des opérations militaires visant à désarmer, démobiliser et rapatrier les membres de la LRA, des ADF et des FDLR

Facteurs externes : La Mission devrait atteindre les objectifs visés et parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : le Gouvernement engage des ressources, notamment au moyen d'un budget décentralisé, afin d'apporter un soutien à l'échelle provinciale, aux autorités locales et nationales et d'appuyer l'exécution de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration. Si certaines zones ne sont pas libérées des groupes armés et si le Programme national n'est pas mis en œuvre, la Mission échouera à stabiliser les zones touchées par le conflit et à rétablir l'autorité de l'État dans les zones libérées des groupes armés.

Tableau 14

Ressources humaines : composante 2 (Stabilisation des zones touchées par le conflit)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Section des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration/désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation									
Postes approuvés 2014/15	–	1	6	13	6	26	11	14	51
Postes proposés 2015/16	–	1	6	13	6	26	96	12	134
Variation nette	–	–	–	–	–	–	85	(2)	83
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	5	4	–	9	4	–	13
Variation nette	–	–	5	4	–	9	4	–	13
Total partiel									
Effectif approuvé 2014/15	–	1	6	13	6	26	11	14	51
Effectif proposé 2015/16	–	1	11	17	6	35	100	12	147
Variation nette	–	–	5	4	–	9	89	(2)	96
Groupe de l'appui à la stabilisation									
Postes approuvés 2014/15	–	–	3	5	–	8	1	1	10
Postes proposés 2015/16	–	–	3	5	–	8	3	1	12
Variation nette	–	–	–	–	–	–	2	–	2
Section des questions liées à la problématique hommes-femmes									
Effectif approuvé 2014/15	–	–	2	1	1	4	6	3	13
Effectif proposé 2015/16	–	–	2	1	1	4	5	5	14
Variation nette	–	–	–	–	–	–	(1)	2	1
Section des affaires judiciaires et pénitentiaires									
Postes approuvés 2014/15	–	–	3	3	–	6	2	2	10
Postes proposés 2015/16	–	1	8	7	1	17	19	5	41
Variation nette	–	1	5	4	1	11	17	3	31
Total partiel, personnel civil									
Postes approuvés 2014/15	–	1	14	22	7	44	20	20	84
Postes proposés 2015/16	–	2	19	26	8	55	123	23	201
Variation nette	–	1	5	4	1	11	103	3	117

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16 ^a	–	–	5	4	–	9	4	–	13
Variation nette	–	–	5	4	–	9	4	–	13
Total, emplois de temporaire inclus									
Effectif approuvé 2014/15	–	1	14	22	7	44	20	20	84
Effectif proposé 2015/16	–	2	24	30	8	64	127	23	214
Variation nette	–	1	10	8	1	20	107	3	130

^a Administrateurs et agents des services généraux.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Personnel recruté sur le plan international : augmentation nette de 20 postes

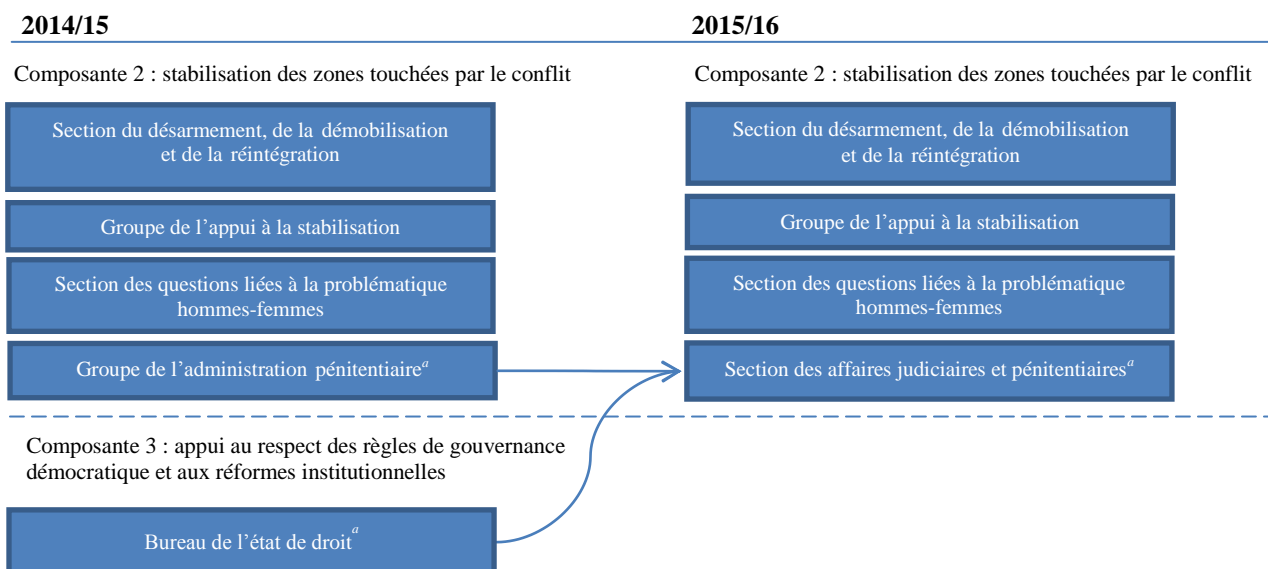
Personnel recruté sur le plan national : augmentation nette de 107 postes

Volontaires des Nations Unies : augmentation nette de 3 emplois de temporaire

90. Les changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de la composante 2 sont indiqués dans la figure III (au niveau des bureaux) et dans les tableaux 15 à 18 (au niveau des postes)

Figure III

Changements proposés au niveau des bureaux au titre de la composante 2



Changements proposés pour 2015/16

^a Le Groupe de l'administration pénitentiaire et le Bureau de l'état de droit ont été regroupés pour créer la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires

**Section des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration/
désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réinstallation**

Tableau 15

**Ressources humaines : changements proposés au sein de la Section des programmes
de désarmement, démobilisation et réintégration/désarmement, démobilisation,
rapatriement, réinsertion et réinstallation**

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Emplois de temporaire	+1	P-5	Spécialiste hors-classe (DDR)	Création	Personnel temporaire
	+4	P-4	Spécialiste (DDR)	Création	Personnel temporaire
	+4	P-3	Spécialiste (DDR)	Création	Personnel temporaire
	+4	AN	Fonctionnaire d'administration (adjoint de 1 ^{re} classe)	Création	Personnel temporaire
Postes	+84	GN	Assistant (DDR)	Réaffectation	Origine : Antenne administrative locale
	+1	GN	Assistant (DDR)	Réaffectation	Origine : Bureau des affaires civiles
	-2	VNU	Assistant (DDR)	Réaffectation	Destination : Unité des affaires juridiques
Total	+96				

Abréviations : DDR, désarmement, démobilisation et réintégration; AN, administrateur recruté sur le plan national; GN, agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

91. Il est proposé que le nombre de postes et d'emplois de temporaire pour la Section soit augmenté de 51 à 134, notamment par la réaffectation de 85 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et la création 13 emplois de temporaire (1 P-5, 4 P-4, 4 P-3 et 4 fonctionnaires recrutés sur le plan national).

92. Il est donc proposé de réaffecter en postes d'assistant chargé du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration 84 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant multilingue) du Bureau administratif régional. Ces 84 postes ont été prêtés à la Section et leur réaffectation permettrait de régulariser cet arrangement. Il est en outre proposé de réaffecter un poste d'agent des services généraux (assistant d'équipe) au Bureau des affaires civiles en poste d'assistant chargé du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Les 85 assistants devront établir et maintenir des contacts avec les groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, leur faire comprendre les avantages que présentent pour eux le processus de désarmement, démobilisation et réintégration, et nouer des liens avec plus d'une centaine de communautés locales concernées. Ils seront également chargés d'assurer la traduction et l'interprétation depuis le français et/ou l'anglais vers le swahili, le kinyarwanda, le kirundi et le kiganda, et inversement, notamment dans le cadre de la sélection des ex-combattants, des entretiens menés avec eux et des campagnes d'information vidéo.

93. Il est proposé de créer 13 emplois de temporaire :

a) Un emploi de temporaire à la classe P-5 (spécialiste chargé du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, occupant la fonction de directeur des opérations à l'ouest). Ce poste doit permettre à la Section d'appuyer les activités de désarmement, démobilisation et réintégration à l'ouest, étant donné que les ressources actuelles sont pleinement engagées dans des opérations de

désarmement, démobilisation et réintégration et de désarmement, démobilisation et rapatriement/réinsertion et réinstallation dans l'est du pays. Le spécialiste appuiera l'exécution de la troisième phase du Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration dans le cadre d'activités de planification et de procédures élaborées conjointement avec ses homologues nationaux (le groupe chargé de l'exécution du Programme national), et coordonnera les activités avec le secteur est, notamment les opérations préparant le désarmement, la démobilisation et la réintégration, ainsi que les activités de rapatriement des ex-combattants étrangers dans l'est de la République démocratique du Congo;

b) Quatre emplois de temporaire à la classe P-4 (spécialistes chargés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, occupant les fonctions d'administrateur de camp de réintégration) dans trois camps à Lombo (province du Bas-Congo), Kaniama (province de Katanga), Lula (province Orientale) et sur un quatrième site qui reste à déterminer. Les spécialistes superviseront la construction des camps de réintégration sur chaque site; tiendront à jour des fichiers sur les populations des camps; définiront pour celles-ci des normes actualisées concernant la qualité des services de base; assureront, avec rigueur et en temps voulu, la diffusion, le contrôle et la promotion des codes de conduite et de la réglementation des camps; seront chargés de la coordination, du contrôle et de l'évaluation des activités de réintégration; et tiendront à jour une base de données sur les activités de réintégration;

c) Quatre emplois de temporaire à la classe P-3 (spécialistes chargés du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, occupant les fonctions d'administrateur adjoint de camp de réintégration). Les spécialistes seront chargés d'exécuter et de superviser des activités techniques dans les camps, en étroite concertation avec d'autres membres de l'équipe de gestion des camps, et de coordonner l'organisation des activités de réintégration par le groupe chargé de l'exécution du Programme national, la MONUSCO et ses partenaires d'exécution. En outre, les spécialistes devront suivre les activités de réinsertion, évaluer leur impact et établir des rapports à ce sujet; tenir à jour les bases de données; assurer le respect des normes internationales en matière de désarmement, démobilisation et réintégration lors des projets de réinsertion; garantir un traitement approprié des ex-combattants en fonction de leur sexe, de leur vulnérabilité et de leur âge; et établir comme il se doit des liens avec les programmes de réintégration communautaires;

d) Quatre emplois de temporaire (administrateurs recrutés sur le national) [fonctionnaires d'administration (adjoint de 1^{re} classe)]. Ces fonctionnaires assumeront les fonctions administratives et logistiques nécessaires au bon fonctionnement des camps de réintégration, notamment : la gestion du flux des ex-combattants dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration; la liaison quotidienne avec les ex-combattants et les personnes à leur charge; le suivi et la gestion des attentes des ex-combattants quant au processus de désarmement, démobilisation et réintégration, ainsi que d'autres activités administratives et logistiques en coordination avec d'autres membres de l'équipe de gestion des camps.

94. Dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de réaffecter deux postes de Volontaire des Nations Unies à la Section des affaires juridiques. Les Volontaires relèveront du Bureau du Chef de cabinet (Direction exécutive et administration).

Groupe de l'appui à la stabilisation

Tableau 16

Ressources humaines : changements proposés au sein du Groupe de l'appui à la stabilisation

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	GN	Assistant administratif	Réaffectation	Origine : Section des transports aériens
	+1	GN	Chauffeur	Réaffectation	Origine : Antenne administrative locale
Total	+2				

Abréviations : GN, agent des services généraux recruté sur le plan national.

95. Il est proposé qu'un agent des services généraux recruté sur le plan national (Assistant aux opérations aériennes) travaillant actuellement à la Section des transports aériens, soit réaffecté pour remplir les fonctions d'assistant administratif. L'assistant apportera un appui administratif quotidien au Groupe d'appui à la stabilisation, situé à Goma, en assumant une partie de la gestion financière ainsi que des fonctions de contrôle. Il sera aussi l'interlocuteur des responsables du plan de stabilisation et de reconstruction des zones touchées par le conflit pendant l'organisation d'événements comme les retraites, les séminaires et les activités hors Siège. Ce poste a été prêté pendant l'exercice 2014/15 et sa réaffectation permettrait de régulariser cet arrangement. Il est également proposé qu'un agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant administratif), travaillant actuellement à l'Antenne administrative locale, soit réaffecté pour remplir la fonction de chauffeur. Le chauffeur sera responsable des véhicules du groupe et organisera des déplacements afin de permettre le suivi régulier des projets, ainsi que la liaison avec les partenaires sur le terrain.

Section des questions liées à la problématique hommes-femmes

Tableau 17

Ressources humaines : changements proposés au sein de la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	P-3	Conseiller pour la protection des femmes	Réaffectation	Origine : Groupe violence sexuelle et sexiste
	-1	P-3	Spécialiste de la problématique hommes-femmes	Réaffectation	Destination : Cellule d'analyse conjointe de la Mission
	+1	AN	Conseiller pour la protection des femmes	Réaffectation	Origine : Groupe violence sexuelle et sexiste
	-2	GN	Assistant administratif	Réaffectation	
	-1	VNU	Spécialiste des droits de l'homme	Réaffectation	Destination : Bureau des droits de l'homme

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
+3	VNU	Conseiller pour la protection des femmes	Réaffectation	Origine : Groupe violence sexuelle et sexiste
Total	+1			

Abréviations : AN, administrateur recruté sur le plan national; GN, agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

96. À la suite de la reconfiguration du Groupe violence sexuelle et sexiste, il est proposé que la Section des questions liées à la problématique hommes-femmes accueille cinq nouveaux postes, avec le transfert d'un poste de la classe P-3, d'un poste d'administrateur recruté sur le plan national et de 3 postes de Volontaire des Nations Unies (Conseiller pour la protection des femmes). Les titulaires seront affectés aux bureaux extérieurs dans l'est de la République démocratique du Congo.

97. Il est proposé de supprimer deux postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (assistant administratif). Ces postes ne sont plus nécessaires depuis le remaniement du mandat de la Section, qui axe désormais ses actions sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes au sein de la Mission, le déménagement du quartier général de la Mission à Goma dans le cadre de sa reconfiguration et les résultats de l'examen des besoins en personnel civil. Il est également proposé de réaffecter à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission deux postes de spécialiste de la problématique hommes-femmes à la classe P-3 et au Bureau des droits de l'homme, un poste de Volontaire des Nations Unies (spécialiste des droits de l'homme).

Section des affaires judiciaires et pénitentiaires

Tableau 18

Ressources humaines : changements proposés au sein de la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	D-1	Spécialiste en chef des affaires judiciaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
	+1	P-5	Spécialiste principal des affaires judiciaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
	+1	P-4	Spécialiste des questions pénitentiaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
	+4	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
	-1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Reclassement	Destination : AN
	-1	P-3	Spécialiste des questions pénitentiaires	Réaffectation	Destination : Cellule d'analyse conjointe de la Mission
	-2	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Réaffectation	Destination : Centre d'opérations conjoint
	-1	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Réaffectation	Destination : Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
+8	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
+1	SM	Attaché d'administration	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
+10	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	Origine : Bureau de l'état de droit
+1	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Reclassement	Origine : P-4
+5	GN	Attaché d'administration	Réaffectation	Origine : Bureau de l'état de droit
+1	GN	Assistant d'équipe	Réaffectation	Origine : Bureau de l'état de droit
+3	VNU	Assistant pour l'état de droit; ou assistant aux opérations; ou spécialiste des questions pénitentiaires	Réaffectation	Origine : Bureau de l'état de droit
Total	+31			

Abréviations : AN, administrateur recruté sur le plan national; SM, agent du Service mobile; GN, agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

98. Il est proposé de réassigner le Bureau de l'état de droit de la composante 3 à la composante 2, étant donné que la majorité de ses ressources sont consacrées à la stabilisation dans l'est de la République démocratique du Congo, et notamment aux activités suivantes : offre de conseils techniques et d'un appui logistique dans le cadre du rétablissement et/ou de l'instauration d'institutions judiciaires civiles compétentes, particulièrement dans les zones libérées des groupes armés, et gestion des cellules d'appui aux poursuites judiciaires, qui sont toutes situées dans l'est du pays. Compte tenu des recommandations faites à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est en outre proposé que le Bureau de l'état de droit et le Groupe de l'administration pénitentiaire soient regroupés sous cette composante, pour créer la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, de manière à autoriser des synergies dans ces domaines et pour promouvoir une conception cohérente et durable de l'état de droit avec le Gouvernement. Les priorités seront notamment les suivantes : a) la lutte contre l'impunité, qui passe notamment par l'offre d'un soutien dans le cadre des enquêtes ouvertes et poursuites engagées pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et autres crimes graves commis par des membres de groupes armés, des FARDC et de la Police nationale; b) la stabilisation, qui passe par l'offre de conseils techniques et d'un appui logistique dans le cadre de la mise en place ou du rétablissement d'institutions judiciaires civiles et d'institutions pénitentiaires dans l'est de la République démocratique du Congo, particulièrement dans les zones libérées des groupes armés; et c) l'offre de conseils stratégiques et d'un appui au Gouvernement afin de faire avancer le programme de réforme de la justice et du système pénitentiaire, indispensable au regard de la situation actuelle. Le regroupement des deux sections permettra d'améliorer la gestion de la composante état de droit et opérations dans l'est du pays en raccourcissant la filière de remontée de l'information jusqu'au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, et en favorisant les synergies dans ces deux domaines, qui sont étroitement liés. Il est donc proposé que 35 postes et emplois de temporaire, dont 16 postes faisant l'objet d'un recrutement international, 16 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national et 3 postes de Volontaire des Nations Unies (voir tableau 18 pour plus de détails) soient transférés du Bureau de l'état de droit (composante 3) à la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires.

99. Il est également proposé qu'un poste de la classe P-3 (spécialiste des questions pénitentiaires) soit réaffecté à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission, que deux

postes de la classe P-3 (spécialistes des affaires judiciaires) soient réaffectés au Centre d'opérations conjoint et qu'un poste de la classe P-3 (spécialiste des affaires judiciaires) soit transféré au Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. Ces postes ne sont plus nécessaires étant donné le regroupement des deux sections, le déménagement à Goma du quartier général de la Mission dans le cadre de sa reconfiguration et les recommandations faites à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil.

100. Il est proposé qu'un poste de la classe P-4 (spécialiste des affaires judiciaires) situé au bureau extérieur d'Uvira, soit transformé en poste d'administrateur recruté sur le plan national, et transféré à Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu. Si davantage d'institutions judiciaires compétentes sont nécessaires dans cette zone, il est apparu que les actions qu'y mène la Mission ne sont pas suffisantes pour justifier la présence d'un spécialiste principal des affaires judiciaires. Un administrateur recruté sur le plan national, c'est-à-dire un avocat congolais résidant à Bukavu, sera plus à même d'œuvrer au rétablissement de l'autorité de l'État, ainsi qu'au renforcement des relations avec les partenaires des systèmes judiciaire et pénitentiaire et les groupes de la société civile dans les « îlots de stabilité » du Sud-Kivu.

Composante 3 : appui à la gouvernance démocratique et aux réformes institutionnelles (anciennement « Appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération »)

101. Cette composante a été rebaptisée pour préciser le champ d'application de l'appui que la MONUSCO fournit dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la coopération, conformément au mandat qui lui est confié pour la gouvernance démocratique et la réforme des institutions en République démocratique du Congo.

102. Conformément à la résolution 2147 (2014) du Conseil de sécurité, la MONUSCO continuera d'offrir ses bons offices au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour l'aider à mettre en œuvre les engagements qu'il a pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en vue d'assurer une stabilité durable dans le pays et dans la région.

103. La Mission continuera d'encourager le Gouvernement à appliquer les réformes structurelles requises pour atteindre et maintenir la stabilité politique. À cet égard, elle offrira ses bons offices pour poursuivre la réforme du secteur de la sécurité (armée, police, justice et prisons), la démocratisation et le dialogue politique sans exclusive.

104. En étroite collaboration avec l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, la MONUSCO appuiera la mise en œuvre et le suivi des engagements régionaux pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, et encouragera un dialogue politique régional à un niveau élevé entre les principaux signataires, en vue de remédier aux causes profondes du conflit. Priorité stratégique, la Mission conclura également des partenariats avec les principales parties prenantes en vue de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, à savoir les bailleurs de fonds, le corps diplomatique et l'équipe de pays des Nations Unies.

105. En étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission continuera de chercher les moyens d'appuyer, principalement par l'intermédiaire des bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, la mise en place d'institutions crédibles, provinciales et nationales, et de fournir un appui au

mécanisme de suivi national, créé en mai 2013 pour accompagner et superviser la mise en œuvre des engagements nationaux souscrits au titre de l'Accord-cadre.

106. La Division des affaires politiques, notamment le Groupe des élections, soutiendra les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour la préparation d'élections transparentes, crédibles et libres aux niveaux local, provincial et national. Dans le cadre de l'appui qu'elle donnera aux missions de bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général au titre des élections, la Mission appuiera également tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui aident le Gouvernement congolais. En outre, elle appuiera les progrès des réformes structurelles visant à atteindre et maintenir la stabilité politique, grâce à des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités dans les domaines de la décentralisation, de la bonne gouvernance et de la démocratie, de la planification et de la budgétisation, destinées aux parties prenantes politiques, aux fonctionnaires et aux organisations de la société civile nationales et internationales, notamment les associations de femmes.

107. La MONUSCO apportera son aide à l'élaboration et la mise en œuvre d'une vision et d'une stratégie nationales globales pour le secteur de la sécurité, afin de créer des organes de sécurité démocrates, crédible et transparents. Elle coordonnera également les activités et répartira clairement les responsabilités de tous les partenaires internationaux concernés.

108. La réforme du secteur de la sécurité sera exécutée conformément à la politique de diligence voulue de l'ONU en matière de droits de l'homme dans le contexte d'un appui à des forces de sécurité non onusiennes. La MONUSCO fournira au Gouvernement un appui logistique et des mesures de soutien à la formation en vue de la création et la mise en place d'une force de réaction rapide au sein des FARDC, point de départ de la réforme de l'armée dans le cadre de la vision et de la stratégie nationales pour la réforme du secteur de la sécurité. Elle continuera également d'aider le Gouvernement à mettre en œuvre son plan d'action visant à mettre à un terme au recrutement d'enfants par les FARDC et à prévenir et lutter contre les actes de violence sexuelle qu'elles commettent, et continuera d'assurer le suivi de cette mise en œuvre.

109. La Mission accordera prioritairement son aide au niveau central pour la mise en place du système de justice pénal, à savoir la police, l'appareil judiciaire et le dispositif pénal, conformément à son mandat. Elle continuera également de rappeler au Gouvernement qu'il est tenu de faire en sorte que le personnel judiciaire, civil et militaire respecte les normes internationales relatives aux droits de l'homme, notamment par des missions d'équipes mixte d'investigation menées conjointement avec le personnel judiciaire.

110. Des mesures spéciales seront prises pour promouvoir un développement économique durable et l'intégration économique régionale en vue de promouvoir la création de recettes nationales et de moyens de subsistance.

111. La MONUSCO continuera également d'aider le Gouvernement à : a) promouvoir la décentralisation, la bonne gouvernance et la démocratie et à appuyer le renforcement des capacités de planification et de budgétisation des administrateurs territoriaux, des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales congolaises et internationales; b) mobiliser les donateurs pour qu'ils appuient les mesures de réforme nationales.

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

3.1 Progrès dans la réforme du secteur de la sécurité

3.1.1 Élaboration et adoption des stratégies de sécurité nationales et de la feuille de route concernant la réforme de l'armée, de l'appareil judiciaire et du système pénitentiaire (2013/14 : 0; 2014/15 : 0; 2015/16 : 1)

3.1.2 Mise en place de 3 bataillons de la Force d'intervention rapide sur les 4 prévus (2013/14 : 0; 2014/15 : 1; 2015/16 : 3)

3.1.3 Cadre juridique et mise en place opérationnelle d'unités d'intervention territoriales de la Police nationale congolaise dans 4 des 11 provinces (2013/14 : 0; 2014/15 : 0; 2015/16 : 4)

Produits

- Renforcement d'une stratégie commune de la réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo par des réunions mensuelles d'ambassadeurs présidées par la MONUSCO et des réunions techniques mensuelles avec la communauté internationale présente dans le pays, portant sur la réforme de la défense, de la justice et de la police
- Sessions mensuelles de dialogue de haut niveau avec les coordonnateurs désignés des Ministères de la défense, de l'intérieur et de la justice afin d'appuyer et de plaider en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre d'une stratégie de réforme du secteur de la sécurité reposant sur des principes de partage du contrôle et de la responsabilité et sur une vision à long terme de la viabilité des ressources mises à la disposition du secteur de la sécurité
- Coordination de l'aide internationale pour ce qui est des moyens, de la responsabilisation et de la réactivité des institutions du secteur de la sécurité (notamment les organes de gestion et de contrôle) afin d'assurer la sécurité de tous les citoyens et leur donner accès à la justice, sans distinction de sexe ou d'appartenance ethnique, par la tenue de débats politiques bilatéraux et multilatéraux mensuels afin de mieux coordonner l'assistance et les conseils donnés au Gouvernement
- Tenue de réunions de coordination mensuelles avec le Gouvernement et les groupes de travail techniques mixtes des Nations Unies, au niveau national et au niveau des provinces, afin d'aider les FARDC et d'autres autorités gouvernementales à réduire la violence sexuelle et les violations graves des droits des enfants commises par des agents de l'État, et à renforcer les moyens dont elles disposent pour surveiller, enregistrer et prévenir les violations, et lutter contre l'impunité
- Coordination de la mise en place d'une unité de police d'intervention rapide, notamment cinq stages de formation destinés à la formation de 100 instructeurs de la Police nationale congolaise; organisation de la formation de 4 000 membres des unités d'intervention et des unités territoriales de la Police nationale congolaise chargés d'assurer la sécurité des élections, de membres de la police judiciaire, de la police des transports et des services de police spécialisés chargés d'assurer la protection des femmes et des enfants; appui à la mise au point et à la reproduction de 45 modules de formation initiale des chefs de la police; organisation de 2 séminaires de formation à l'intention de 30 fonctionnaires de la Division générale des écoles et de la formation et des académies de la police nationale (directeurs, directeurs adjoints, directeurs de l'enseignement, fonctionnaires d'administration et des finances), dans les domaines de la gestion et de la gestion financière

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

3.2 Progrès dans le sens de la décentralisation et renforcement des institutions nationales

3.2.1 Le mécanisme de suivi national est en place pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

3.2.2 Présentation des rapports sur les droits de l'homme que le Gouvernement aurait déjà dû présenter (depuis 2007) aux mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme (Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention contre la torture, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) (2013/14 : 4 rapports en retard; 2014/15 : 3 rapports en retard; 2015/16 : 0 rapport en retard)

3.2.3 Rétrocession au profit du budget national d'un certain montant provenant des contributions financières de toutes les nouvelles provinces du pays, au titre de l'application partielle de la règle constitutionnelle prescrivant une retenue à la source de 40 % des recettes générées par les provinces du pays

Produits

- Tenue de réunions hebdomadaires avec des membres du Parlement national et des parlements provinciaux, notamment de leurs commissions permanentes, ainsi qu'avec des membres des assemblées locales, en vue de suivre et promouvoir la mise en œuvre de la décentralisation, surtout en ce qui concerne la délimitation des entités et l'adoption des lois nécessaires
- Tenue de 2 consultations et 1 réunion de haut niveau avec les partenaires nationaux en vue d'appuyer les priorités gouvernementales de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
- Tenue de 10 réunions avec le Gouvernement en vue de promouvoir la mise en œuvre du plan d'action conjoint sur la prévention du recrutement d'enfants, de la violence sexuelle contre les enfants et d'autres violations graves des droits des enfants commises par les FARDC
- Tenue de 5 réunions au niveau national aux fins de sensibilisation, de fourniture de conseils et de consultations pour l'élaboration et la mise en œuvre du cadre juridique régissant le processus de décentralisation requis pour la tenue d'élections locales, municipales et urbaines ainsi que des élections provinciales
- Tenue de réunions mensuelles avec le Gouvernement en vue de promouvoir la poursuite de la mise en œuvre de la décentralisation et des programmes nationaux relatifs à la consolidation de la paix, à la réconciliation et au rétablissement de l'autorité de l'État et appuyer le transfert des tâches de la Mission au Gouvernement et à l'équipe de pays des Nations Unies
- Facilitation de l'organisation de six réunions du mécanisme de suivi national, du Groupe de coordination des donateurs et de l'équipe de pays des Nations Unies pour assurer l'harmonisation au niveau national des stratégies de l'ONU et des donateurs en ce qui concerne les engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
- Facilitation de l'organisation de réunions mensuelles avec les 7 cellules thématique du mécanisme de suivi national afin de surveiller et d'évaluer les progrès des réformes institutionnelles envisagées au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

- Aide aux groupes thématiques sectoriels pour l'organisation de deux ateliers au niveau national en vue d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
- Tenue de réunions trimestrielles et quatre sessions de formation à l'intention de 180 participants afin d'appuyer la mise en place de la Commission nationale des droits de l'homme et la conformité de ses règles et procédures internes aux normes internationales en la matière
- 2 cours de formation à l'intention de 50 membres du comité interministériel d'élaboration des rapports sur les droits de l'homme, afin de renforcer sa capacité à rédiger et à présenter en temps voulu des rapports aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, à l'examen périodique universel et à d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme, et à donner suite à leurs recommandations et observations
- Appui technique pour l'élaboration d'un cadre juridique et général pour la protection des victimes, des témoins et du personnel judiciaire intervenant dans des affaires liées à des crimes graves, dans le cadre de 5 réunions de travail avec les partenaires nationaux et internationaux et 2 stages de formation à l'intention de 80 juges, procureurs et avocats portant sur l'application des mesures de protection

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.3 Progrès dans le sens de la démocratisation, consolidation de la paix et soutien d'un dialogue politique ouvert à tous	3.3.1 Déroulement d'élections locales, municipales et urbaines transparentes, crédibles, régulières et pacifiques, entérinées par les observateurs internationaux

Produits

- 100 réunions à l'appui de la mission de bons offices, aux niveaux national et provincial, afin de promouvoir le dialogue et le renforcement de la confiance entre la Commission électorale nationale indépendante, les partis politiques, les représentants des anciens groupes armés, les associations de femmes, la société civile et d'autres parties prenantes congolaises, en vue de la réconciliation et de l'organisation du cycle électoral
- Fourniture de bons offices et de conseils techniques sur les aspects normatifs et législatifs afin d'établir un contrôle civil sur l'exploitation des ressources minérales et les centres de négoce, dans le cadre de 2 réunions de concertation de haut niveau avec le Gouvernement, la Banque mondiale et le Groupe de coordination des donateurs, afin d'aider le Gouvernement à endiguer les activités minières illégales
- Observation de la situation électorale par au moins 10 comités de partenariat et 10 comités techniques, enceintes consultatives rassemblant les acteurs nationaux et internationaux créés pour assurer la mise en œuvre de la feuille de route de la Commission électorale et la préparation des élections
- Facilitation d'ateliers mensuels nationaux et provinciaux entre les principaux acteurs, partis politiques comme société civile, l'objectif étant de promouvoir la participation politique et le dialogue constructif entre les partis politiques
- Facilitation de 11 réunions aux niveaux national et provincial afin de renforcer le dialogue entre le Gouvernement et la société civile pour favoriser la réconciliation nationale et la tolérance, conformément à l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération
- Réunions hebdomadaires avec les partis politiques, les chefs des groupes armés et leurs partisans ainsi que les organisations de la société civile, portant sur la médiation et la résolution des conflits, la réconciliation nationale et le dialogue politique, en vue également d'encourager leur participation au processus politique
- Organisation de 2 campagnes d'information de l'initiative « Unis dans l'action » portant sur l'évolution du mandat de la MONUSCO et les principaux messages concernant la nouvelle configuration de l'ONU dans l'ouest du pays, notamment les antennes de la Mission, et les engagements nationaux pris au titre de l'Accord-cadre, au moyen de la production et de la distribution de 500 000 brochures, prospectus et affiches au titre de.

En outre, travaux préparatoires en vue de consigner les résultats obtenus au cours de la dernière décennie par la MONUSCO et l'équipe de pays des Nations Unies en matière de consolidation de la paix et de démocratisation

- Tenue de 36 réunions de sensibilisation visant à promouvoir et à appuyer la participation des organisations de la société civile, plus particulièrement la participation des jeunes et des femmes (y compris des réunions distinctes destinées qu'aux femmes) aux niveaux national, provincial et régional à la mise en œuvre et au suivi des engagements nationaux pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, notamment appui technique et financier à l'élaboration du rapport d'évaluation semestriel des réseaux de la société civile

Facteurs externes : La Mission devrait atteindre ses objectifs et parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) le Gouvernement allouera des ressources suffisantes prélevées sur le budget national, y compris pour le cycle électoral et la décentralisation, afin d'assurer un appui aux autorités de l'État et aux autorités locales dans les provinces; et b) le Gouvernement et les partenaires régionaux sont déterminés à mettre en œuvre les engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

Tableau 19

Ressources humaines : composante 3 (Appui à la gouvernance démocratique et aux réformes institutionnelles)

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel				
Groupe de la réforme du secteur de la sécurité									
Postes approuvés pour 2014/15	–	1	2	1	1	5	1	2	8
Postes proposés pour 2015/16	–	1	2	1	1	5	2	2	9
Variation nette	–	–	–	–	–	–	1	–	1
Bureau de l'état de droit									
Postes approuvés pour 2014/15	–	1	6	8	1	16	16	3	35
Postes proposés pour 2015/16	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Variation nette	–	(1)	(6)	(8)	(1)	(16)	(16)	(3)	(35)
Division des affaires politiques									
Effectif approuvé pour 2014/15	–	2	16	20	4	42	23	4	69
Effectif proposé pour 2015/16	–	2	14	18	4	38	22	5	65
Variation nette	–	–	(2)	(2)	–	(4)	(1)	1	(4)
Groupe d'appui à la mission de bons offices pour les élections									
Effectif approuvé pour 2014/15	–	–	7	5	1	13	–	–	13
Effectif proposé pour 2015/16	–	–	7	5	1	13	–	–	13
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Personnel civil	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel				
Bureau de l'information									
Effectif approuvé pour 2014/15	–	1	9	16	12	38	203	8	249
Effectif proposé pour 2015/16	–	1	6	15	11	33	15	7	55
Variation nette	–	–	(3)	(1)	(1)	(5)	(188)	(1)	(194)
Radio Okapi									
Effectif approuvé pour 2014/15	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé pour 2015/16	–	–	3	1	1	5	186	–	191
Variation nette	–	–	3	1	1	5	186	–	191
Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération									
Postes approuvés pour 2014/15	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Postes proposés pour 2015/16	–	–	–	4	–	4	5	–	9
Variation nette	–	–	–	4	–	4	5	–	9
Total (composante 3)									
Postes approuvés pour 2014/15	–	5	33	45	18	101	243	17	361
Postes proposés pour 2015/16	–	4	25	39	17	85	230	14	329
Variation nette	–	(1)	(8)	(6)	(1)	(16)	(13)	(3)	(32)
Emplois de temporaire approuvés ^b pour 2014/15	–	–	7	5	1	13	–	–	13
Emplois de temporaire proposés ^b pour 2015/16	–	–	7	5	1	13	–	–	13
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (y compris les emplois de temporaire)									
Effectif approuvé pour 2014/15	–	5	40	50	19	114	243	17	374
Effectif proposé pour 2015/16	–	4	32	44	18	98	230	14	342
Variation nette	–	(1)	(8)	(6)	(1)	(16)	(13)	(3)	(32)

^a Comprend les administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

^b Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions) (personnel civil).^c

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 16 postes

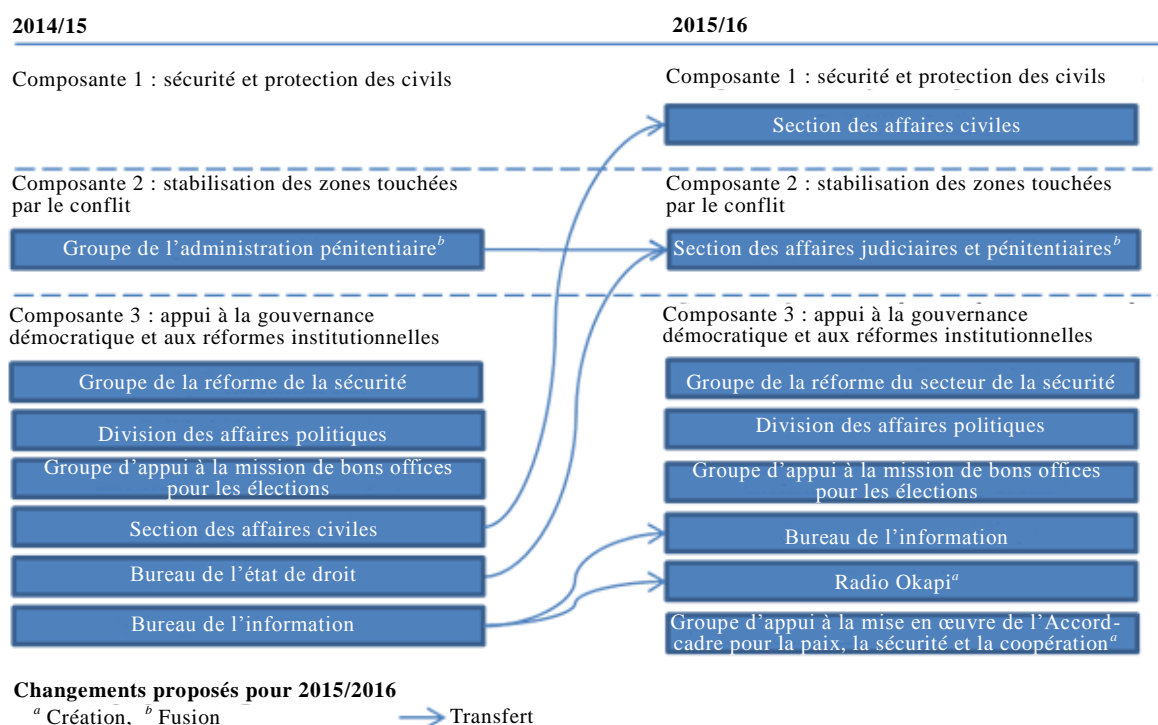
Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 13 postes

Volontaires des Nations Unies : diminution nette de 3 postes

112. Les changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de la composante 3 sont indiqués dans la figure 4 ci-dessous (au niveau des bureaux) et dans les tableaux 20 à 25 (au niveau des postes).

Figure 4

Changements proposés pour les bureaux au titre de la composante 3



Groupe de la réforme du secteur de la sécurité

Tableau 20

Changements proposés au titre des ressources humaines dans le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité

	Variation	Classe	Titre ou fonction	Modification	Description
Postes	+1	GN	Assistant administratif	Transfert	Depuis les anciennes administrations locales
Total	+1				

Abréviation : GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

113. Il est proposé de transférer un poste d'agent des services généraux de l'antenne administrative locale au Groupe de la réforme du secteur de la sécurité (assistant administratif). La charge de travail du Groupe s'étant accrue, un appui administratif supplémentaire est nécessaire. Le titulaire de ce poste exécutera des tâches administratives et assurera la traduction des documents officiels en français ou en anglais. Le poste a été prêté pour l'exercice 2014/15 et sa réaffectation permettra de régulariser l'arrangement existant.

Bureau de l'état de droit

Tableau 21

Changements proposés au titre des ressources humaines au Bureau de l'état de droit

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	D-1	Spécialiste en chef des affaires judiciaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-1	P-5	Spécialiste principal des affaires judiciaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-1	P-4	Spécialiste des questions pénitentiaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-4	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-8	P-3	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-1	SM	Fonctionnaire d'administration	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-10	AN	Spécialiste des affaires judiciaires	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-5	GN	Fonctionnaire d'administration	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	-3	VNU	Assistant pour l'état de droit	Transfert	À la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
Total	-35				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

114. Il est proposé de fusionner le Bureau de l'état de droit et le Groupe de l'administration pénitentiaire au titre de la composante 2 en une Section des affaires judiciaires et pénitentiaires, en vue de créer des synergies dans ces domaines (par. 98 ci-dessus). Dès lors, il est proposé que 35 postes et emplois de temporaire, dont 16 postes soumis à recrutement international, 16 postes soumis à recrutement national et 3 postes de Volontaire des Nations Unies (voir tableau 21 ci-dessus), soient transférés à la nouvelle Section des affaires judiciaires et pénitentiaires au titre de la composante 2.

Bureau de l'information

Tableau 22

Changements proposés au titre des ressources humaines au Bureau de l'information

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	-1	P-5	Spécialiste de l'information hors classe	Transfert	À Radio Okapi
	-2	P-4	Fonctionnaire de l'information	Transfert	À Radio Okapi
	-1	P-2	Administrateur adjoint de 1 ^{re} classe chargé de l'information	Transfert	À Radio Okapi
	-1	SM	Assistant d'information	Transfert	À Radio Okapi
	-2	AN	Réalisateur radio	Transfert	À Radio Okapi
	-13	AN	Fonctionnaire de l'information	Transfert	À Radio Okapi
	-11	GN	Assistant administratif	Transfert	À Radio Okapi
	-23	GN	Assistant radiodiffusion	Transfert	À Radio Okapi
	-16	GN	Chauffeur	Transfert	À Radio Okapi
	-61	GN	Assistant d'équipe	Transfert	À Radio Okapi
	-53	GN	Assistant d'information	Transfert	À Radio Okapi
	-3	GN	Assistant de production radio	Transfert	À Radio Okapi
	-1	GN	Réalisateur radio	Transfert	À Radio Okapi
	-4	GN	Traducteur	Transfert	À Radio Okapi
	-1	GN	Opérateur radio	Transfert	À Radio Okapi
	-1	VNU	Fonctionnaire de l'information	Réaffectation	Au Bureau du Chef de cabinet
Total	-194				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

115. En vue de la transition de Radio Okapi, il est proposé de séparer la station du Bureau de l'information, ce qui la rendra plus visible et permettra de déterminer exactement les ressources qui seront nécessaires à son financement continu et sa transition progressive. Par conséquent, 193 postes, dont 5 soumis à recrutement international et 188 soumis à recrutement national, sont transférés à la nouvelle Radio Okapi, comme il est décrit au tableau 23 ci-après.

116. Dans le contexte de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de réaffecter 1 poste de Volontaire des Nations Unies (fonctionnaire de l'information) au Bureau du Chef de cabinet.

Radio Okapi

Tableau 23

Ressources humaines : Radio Okapi

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes	+1	P-5	Spécialiste de l'information hors classe	Transfert	Du Bureau de l'information
	+2	P-4	Fonctionnaire de l'information	Transfert	Du Bureau de l'information
	+1	P-2	Spécialiste de l'information (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transfert	Du Bureau de l'information
	+1	SM	Assistant d'information	Transfert	Du Bureau de l'information
	+2	AN	Réalisateur radio	Transfert	Du Bureau de l'information
	+13	AN	Fonctionnaire de l'information	Transfert	Du Bureau de l'information
	+11	GN	Assistant administratif	Transfert	Du Bureau de l'information
	+23	GN	Assistant radiodiffusion	Transfert	Du Bureau de l'information
	+16	GN	Chauffeur	Transfert	Du Bureau de l'information
	+61	GN	Assistant d'équipe	Transfert	Du Bureau de l'information
	+53	GN	Assistant d'information	Transfert	Du Bureau de l'information
	+3	GN	Assistant de production radio	Transfert	Du Bureau de l'information
	+1	GN	Réalisateur radio	Transfert	Du Bureau de l'information
	+4	GN	Traducteur	Transfert	Du Bureau de l'information
	+1	GN	Opérateur radio	Transfert	Du Bureau de l'information
	-2	GN	Chauffeur	Suppression	
Total	-191				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

117. Créée par la résolution 1355 (2001) du Conseil de sécurité, Radio Okapi fait connaître le mandat de la MONUSCO en diffusant des informations impartiales, indépendantes et objectives ainsi que les programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Elle participe également de l'émergence d'une presse indépendante dans le pays et de l'instauration d'une culture de paix et de tolérance.

118. Il est proposé de transférer 193 postes (1 P-5, 2 P-4, 1 P-2, 1 SM, 15 AN et 173 GN) du Bureau de l'information à Radio Okapi, afin de gérer, produire, présenter et diffuser 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, des programmes radiophoniques nationaux et régionaux, dans 12 salles de presse à travers le pays. Le spécialiste de l'information hors classe (P-5) fera de Radio Okapi une station de radio professionnelle et efficace, renforcera les compétences du personnel recruté sur le plan national et engagera le dialogue avec les principales parties prenantes, notamment les donateurs et le Gouvernement, afin que Radio Okapi devienne une station de radio indépendante et autonome.

119. Dans le contexte de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de supprimer 2 postes d'agent des services généraux (chauffeur) soumis à recrutement national.

**Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix,
la sécurité et la coopération**

Tableau 24

**Changements proposés au titre des ressources humaines dans le Groupe d'appui
à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération**

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>	
Postes	+1	P-3	Spécialiste des questions politiques (adjointe de 1 ^{re} classe)	Réaffectation	Section des affaires judiciaires et pénitentiaires
	+1	P-3	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	De la section des affaires civiles
	+1	P-3	Spécialiste des affaires civiles chargé des rapports	Transfert	De la section des affaires civiles
	+1	P-2	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transfert	De la section des affaires politiques
	+2	AN	Spécialiste des affaires civiles	Transfert	De la section des affaires civiles
	+1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	De la section des affaires civiles
	+1	GN	Assistant administratif	Transfert	De la section des affaires civiles
	+1	GN	Assistant d'équipe	Transfert	De la section des affaires civiles
Total	+9				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

120. Le concept d'opérations de la Mission s'alignant sur l'évolution de son mandat, il est proposé de créer un Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération afin d'aider le Gouvernement à tenir les engagements qu'il a pris en la matière. Ce groupe travaillera en étroite collaboration avec la Division des affaires politiques et la Section de la réforme du secteur de la sécurité. Dans ce contexte, il est proposé de transférer 9 postes, dont 4 soumis à recrutement international et 5 à recrutement national, comme le montre le tableau 24 ci-dessus.

121. Basé à Kinshasa, ce groupe travaille en étroite collaboration avec divers ministères et autres organismes gouvernementaux compétents, dont le mécanisme de suivi national. Le groupe coordonne une approche cohérente des processus nationaux de réforme, renforce les capacités, le contrôle par le pays et le partage des responsabilités avec les principaux partenaires participant à la consolidation de la paix. Il exécute essentiellement des tâches opérationnelles, comme le renforcement des capacités, les services consultatifs techniques et la coordination avec les partenaires, les institutions, les donateurs et le Gouvernement. S'il est vrai que la Division des affaires politiques et la Section de la réforme du secteur de la sécurité effectuent des analyses politiques, fournissent des conseils et rendent compte des aspects relatifs à la réforme du secteur de la sécurité, le Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre sera le point de départ pour la communication avec le Bureau de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, le renforcement des capacités et l'établissement de partenariats avec le mécanisme de suivi national, d'autres institutions de l'État et la société civile, partenaires essentiels pour le renforcement et l'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Grâce aux ses

moyens techniques et aux programmes dont il dispose, le Groupe fournit un appui unique aux groupes sectoriels thématiques dirigés par les ministères sectoriels et les principaux donateurs. Il joue et continue de jouer un rôle de premier plan pour ce qui est de définir des repères et des indicateurs nationaux, d'établir l'ordre de priorité des activités relevant de l'Accord-cadre et de plaider en faveur de leur intégration dans le budget gouvernemental. Ce faisant, le Groupe garantit une approche cohérente entre les différents plans et programmes stratégiques de l'ONU et du Gouvernement.

Division des affaires politiques

Tableau 25

Changements proposés au titre des ressources humaines à la Division des affaires politiques

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Postes				
-1	P-5	Spécialiste hors classe de la planification	Réaffectation	Au sein de la Division des affaires politiques
+1	P-5	Spécialiste hors classe des affaires politiques	Réaffectation	Au sein de la Division des affaires politiques
-1	P-4	Spécialiste des affaires politiques	Transformation	Transformé en poste d'administrateur recruté sur le plan national
-1	P-4	Spécialiste des affaires politiques	Reclassement	En poste P-3
+1	P-3	Spécialiste des affaires politiques	Reclassement	Ancien P-4
-1	P-3	Spécialiste des affaires politiques	Transformation	En poste de VNU
-1	P-3	Spécialiste des affaires politiques	Transfert	Au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
-1	P-2	Spécialiste des affaires politiques (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transfert	Au Groupe de l'appui à la mise en œuvre de l'Accord-Cadre
+1	AN	Spécialiste des affaires politiques	Transformation	Ancien poste P-4 désormais soumis à recrutement national
-2	GN	Chauffeur	Suppression	
+1	VNU	Spécialiste des affaires politiques	Transformation	Ancien P-3
Total	-4			

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

122. Il est proposé de transformer un poste P-5 de spécialiste hors classe de la planification de la Division des affaires politiques en poste de spécialiste hors classe des affaires politiques. La Division des affaires politiques n'a plus besoin d'un spécialiste hors classe de la planification alors que la Section des affaires politiques à Goma a besoin d'un chef et le bureau de Goma, d'un chef adjoint. Il est vrai que ces fonctions exigent des compétences en matière de planification, mais il s'agit essentiellement d'établir des rapports, d'assurer la gestion de l'information, d'effectuer des analyses politiques et de fournir des services de conseils, ainsi que d'élaborer et d'examiner des rapports analytiques sur la situation politique au Nord-Kivu et d'assurer la liaison avec les parties prenantes dans les provinces.

123. Il est proposé de transformer 1 poste P-4 en poste P-3 de spécialiste des affaires politiques, à Lubumbashi, où la Mission compte réduire ses activités. Les attributions du poste P-3 seront analogues à celles du poste P-4.

124. Il est proposé de transformer un poste P-3 en poste de Volontaire des Nations Unies (spécialiste des affaires politiques) à Kalemie, où la Mission compte réduire ses activités. Le Volontaire des Nations Unies mettra l'accent sur le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national et la communication avec les acteurs politiques des provinces. Les attributions du dernier poste P-2 de spécialiste des questions politiques (adjoint de 1^{re} classe) seront analogues à celui du poste P-3, en particulier pour ce qui est de l'établissement des rapports présentés au quartier général de la Mission.

125. Il est proposé de transformer 1 poste P-4 en poste d'administrateur recruté sur le plan national à Kinshasa, où la Division des affaires politiques n'a actuellement aucun administrateur recruté sur le plan national. Le titulaire du poste aidera à la collecte d'informations et à la communication avec les parties prenantes congolaises au cours de la prochaine période électorale. Les fonctions attachées au poste P-4 seront en partie absorbées par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général en ce qui concerne l'établissement de rapports sur les affaires économiques.

126. Dans le contexte de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de : a) transférer un poste P-3 (spécialiste des questions politiques) au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général; b) transférer 1 poste P-2 de spécialiste des questions politiques (adjoint de 1^{re} classe) au Groupe d'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre; et c) supprimer 2 postes d'agent des services généraux (chauffeur).

Composante 4 (Appui)

127. Au cours de l'exercice, la composante appui continuera d'aider la Mission à exécuter son mandat grâce à la fourniture de services efficaces et efficients dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité, qui permettront d'exécuter les produits s'y rapportant et d'obtenir de nouvelles améliorations dans les prestations. Un appui sera apporté aux 760 observateurs militaires, 19 815 soldats, 391 policiers des Nations Unies, 1 050 membres d'unités de police constituées et 139 membres du personnel fourni par les gouvernements ainsi qu'au personnel civil, dont l'effectif proposé comprend 968 personnes recrutées sur le plan international (dont 22 titulaires d'emplois de temporaire), 2 986 personnes recrutées sur le plan national (dont 194 titulaires d'emplois de temporaire) et 457 Volontaires des Nations Unies.

128. La MONUSCO continuera d'appuyer six antennes dans l'ouest, neuf bureaux extérieurs dans l'est et gardera deux plateformes logistiques à Entebbe et Goma et le quartier général à Kinshasa où elle prévoit d'étudier la structure d'appui afin de réduire son empreinte. Un soutien sera également fourni à 62 bases opérationnelles de compagnie et bases opérationnelles temporaires contre 89 au cours de l'exercice 2014/15.

129. La Mission gardera une flotte aérienne constituée de 49 appareils (13 avions et 36 hélicoptères), soit une réduction de 4 appareils par rapport au budget de 2014/15, et elle introduira des techniques et outils aéronautiques analytiques modernes en vue de réduire au strict minimum le coût de l'appui aérien civil aux opérations. Les services d'appoint au cours de l'exercice 2015/16 porteront sur des mouvements de passagers et de marchandises effectués en toute sécurité, de manière efficace et

opportune, grâce au fret commercial de surface et aérien, dans la mesure du possible; il s'agirait de privilégier les voyages par voie terrestre et de ne recourir aux moyens aériens de la MONUSCO que si d'autres options sûres et rapides ne sont pas disponibles.

130. La MONUSCO tiendra des réunions trimestrielles du comité du parc automobile aux niveaux de la mission et au niveau des provinces, afin de mieux gérer ses ressources en véhicules, tout en continuant de maintenir les niveaux de service requis pour tous les usagers. Pour réduire le nombre d'accidents de la route, la Mission continuera d'appliquer un programme de contrôle rigoureux de l'aptitude à la conduite automobile et de mener activement des campagnes périodiques pour la sécurité routière.

131. La Mission élaborera un système centralisé d'entreposage aux fins d'améliorer l'efficacité des opérations de stockage et de distribution, y compris dans les domaines des stocks de pièces détachées durables et non durables. Là où la sécurité et les moyens opérationnels ne sont pas compromis, la MONUSCO continuera de reporter le remplacement du matériel, en prêtant une attention particulière aux véhicules ainsi qu'au matériel et aux infrastructures informatiques et des communications.

132. La MONUSCO étendra les services de vidéoconférence à d'autres sites et renforcera la couverture Internet grâce aux dernières technologies naissantes comme le réseau O3B et les infrastructures de câbles à fibres optiques.

133. La Mission cherchera également à réduire les dépenses prévues pour les voyages grâce au recours à des services de vidéoconférence, au programme de formation des formateurs et à des méthodes de formation à distance.

134. La MONUSCO continuera de veiller au respect des normes minimales de sécurité opérationnelle, y compris celles applicables au domicile, et poursuivra l'application de programmes de promotion de la déontologie et de la discipline et de lutte contre le VIH/sida et appliquera un programme de santé et de sécurité au travail à l'ensemble de la Mission.

135. Enfin, la Mission continuera d'assurer des services efficaces, y compris au niveau de la santé, de la formation, de l'entretien et de la construction de bureaux et de logements, des opérations d'approvisionnement et de reconstitution des stocks et, en collaboration avec le Centre d'appui régional à Entebbe (Ouganda), des services financiers et l'administration du personnel.

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

4.1 Amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'appui apporté à la Mission dans les domaines de la logistique, de l'administration et de la sécurité

4.1.1 Réduction du pourcentage de stocks de biens durables usagés entreposés depuis plus de 12 mois (2013/14 : 0,75 %; 2014/15 : 0,5 %; 2015/16 : 0,1 %)

4.1.2 Augmentation du nombre des militaires et policiers et des membres du personnel civil sensibilisés au VIH/sida (2013/14 : 11 922; 2014/2015 : 12 000; 2015/2016 : 13 000)

4.1.3 Augmentation du nombre des consultations confidentielles et des dépistages volontaire du VIH (2013/14 : 2 454; 2014/15 : 1 200; 2015/2016 : 2 500)

4.1.4 Augmentation du nombre de vidéoconférences en vue de réduire au strict minimum les voyages à la Mission et de faciliter des prises de décision rapides et efficaces (2013/14 : 6; 2014/15 : 11; 2015/16 : 15)

4.1.5 Extension de la couverture Internet, de la productivité et de l'expérience des usagers, grâce aux dernières technologies naissantes telles que le réseau O3B et les infrastructures à fibres optiques (2013/2014 : 44Mb Internet haut débit; 2014/2015 : 84Mb; 2015/16 : 160Mb)

Produits

Amélioration des services

- Mise en place d'un concept d'entrepôt central pour la majorité des stocks qui seront gérés à partir d'un nombre de sites réduits (le nombre d'entrepôts passera de 15 à 4)
- Mise en place, à l'intention de l'ensemble du personnel militaire, civil et policier, d'un programme de déontologie et de discipline comprenant des activités de formation, de prévention et de suivi et élaboration de recommandations concernant les mesures disciplinaires à prendre en cas de faute professionnelle. Le programme comprend aussi la sensibilisation des ONG et des associations locales de la société civile, notamment par la diffusion de supports de communication et d'information
- Extension de la couverture des services de vidéoconférence dont les installations passent de 11 à 15 dans les divers bureaux de la Mission
- Introduction de techniques et d'outils analytiques aéronautiques modernes en vue de réduire au strict minimum le coût d'un soutien aérien civil efficace aux opérations de la MONUSCO
- Accroissement de la largeur de bande qui passe de 84Mb à 160Mb grâce à la synergie d'Intelsat et aux technologies de fibres optiques ou par satellite à faible temps de latence
- Organisation de 16 : séances obligatoires de sensibilisation au VIH/sida à l'intention de 3 000 membres du personnel civil de la Mission; 20 programmes de sensibilisation à grande échelle destinés à 10 000 militaires et policiers; 3 séances de remise à niveau consacrées au VIH/sida à l'intention de 500 membres du personnel militaire; 8 formations par les pairs destinées à 200 militaires et policiers sur 8 sites de la Mission; 10 missions mobiles de services de consultation et de dépistage confidentiels au sein des bataillons; 2 ateliers de services de consultation et de dépistage confidentiels à l'intention de 50 conseillers sur le VIH/sida; et 2 ateliers de prophylaxie post-exposition à l'intention de 50 responsables des cures prophylactiques.

Contingents, police et personnel civil

- Déploiement, relève et rapatriement d'un maximum de 19 815 membres du contingent, de 760 observateurs militaires, de 391 membres de la police des Nations Unies, de 1 050 membres d'unités de police constituées et de 139 membres du personnel fourni par les gouvernements
- Vérification, contrôle et inspection du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien autonome destiné aux militaires et au personnel de police
- Stockage et distribution de 15 642 tonnes de rations et de 290 000 tonnes de rations de combat et d'eau pour les contingents et les unités de police constituées dans 142 sites
- Administration d'un effectif qui pourra atteindre 4 551 civils, dont 946 agents recrutés sur le plan international, 2 792 agents recrutés sur le plan national, 457 Volontaires des Nations Unies, 216 temporaires et 139 membres du personnel fourni par les gouvernements (dont 248 civils dans le cadre de la Base d'appui d'Entebbe, 53 agents recrutés sur le plan international, 159 agents recrutés sur le plan national et 36 Volontaires des Nations Unies)

Installations et infrastructures

- Entretien et remise en état de 110 locaux dans 23 sites (dont 4 locaux dans 4 sites qui comprennent la Base d'appui d'Entebbe, le terminal de la MONUSCO à l'aéroport international d'Entebbe et les bureaux de Kasese et de Kampala)
- Construction d'une nouvelle base logistique de la MONUSCO à Goma
- Exploitation et entretien de 31 stations de traitement des eaux usées appartenant à l'ONU dans 13 sites, y compris des services d'assainissement tels que le traitement des eaux usées, le ramassage et l'évacuation des ordures dans tous les locaux et les sites
- Exploitation et entretien de 59 stations d'épuration appartenant aux Nations Unies dans 20 sites et 168 stations d'épuration appartenant aux contingents dans 67 sites
- Exploitation et entretien de 759 groupes électrogènes appartenant aux Nations Unies dans 20 sites (dont 12 à la Base d'appui d'Entebbe) et de 551 groupes électrogènes appartenant aux contingents dans 95 sites
- Stockage et fourniture de 13,4 millions de litres de carburants et de lubrifiants pour des groupes électrogènes et de 1 million de litres de kérosène pour la cuisson des aliments (dont 155 700 litres de carburants et de lubrifiants pour la Base d'appui d'Entebbe)
- Entretien et réfection de 300 km de routes et de 10 ponts
- Entretien et réfection de 13 aérodromes dans 13 sites et 2 aires de trafic et 66 aires de poser d'hélicoptère dans 10 sites

Transports terrestres

- Exploitation et entretien de 1 640 véhicules appartenant aux Nations Unies dont 34 véhicules blindés grâce à 12 ateliers dans 12 sites (dont 200 véhicules appartenant aux Nations Unies, y compris 2 véhicules blindés dont l'entretien est assuré dans 2 ateliers dans 1 site, à la Base d'appui d'Entebbe)
- Distribution de 13,2 millions de litres de combustible diesel (dont 75 000 litres à la Base d'appui d'Entebbe)
- Exploitation sept jours par semaine pour les déplacements quotidiens d'un effectif moyen de 900 membres du personnel des Nations Unies de leur logement à leur lieu de travail (autre les déplacements 5 jours sur 7 d'un effectif moyen de 100 membres du personnel des Nations Unies à Entebbe)

Transports aériens

- Exploitation et entretien de 13 avions et de 36 hélicoptères, dont 27 appareils de type militaire et 22 appareils civils dans 16 sites (dont 3 avions à la Base d'appui d'Entebbe)
- Distribution de 22,7 millions de litres de carburant aviation (dont 5,5 millions de litres de carburant aviation à la base d'appui d'Entebbe)
- Exploitation et entretien de 5 drones

Transports maritimes ou fluviaux

- Exploitation et entretien de 1 pousseur, 2 barges, 3 vedettes rapides et 10 canots pneumatiques
- Distribution de 598 700 litres de combustible diesel et de 83 300 litres d'essence destinés aux transports maritimes ou fluviaux

Communications

- Services d'appui et d'entretien pour un réseau satellite comprenant 4 stations terrestres permettant d'assurer des services de téléphonie, de télécopie, de vidéoconférence et de transmission de données

- Services d'appui et d'entretien pour 74 microterminaux VSAT, 84 centraux téléphoniques, 50 liaisons hertziennes (dont 7 microterminaux VSAT, 8 centraux téléphoniques et 6 liaisons hertziennes à la Base d'appui d'Entebbe)
- Services d'appui et d'entretien pour 27 appareils radio mobiles à très haute fréquence et 43 répéteurs et émetteurs à ondes décimétriques (dont 4 à très haute fréquence et 5 répéteurs et émetteurs à ondes décimétriques à la Base d'appui d'Entebbe)
- Services d'appui et d'entretien pour 37 stations de radiodiffusion FM

Informatique

- Services d'appui et d'entretien pour 46 serveurs, 3 716 ordinateurs de bureau, 2 523 ordinateurs portables, 547 imprimantes et 30 expéditeurs numériques dans 63 sites [dont 40 serveurs, 470 ordinateurs de bureau, 495 ordinateurs portables, 90 imprimantes réseau et 23 expéditeurs numériques dans 2 sites (Entebbe et Kampala) à la Base d'appui d'Entebbe]
- Services d'appui et d'entretien pour 30 réseaux locaux et réseaux longue portée (RLP) pour 6 000 usagers dans 63 sites (dont 2 réseaux locaux et 10 réseaux longue portée pour 987 usagers dans 2 sites à la Base d'appui d'Entebbe)

Santé

- Services d'appui et d'entretien pour 11 dispensaires de niveau I, 55 dispensaires de niveau II appartenant aux contingents, 2 hôpitaux de niveau II appartenant aux contingents, 1 hôpital de niveau III appartenant aux contingents, ainsi que 1 centre pour les urgences et les premiers secours, 3 laboratoires et 1 unité radiologique dans 16 sites pour l'ensemble du personnel de la mission, celui des autres organismes de l'ONU ainsi que pour la population civile locale, dans les situations d'urgence
- Maintien d'un dispositif d'évacuation par voies terrestre et aérienne dans toute la zone de la mission pour l'ensemble du personnel des Nations Unies, y compris aux hôpitaux de niveaux I, II et III dans 5 sites
- Garantir l'accès, le contrôle et la supervision de tous les sites de la MONUSCO 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 pour veiller à la sécurité de l'ensemble du personnel, des locaux et des biens de l'ONU

Sécurité

- Organisation de 200 séances d'information en tout (outre les 200 séances d'information à la Base d'appui d'Entebbe) en vue de la sensibilisation de l'ensemble du personnel aux questions de sécurité et aux plans d'urgence, de son initiation à ces questions et de l'organisation d'exercices de déplacement et d'évacuation en situation de crise
- Évaluation des conditions de sécurité dans tous les sites de la Mission et notamment de 450 résidences (outre les 115 résidences à la Base d'appui d'Entebbe), enquête sur la sécurité des hôtels qui ont été recommandés en matière d'hébergement du personnel des Nations Unies et évaluation de la sécurité des sociétés privées susceptibles d'être recommandées pour assurer la sécurité des résidences du personnel des Nations Unies
- Organisation et élaboration de quelque 1 600 rapports d'enquête complets (outre les 50 rapports d'enquête complets à la Base d'appui d'Entebbe) sur les incidents de la route, les vols de biens de la MONUSCO, les cambriolages, la perte de pièces d'identité et d'autres incidents liés au personnel, aux locaux et aux biens des Nations Unies
- Fourniture d'une haute protection aux fonctionnaires de haut rang de la Mission (Représentant spécial du Conseil de sécurité et deux Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général) 24 heures sur 24 et sept jours sur sept (y compris à la Base d'appui d'Entebbe) et une protection supplémentaire renforcée à l'ensemble des visiteurs qui sont affiliés à l'ONU et viennent seuls ou en groupes, y compris du Département des

opérations de maintien de la paix, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et d'autres organismes des Nations Unies, les envoyés spéciaux et de nombreuses autres personnes.

- Organisation de cours hebdomadaires sur la sécurité incendie à tous les nouveaux fonctionnaires de la mission et de remises à niveau pour les autres membres du personnel; d'exercices d'incendie, d'inspections et d'entretien du matériel de lutte contre les incendies dans tous les sites de la MONUSCO; évaluation de la sécurité incendie et établissement de rapports afin de l'élaboration de plans de sécurité incendie pour l'ensemble de la Mission; lutte contre tout accident ou sinistre touchant des installations, des biens ou des membres du personnel et organisation d'inspections incendie à l'intention des organismes des Nations Unies
- Organisation d'inspections mensuelles des bagages et mise en place de contrôles de sécurité à l'intention de 10 000 passagers environ de la MONUSCO et des autres entités des Nations Unies et de quelque 5,6 tonnes de fret dans les terminaux principaux de la MONUSCO (Kinshasa, Kisangani, Mbandaka, Kindu, Goma, Bunia, Bukavu, Kalemie, Kananga, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Kamina, Dungu et Manono)
- Accès, contrôle, surveillance et supervision de l'ensemble de la MONUSCO 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour veiller à la sécurité et à la sûreté de l'ensemble du personnel, des locaux et des biens de l'ONU
- Organisation de réunions bimensuelles (voire plus souvent si la situation l'exige) de l'équipe intégrée de coordination du dispositif de sécurité pour examiner les diverses questions de sécurité à l'échelle de toute la Mission

Groupe de la cession du matériel à la Base d'appui d'Entebbe

- Liquidation physique de 76 300 biens (1 300 durables; 75 000 non durables). Ils appartiennent à la MONUSCO et à d'autres missions desservies par la Base d'appui d'Entebbe.
- Liquidation en toute sécurité dans le cadre de marchés de 120 tonnes de déchets accumulés, dans le respect de l'environnement

Facteurs externes : La Mission devrait atteindre les objectifs et les réalisations escomptées à supposer que : a) les déplacements du personnel et le déploiement des ressources opérationnelles ne soient pas interrompus; b) les fournisseurs et les sous-traitants dispensent les biens et les services prévus conformément aux marchés conclus.

Tableau 26

Ressources humaines : composante 4 (Appui)

	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Équipe déontologie et discipline									
Postes approuvés 2014/15	–	1	5	6	2	14	6	–	20
Postes proposés 2015/16	–	1	5	6	2	14	6	–	20
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Section de la sécurité et de la sûreté									
Postes approuvés 2014/15	–	–	4	12	85	101	391	1	493
Postes proposés 2015/16	–	–	4	12	85	101	386	1	488
Variation nette	–	–	–	–	–	–	(5)	–	(5)

	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Division de l'appui à la Mission									
Bureau du Directeur									
Postes approuvés 2014/15	–	1	12	12	31	56	442	12	510
Postes proposés 2015/16	–	1	13	16	25	55	267	10	332
Variation nette	–	–	1	4	(6)	(1)	(175)	(2)	(178)
Bureau du Directeur adjoint									
Postes approuvés 2014/15	–	1	11	25	92	129	236	82	447
Postes proposés 2015/16	–	1	10	24	86	121	234	69	424
Variation nette	–	–	(1)	(1)	(6)	(8)	(2)	(13)	(23)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	15	–	15
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	15	–	15
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (Bureau du Directeur adjoint)									
Postes approuvés 2014/15	–	1	11	25	92	129	251	82	462
Postes proposés 2015/16	–	1	10	24	86	121	249	69	439
Variation nette	–	–	(1)	(1)	(6)	(8)	(2)	(13)	(23)
Fourniture de services									
Postes approuvés 2014/15	–	1	25	48	154	228	1 018	231	1 477
Postes proposés 2015/16	–	1	23	45	139	208	1 028	199	1 435
Variation nette	–	–	(2)	(3)	(15)	(20)	10	(32)	(42)
Gestion de la chaîne logistique									
Postes approuvés 2014/15	–	1	9	20	82	112	219	93	424
Postes proposés 2015/16	–	1	10	16	72	99	256	84	439
Variation nette	–	–	1	(4)	(10)	(13)	37	(9)	15
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	2	–	2
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	2	–	2
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total partiel (gestion de la chaîne logistique)									
Postes approuvés 2014/15	–	1	9	20	82	112	221	93	426
Postes proposés 2015/16	–	1	10	16	72	99	258	84	441
Variation nette	–	–	1	(4)	(10)	(13)	37	(9)	15

	Personnel recruté sur le plan international					Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total	
	SGA/SSG	D-2/D-1	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				Total partiel
Total (Division de l'appui à la Mission)									
Postes approuvés 2014/15	–	4	57	105	359	525	1 915	418	2 858
Postes proposés 2015/16	–	4	56	101	322	483	1 785	362	2 630
Variation nette	–	–	(1)	(4)	(37)	(42)	(130)	(56)	(228)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	17	–	17
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	17	–	17
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (Division de l'appui à la Mission, y compris les titulaires d'emplois de temporaire)									
Effectifs approuvés 2014/15	–	4	57	105	359	525	1 932	418	2 875
Effectifs proposés 2015/16	–	4	56	101	322	483	1 802	362	2 647
Variation nette	–	–	(1)	(4)	(37)	(42)	(130)	(56)	(228)
Total (personnel civil)									
Postes approuvés 2014/15	–	5	66	123	446	640	2 312	419	3 371
Postes proposés 2015/16	–	5	65	119	409	598	2 177	363	3 138
Variation nette	–	–	(1)	(4)	(37)	(42)	(135)	(56)	(233)
Emplois de temporaire approuvés ^b 2014/15	–	–	–	–	–	–	17	–	17
Emplois de temporaire proposés ^b 2015/16	–	–	–	–	–	–	17	–	17
Variation nette	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total (personnel civil, y compris les titulaires d'emplois de temporaire)									
Effectifs approuvés 2014/15	–	5	66	123	446	640	2 329	419	3 388
Effectifs proposés 2009/10	–	5	65	119	409	598	2 194	363	3 155
Variation nette	–	–	(1)	(4)	(37)	(42)	(135)	(56)	(233)

^a Administrateurs et agents des services généraux recrutés sur le plan national.

^b Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), au titre du personnel civil.

Personnel recruté sur le plan international staff : diminution nette de 42 postes

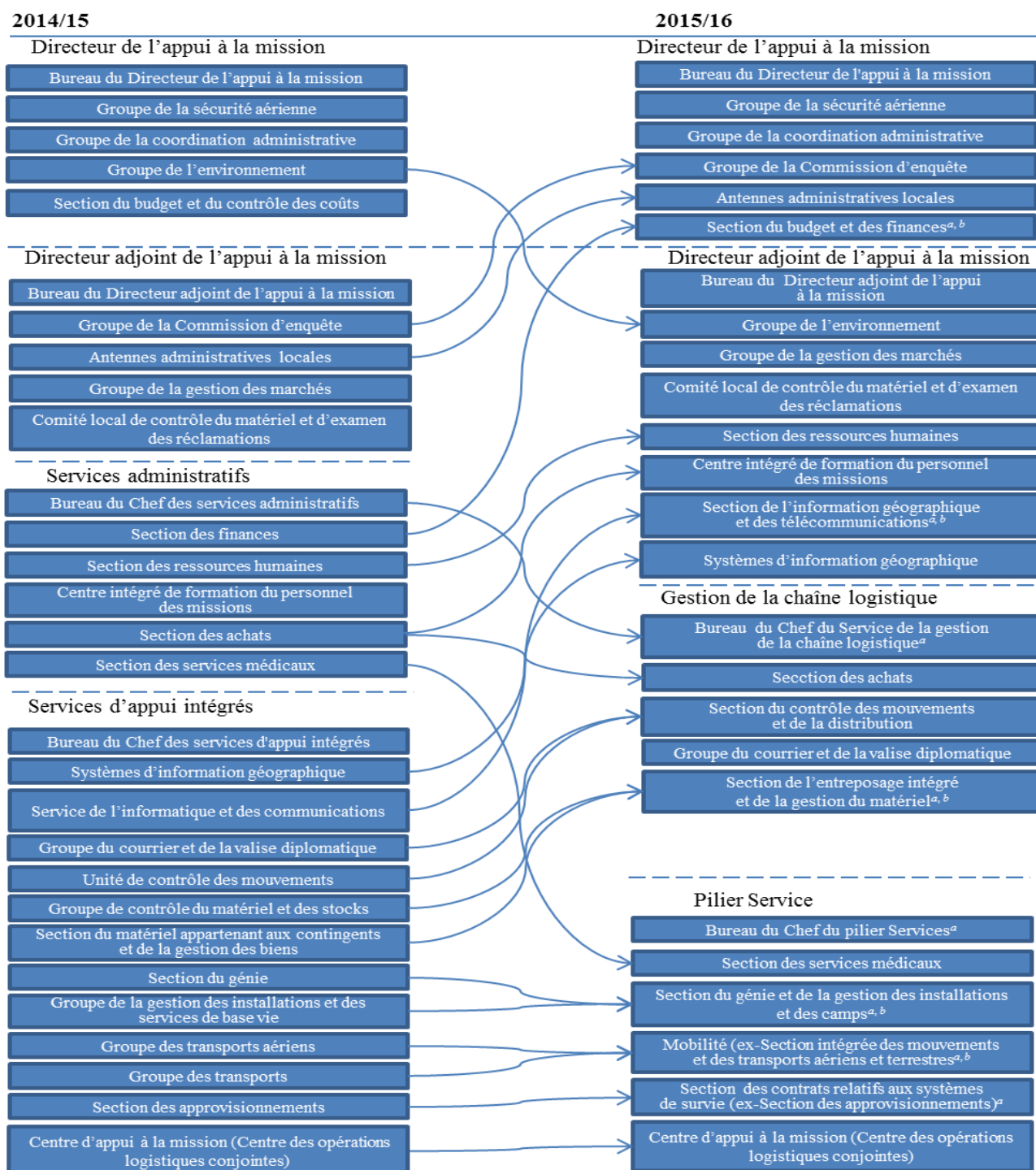
Personnel recruté sur le plan national : diminution nette de 135 postes

Volontaires des Nations Unies : diminution nette de 57 postes

136. Les changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs de la composante 4 sont indiqués dans le diagramme 5 (au niveau des sections) et dans les tableaux 27 à 31 (au niveau des postes).

Diagramme 5

Changements proposés au niveau des sections au titre de la composante 4



2015/16 Changements proposés

^aBureau rebaptisé; ^bBureau fusionné;

→ Bureau transféré 2015/16

Section de la sécurité et de la sûreté

Tableau 27

Changements proposés aux ressources humaines à la Section de la sécurité et de la sûreté

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	-5	GN	Chauffeur	Suppression	
Total	-5				

Abréviation : GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

137. Il est proposé de supprimer 5 postes d'agents des services généraux recrutés sur le plan national, en application des recommandations issues de l'étude du personnel civil et du fait de la restructuration de la Mission.

Division de l'appui à la mission

138. Au cours de l'exercice 2015/16, des modifications seront apportées et des concepts élaborés, en application des recommandations figurant dans la stratégie globale d'appui aux missions. La MONUSCO poursuivra la restructuration de la Division de l'appui à la mission, en vue de mieux faire correspondre les ressources aux besoins actuels. Les anciens piliers, Services d'appui intégrés et services administratifs, seront remaniés en prévision de la création des piliers Services et gestion de la chaîne logistique, l'objectif étant de rationaliser les procédures d'achats, de transports, d'entreposage et de distribution, tout en étant en mesure de répondre aux besoins opérationnels et logistiques de la Mission, l'accent étant mis sur la satisfaction des usagers. L'harmonisation et les changements structurels s'expliquent notamment par la nécessité d'améliorer la structure de suivi et d'établissement des rapports de la Mission dans les domaines financier, logistique et de la prestation de services et de simplifier et rationaliser les divers procédés pendant la poursuite de la mise en place d'Umoja. Il convient également de redéfinir les attributions et les rôles du Directeur et du Directeur adjoint de l'appui à la mission afin d'appuyer les concepts de services et de gestion de la chaîne logistique.

Bureau du Directeur de l'appui à la mission

Table 28

Changements proposés aux ressources humaines au Bureau du Directeur de l'appui à la mission

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Groupe de la sécurité aérienne					
Postes	+1	P-3	Spécialiste de la sécurité aérienne	Création	
	-2	SM	Assistant (sécurité aérienne)	Suppression	
Total partiel	-1				

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Antennes administratives locales					
Postes	+1	P-4	Attaché d'administration	Reclassement	Du SM
	+3	P-3	Attaché d'administration	Reclassement	Du SM
	-1	SM	Assistant administratif	Reclassement	A P-4
	-3	SM	Assistant administratif	Reclassement	A P-3
	-1	GN	Assistant administratif	Redéploiement	Au Groupe de la réforme du secteur de la sécurité
	-1	GN	Assistant administratif	Redéploiement	À la Cellule d'analyse conjointe de la Mission
	-1	GN	Assistant administratif	Réaffectation	Au Groupe d'appui à la mobilisation
	-80	GN	Assistant multilingue	Suppression	
	-1	GN	Assistant administratif	Redéploiement	À la Section de la protection de l'enfance
	-2	GN	Assistant multilingue	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général
	-6	GN	Assistant multilingue	Réaffectation	Au Bureau des droits de l'homme
	-84	GN	Assistant multilingue	Réaffectation	À la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration
	-1	VNU	Assistant au soutien logistique	Réaffectation	Au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (état de droit et opérations dans l'Est)
Total partiel	-177				
Groupe de la Commission d'enquête					
Postes	+1	GN	Assistant (Groupe de la Commission d'enquête)	Reclassement	Des VNU
	-1	VNU	Assistant (sécurité aérienne)	Reclassement	Au GN
Total partiel	-				
Total	-178				

Abréviations : SM : Service mobile; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaires des Nations Unies.

139. Au cours de l'exercice 2015/16, le rôle du Directeur de l'appui à la mission sera davantage axé sur les contrôles budgétaires et financiers et la gestion de la performance, tandis qu'une plus grande attention sera consacrée aux partenariats avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires. Par ailleurs, conformément à toutes les autres missions de maintien de la paix de l'ONU, la Section du budget et des finances sera consolidée.

140. Le Bureau du Directeur de l'appui à la mission continuera de chapeauter le Groupe de la sécurité aérienne et le Groupe de la coordination administrative; par ailleurs, à l'issue de la reconfiguration de la Division de l'appui à la mission, le Groupe de la Commission d'enquête et les Antennes administratives locales ne

relèveront plus du Directeur adjoint de l'appui à la mission, tandis que la Section des finances sera transférée des services administratifs, fusionnera avec la Section du budget et du contrôle des coûts et sera chapeautée par le Directeur de l'appui à la mission.

Groupe de la sécurité aérienne

141. Dans le Groupe de la sécurité aérienne, l'on se propose de supprimer deux postes du Service mobile (deux assistants à la sécurité aérienne) et de créer 1 poste P-3 (spécialiste de la sécurité aérienne). Le Groupe compte parmi ses principales activités les enquêtes sur les incidents et les accidents liés aux aéronefs; la charge de travail s'est alourdie au point que le Spécialiste de la sécurité aérienne a besoin d'un soutien supplémentaire pour améliorer les enquêtes sur un plan tant qualitatif que quantitatif. Les qualifications et l'expérience requises pour mener les enquêtes liées à la sécurité de l'aviation ne sont pas disponibles au niveau du Service mobile, d'où la suggestion d'y supprimer deux postes et de créer à la place un poste P-3 supplémentaire.

Antennes administratives locales

142. Il est envisagé d'accorder plus d'autorité et d'autonomie aux antennes administratives locales afin de permettre la prise de décisions plus rapides, notamment en ce qui concerne les achats et les finances. Dans ce contexte, il est proposé de reclasser 4 postes d'agent du Service mobile d'assistant administratif en 1 poste P-4 et 3 postes P-3 d'attaché d'administration. L'objectif consistant à poursuivre la décentralisation et à fournir aux antennes locales un appui administratif et logistique plus économique, plus efficace et plus réactif, le titulaire du poste P-4 d'attaché d'administration disposera de pouvoirs délégués renforcés en ce qui concerne les achats et les finances et il supervisera le travail du personnel logistique (pilier Services) et administratif de l'antenne locale pour améliorer l'utilisation des ressources. Il sera aussi le principal conseiller du chef de bureau pour toutes les questions d'appui. Les titulaires des 3 postes P-3 auront des fonctions similaires à celles du titulaire du poste P-4, mais pour des antennes de plus petite envergure fournissant un appui à un nombre de militaires moins important.

143. Il est proposé de réaffecter 84 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national d'assistant multilingue à la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Ces postes sont actuellement prêtés à la Section par l'antenne administrative locale et la réaffectation permettra de régulariser cet arrangement. Les titulaires de ces postes jouent un rôle essentiel dans la communication avec les collectivités locales et dans l'établissement et le maintien de relations avec des dizaines de groupes armés qui ont été sensibilisés aux avantages du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Chacun des sites où est représentée la Section disposera en moyenne de 6 fonctionnaires recrutés sur le plan national qui couvriront un vaste territoire et s'acquitteront de fonctions d'interprétation et de traduction du français et de l'anglais vers les langues locales, et vice-versa, au cours d'entretiens avec les ex-combattants, d'opérations de terrain et d'activités mineures menées dans les camps.

144. Dans le cadre de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de transférer 3 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national d'assistant administratif; de réaffecter 9 postes d'agent des services généraux

recruté sur le plan national (8 assistants multilingues et 1 assistant administratif) et 1 poste de Volontaire des Nations Unies d'assistant au soutien logistique à d'autres sections; et de supprimer 80 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national d'assistant multilingue, comme l'indique le tableau 28 ci-dessus.

Section des finances et du budget

145. Il est proposé de regrouper les fonctions relatives au budget et aux finances, comme cela a été fait dans d'autres missions de maintien de la paix. La nouvelle Section des finances et du budget combinera les fonctions exercées auparavant par la Section du budget et du contrôle des coûts (11 postes) et la Section des finances (21 postes), ce qui permettra d'instaurer des liens de coopération entre la gestion du budget et la comptabilité et l'information financières et de simplifier les procédures financières.

146. Cette nouvelle section sera donc composée de 32 postes et son chef aura le titre de Chef de la Section des finances et du budget. Le titulaire de ce poste (P-5) supervisera, accompagnera et dirigera les deux anciennes sections.

Groupe de la Commission d'enquête

147. Il est proposé de transformer 1 poste de Volontaire des Nations Unies d'assistant des commissions d'enquête en 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national.

Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission

Tableau 29

Changements proposés dans les ressources humaines : Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission					
Postes	+1	SM	Assistant administratif	Transfert	De l'équipe des chefs des antennes locales
Total partiel	+1				
Section de l'information géographique et des télécommunications					
Postes	-1	P-3	Spécialiste des télécommunications	Transformation	En AN
	-2	SM	Assistant informaticien	Suppression	
	-1	SM	Technicien en télécommunications	Suppression	
	-2	SM	Assistant au courrier	Transfert	À la Section du contrôle des mouvements et de la distribution
	+3	AN	Spécialiste des télécommunications	Transformation	En PN de VNU
	+1	AN	Informaticien	Transformation	En PN de VNU
	+1	AN	Spécialiste des télécommunications	Transformation	En PN de P-3
	-16	GN	Assistant au courrier	Transfert	À la Section du contrôle des mouvements et de la distribution

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	+3	GN	Assistant informaticien	Transformation	En PN de VNU
	-2	VNU	Assistant au courrier	Transfert	À la Section du contrôle des mouvements et de la distribution
	-3	VNU	Spécialiste des télécommunications	Transformation	En AN
	-1	VNU	Informaticien	Transformation	En AN
	-3	VNU	Assistant informaticien	Transformation	En GN
Total partiel	-23				
Section des ressources humaines					
Postes	-1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Reclassement	À P-3
	+1	P-3	Spécialiste des ressources humaines	Déclassement	De P-4
	-1	SM	Assistant chargé des ressources humaines	Transformation	En GN
	+1	GN	Assistant chargé des ressources humaines	Transformation	En PN de SM
Total partiel	-				
Groupe des systèmes d'information géographique					
Postes	-1	P-3	Spécialiste de l'information géographique	Transformation	En AN
	+1	AN	Spécialiste de l'information géographique	Transfert	De la Section du génie et de la gestion des installations et des camps
	+1	AN	Spécialiste de l'information géographique	Transformation	En PN de P-3
	-3	VNU	Assistant à l'information géographique	Suppression	
Total partiel	-2				
Centre intégré de formation du personnel des missions					
Postes	+2	AN	Fonctionnaire chargé de la formation	Création	
Total partiel	+2				
Groupe du Comité local de contrôle du matériel et du Comité d'examen des contrats					
Postes	-1	SM	Assistant aux réclamations	Transformation	En GN
	+1	GN	Assistant aux réclamations	Transformation	En PN de SM
	-1	VNU	Assistant aux réclamations	Suppression	
Total partiel	-1				
Total	-23				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; PN : personnel recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

148. Durant l'exercice 2015/16, le Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission se concentrera sur les fonctions de contrôle, d'assurance de la qualité et de coordination. Cette structure permettra d'intégrer les fonctions qui relèvent

actuellement des Services administratifs et des Services d'appui intégrés, qui ne dépendront pas des piliers Gestion de la chaîne d'approvisionnement et Services.

149. Comme le montre la figure V plus haut, le Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la mission continuera de superviser le Groupe de la gestion des marchés et le Groupe du Comité local de contrôle du matériel et du Comité d'examen des contrats. En raison de la réorganisation de la Division de l'appui à la mission, le Directeur adjoint de l'appui à la mission supervisera en 2015/16 le Groupe de l'environnement, transféré du Bureau du Directeur de l'appui à la mission, la Section des ressources humaines et le Centre intégré de formation du personnel des missions, transférés des Services administratifs, et la Section de l'information géographique et des télécommunications (auparavant Service de l'informatique et des communications et Groupe des systèmes d'information géographique), transférée des Services d'appui intégrés.

150. Il est proposé de transférer 1 poste d'agent du Service mobile d'assistant administratif de l'équipe des chefs des antennes locales. Avec la mise en place de la structure portée par la stratégie globale d'appui aux missions, le rôle du Directeur adjoint de l'appui à la mission a été redéfini pour comprendre la gestion de sections qui relevaient de structures à présent démantelées, comme la Section des ressources humaines, la Section de l'information géographique et des télécommunications et le Centre intégré de formation du personnel des missions. On s'attend donc à ce que la charge de travail augmente et à ce que le Bureau ait besoin d'un assistant administratif supplémentaire pour faciliter l'exécution des tâches quotidiennes et s'acquitter des tâches opérationnelles, notamment en ce qui concerne le suivi, l'administration et la coordination.

Section de l'information géographique et des télécommunications

151. Dans la Section de l'information géographique et des télécommunications, il est proposé de transformer 1 poste P-3 et 7 postes de Volontaire des Nations Unies en 8 postes de fonctionnaire recruté sur le plan national afin de renforcer les capacités du personnel national. Ainsi, 1 poste P-3 de spécialiste des télécommunications et 7 postes de Volontaire des Nations Unies (1 informaticien, 3 assistants informaticiens et 3 spécialistes des télécommunications) seront transformés en 5 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 3 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre. Il est également proposé de supprimer 3 postes d'agent du Service mobile (2 assistants informaticiens et 1 assistant aux télécommunications), conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil. En outre, il est proposé de transférer le Groupe du courrier et de la valise diplomatique de l'ancienne Section des communications et de l'informatique à la Section du contrôle des mouvements, ce qui permettrait d'améliorer la structure hiérarchique étant donné que les fonctions du Groupe nécessitent l'envoi de colis principalement à l'aide des aéronefs de la Mission. Ce transfert concernerait 2 postes d'agent du Service mobile, 2 postes de Volontaire des Nations Unies et 16 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national.

Groupe des systèmes d'information géographique

152. Dans le Groupe des systèmes d'information géographique, il est proposé de transformer 1 poste P-3 de spécialiste de l'information géographique en poste

d'administrateur recruté sur le plan national sans changement de titre afin d'améliorer le renforcement des capacités du personnel national. En outre, le Groupe faisant maintenant partie de la Section de l'information géographique et des télécommunications, il est proposé d'y transférer 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national de spécialiste de l'information géographique de la Section du génie au Groupe compte tenu des fonctions exercées par le titulaire de ce poste. Il est également proposé de supprimer 3 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant au système d'information géographique, car ces postes seront regroupés au Centre de services mondial de Brindisi (Italie).

Section des ressources humaines

153. À la Section des ressources humaines, il est proposé de déclasser 1 poste P-4 à P-3. Le titulaire de ce poste sera chargé du Groupe du recrutement, qui peut être administré au niveau P-3 car l'accueil des nouveaux arrivants est pris en charge par le Centre de services régional d'Entebbe, qui appuie la Mission. Il est aussi proposé de transformer 1 poste d'agent du Service mobile d'assistant chargé des ressources humaines en 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national.

Groupe de l'environnement

154. Il est proposé de transférer la responsabilité du Groupe de l'environnement du Bureau du Directeur de l'appui à la mission au Bureau du Directeur adjoint de l'appui à la Mission. La reconfiguration majeure de la composante Appui nécessite la réorganisation de plusieurs sections et groupes afin d'équilibrer les responsabilités d'encadrement. Ce remaniement cadre bien avec le rôle global du Directeur adjoint de l'appui à la mission, qui consiste à garantir le contrôle de la qualité et à veiller à la bonne application des politiques internes. Le Groupe comprend 4 postes, à savoir 1 poste P-4, 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national et 2 postes de Volontaire des Nations Unies.

Centre intégré de formation du personnel des missions

155. Au Centre intégré de formation du personnel des missions, il est proposé de créer 2 postes d'administrateur recruté sur le plan national de fonctionnaire chargé de la formation. Les titulaires de ces postes seront affectés dans l'est de la République démocratique du Congo et chargés de coordonner les activités de formation nécessaires pour appuyer l'exécution du programme de renforcement des capacités du personnel national entrepris au niveau de la Mission. Ce nouveau programme porte sur neuf domaines de connaissances et vise à consolider les compétences des fonctionnaires de la composante organique et de la composante Appui. Les besoins de formation dans l'est du pays ont augmenté en raison de la redistribution des effectifs lancée récemment, qui a fait augmenter le nombre de postes dans cette région. Les deux fonctionnaires chargés de la formation seront chargés de superviser la conception, l'application et l'exécution de programmes de formation internes; de réaliser des enquêtes sur le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national et de répertorier les cours permettant de renforcer les compétences requises dans le cadre de l'exécution du mandat de la Mission; d'entretenir des contacts avec les chefs de section afin de contrôler l'utilisation des budgets de formation; de superviser les activités de formation

linguistique; d'informer les autres instructeurs et de superviser le déroulement de cours de formation. Ils seront affectés à Bukavu et à Goma, qui sont les principaux pôles de formation, ce qui permettra de réduire les coûts de voyage des participants travaillant dans la région et d'offrir des cours plus régulièrement. L'augmentation des effectifs de la Section vise à fournir plus de cours, notamment des ateliers de formation des formateurs, à réduire le recours à des consultants et à mieux respecter les exigences de formation obligatoire.

Groupe du Comité local de contrôle du matériel et du Comité d'examen des contrats

156. Dans le Groupe du Comité local de contrôle du matériel et du Comité d'examen des contrats, il est proposé de transformer 1 poste d'agent du Service mobile d'assistant aux réclamations en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités nationales. Conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est également proposé de supprimer 1 poste de Volontaire des Nations Unies d'assistant aux réclamations.

Pilier Services

Tableau 30

Changements proposés dans les ressources humaines : pilier Services

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Bureau du responsable du pilier Services					
Postes	-1	P-3	Logisticien	Transfert	Au Centre d'appui à la mission
Total partiel	-1				
Section du génie et de la gestion des installations et des camps					
Postes	-1	P-4	Ingénieur	Suppression	
	-2	SM	Technicien du génie	Transformation	En GN
	-1	SM	Assistant administratif	Transformation	En GN
	-1	AN	Ingénieur	Transfert	Au Groupe des systèmes d'information géographique
	+6	AN	Ingénieur	Création	
	-3	GN	Assistant (eau et assainissement)	Suppression	
	-1	GN	Électricien	Suppression	
	-1	GN	Mécanicien (groupes électrogènes)	Suppression	
	-2	GN	Opérateur de véhicule lourd	Suppression	
	-3	GN	Assistant (gestion des installations et des camps)	Suppression	
	+2	GN	Technicien du génie	Transformation	En PN de SM
	+1	GN	Assistant administratif	Transformation	En PN de SM
	+1	GN	Assistant (gestion des installations et des camps)	Transformation	En PN de VNU
	+5	GN	Assistant Génie	Transformation	En PN de VNU

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
-1	VNU	Assistant (gestion des installations et des camps)	Transformation	En GN
-6	VNU	Assistant Génie	Suppression	
-5	VNU	Assistant Génie	Transformation	En GN
-2	VNU	Assistant Génie	Suppression	
Total partiel -14				
Section des contrats relatifs aux systèmes de survie				
Postes	-1	SM	Assistant chargé de la gestion des marchés	Suppression
	-1	SM	Assistant à la gestion des carburants	Suppression
	-1	SM	Assistant à la gestion des rations	Suppression
	-3	SM	Assistant aux fournitures	Suppression
	-2	VNU	Assistant à la gestion des carburants	Suppression
Total partiel -8				
Section des services médicaux				
Postes	+1	GN	Assistant médical	Reclassement De VNU
	-1	GN	Chauffeur	Suppression
	-1	VNU	Assistant médical	Reclassement À GN
Total partiel -1				
Centre d'appui à la mission				
Postes	-1	P-4	Logisticien	Transformation En AN
	+1	P-3	Logisticien	Transfert Du Bureau du responsable du pilier Services
	-2	SM	Assistant au soutien logistique	Transformation En GN
	+5	AN	Logisticien	Création
	+1	AN	Logisticien	Transformation En PN de P-4
	+2	GN	Assistant au soutien logistique	Transformation En PN de SM
	-5	VNU	Assistant au soutien logistique	Suppression
Total partiel +1				
Section de la mobilité (ancienne Section des transports)				
Postes	-1	P-2	Fonctionnaire chargé des transports	Transformation En AN
	-2	SM	Assistant (transports)	Transformation En GN
	+4	AN	Fonctionnaire chargé des transports	Création
	+1	AN	Fonctionnaire chargé des transports	Transformation En PN de P-2
	+2	GN	Assistant (transports)	Transformation En PN de SM
	-11	GN	Chauffeur	Suppression
	-4	VNU	Assistant (transports)	Suppression

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
(Ancienne Section des transports aériens)					
Postes	-1	P-3	Fonctionnaire chargé des opérations aériennes	Transformation	En AN
	-1	P-2	Fonctionnaire chargé des opérations aériennes (adjoint de 1 ^{re} classe)	Transformation	En AN
	-2	SM	Assistant aux opérations aériennes	Transformation	En GN
	+1	AN	Fonctionnaire chargé des opérations aériennes	Transformation	En PN de P-3
	+3	AN	Fonctionnaire chargé des opérations aériennes	Création	
	+1	AN	Spécialiste de la conformité technique	Transformation	En PN de P-2
	+2	GN	Assistant aux opérations aériennes	Transformation	En PN de SM
	-1	GN	Assistant aux opérations aériennes	Réaffectation	Au Groupe de l'appui à la stabilisation
	-4	VNU	Chauffeur	Suppression	
	-3	VNU	Assistant aux opérations aériennes	Suppression	
	-3	VNU	Assistant aux opérations aériennes	Suppression	
Total partiel	-19				
Total	-42				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; AN : administrateur recruté sur le plan national; PN : personnel recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

157. La structure du pilier Services permettra d'optimiser les compétences essentielles et de normaliser et simplifier les activités puisque chaque section du pilier se concentrera sur les services aux clients et n'aura plus à se préoccuper des aspects relatifs à la chaîne d'approvisionnement comme c'est le cas aujourd'hui. Cette structure comprendra un guichet d'accueil au Centre d'appui à la mission qui sera chargé de dresser l'inventaire des besoins de toutes les composantes.

158. En raison de la réorganisation de la Division de l'appui à la mission, le Bureau du responsable du pilier Services supervisera la Section des services médicaux, la Section du génie et de la gestion des installations et des camps, la Section de la mobilité (qui rassemble les anciennes Section des transports et Section des transports aériens), la Section des contrats relatifs aux systèmes de survie (ancienne Section des approvisionnements) et le Centre d'appui à la mission (Centre des opérations logistiques conjointes). Comme le montre la figure V plus haut, cette nouvelle structure englobe des sections qui relevaient auparavant des Services administratifs et des Services d'appui intégrés.

Bureau du responsable du pilier Services

159. Il est proposé de transférer 1 poste P-3 de logisticien au Centre d'appui à la mission, étant donné que ce dernier a besoin d'un poste supplémentaire en raison d'un remaniement (voir plus bas).

Section du génie et de la gestion des installations et des camps

160. Au sein de la Section du génie, il est proposé de transformer 3 postes d'agent du Service mobile (2 techniciens du génie et 1 assistant administratif) et 6 postes de Volontaire des Nations Unies [5 assistants Génie et 1 assistant (gestion des installations et des camps)] en 9 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Dans le même but, il est également proposé de créer 6 postes d'administrateur recruté sur le plan national d'ingénieur et de supprimer 6 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant Génie. En outre, il est proposé de transférer 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national d'ingénieur au Groupe des systèmes d'information géographique, comme l'indique le paragraphe 152. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est également proposé de supprimer 1 poste P-4, 10 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 2 postes de Volontaire des Nations Unies, comme l'indique le tableau 30 ci-dessus.

Section des contrats relatifs aux systèmes de survie

161. Dans la Section des contrats relatifs aux systèmes de survie (ancienne Section des approvisionnements), il est proposé de supprimer 6 postes d'agent du Service mobile et 2 postes de Volontaire des Nations Unies, comme l'indique le tableau 30 ci-dessus. La Section a réexaminé la composition de ses effectifs et déterminé quels postes ne seraient plus nécessaires en tenant compte de la réduction attendue des effectifs de la composante militaire.

Section des services médicaux

162. Dans la Section des services médicaux, il est proposé de transformer 1 poste de Volontaire des Nations Unies d'assistant médical en poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. En outre, conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est également proposé de supprimer 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national de chauffeur.

Centre d'appui à la mission

163. Il est proposé d'étoffer les effectifs du Centre d'appui à la mission par 1 poste P-3 de logisticien au moyen du transfert d'un poste P-3 du Bureau du responsable du pilier Services. Le titulaire de ce poste fournira l'appui logistique nécessaire aux sites implantés dans les régions touchées par le conflit armé et dirigera l'équipe chargée de ce secteur. Il offrira des conseils techniques aux responsables sur le terrain et, par une étroite surveillance, il veillera à la bonne mise en œuvre des tâches de soutien logistique approuvées afin d'offrir un appui efficace et rapide. Ce poste a été prêté pendant l'exercice 2014/15 et son transfert permettrait de régulariser l'arrangement existant.

164. Il est également proposé de transformer 1 poste P-4 de logisticien en poste d'administrateur recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Pour la même raison, il est aussi proposé de créer 5 postes d'administrateur recruté sur le plan national de logisticien et de supprimer 5 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant au

soutien logistique, et de transformer 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant au soutien logistique en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre.

Section de la mobilité

165. Il est proposé de fusionner la Section des transports et la Section des transports aériens pour former la Section de la mobilité. Au Groupe des transports de la Section de la mobilité, il est proposé de transformer 1 poste P-2 de fonctionnaire chargé des transports en 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national sans changement de titre. Il est également proposé de créer 4 postes d'administrateur recruté sur le plan national de fonctionnaire chargé des transports et de supprimer 4 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant (transports), et de transformer 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant (transports) en 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est également proposé de supprimer 11 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national de chauffeur.

166. Dans le Groupe des transports aériens de la Section de la mobilité, il est proposé de transformer 1 poste P-3 de fonctionnaire chargé des opérations aériennes et 1 poste P-2 de fonctionnaire chargé des opérations aériennes (adjoint de 1re classe) en 2 postes d'administrateur recruté sur le plan national de fonctionnaire chargé des opérations aériennes et 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant aux opérations aériennes en postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Pour la même raison, il est en outre proposé de créer 3 postes d'administrateur recruté sur le plan national de fonctionnaire chargé des opérations aériennes et de supprimer 3 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant aux opérations aériennes. Il est également proposé de réaffecter 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national d'assistant aux opérations aériennes au Groupe de l'appui à la stabilisation, conformément aux conclusions de l'examen des besoins en personnel civil. En outre, conformément aux recommandations formulées à l'issue de cet examen, il est proposé de supprimer 3 postes de Volontaire des Nations Unies d'assistant aux opérations aériennes et 4 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national de chauffeur.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Tableau 31

Changements proposés dans les ressources humaines : gestion de la chaîne d'approvisionnement

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement					
Postes	-1	P-3	Traducteur	Transformation	En AN
	+1	AN	Traducteur	Transformation	En PN de P-3
	-1	P-3	Spécialiste des questions de qualité de vie	Transformation	En AN

<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
+1	AN	Spécialiste des questions de qualité de vie	Transformation	En PN de P-3
+1	AN	Conseiller du personnel	Création	
Total partiel	+1			
Section des achats				
Postes	+1	P-4	Fonctionnaire chargé des achats	Création
	-2	P-3	Fonctionnaire chargé des achats	Transformation En AN
	-2	SM	Assistant aux achats	Transformation En GN
	+2	AN	Fonctionnaire chargé des achats	Transformation En P-3
	+2	GN	Assistant aux achats	Transformation En PN de SM
Total partiel	+1			
Section de l'entreposage intégré et de la gestion du matériel				
Postes	-1	SM	Assistant à la réception et à l'inspection	Transformation En GN
	-1	SM	Assistant aux réclamations	Transformation En GN
	-1	SM	Assistant à la cession du matériel	Transformation En GN
	-1	SM	Assistant chargé du matériel appartenant aux contingents	Transformation En GN
	-1	SM	Assistant à la réception et à l'inspection	Suppression
	-1	SM	Assistant chargé du matériel appartenant aux contingents	Suppression
	+2	AN	Administrateur chargé du matériel appartenant aux contingents	Création
	+2	AN	Administrateur chargé de la cession des biens	Création
	+2	GN	Assistant à la réception et à l'inspection	Transformation En PN de VNU
	+1	GN	Assistant à la réception et à l'inspection	Transformation En PN de SM
	+1	GN	Assistant aux réclamations	Transformation En PN de SM
	+1	GN	Assistant à la cession du matériel	Transformation En PN de SM
	+1	GN	Assistant chargé du matériel appartenant aux contingents	Transformation En PN de SM
	-1	GN	Assistant à la cession du matériel	Suppression
	-1	GN	Assistant à la réception et à l'inspection	Suppression
	-2	VNU	Assistant chargé du matériel appartenant aux contingents	Suppression
	-2	VNU	Assistant à la cession du matériel	Suppression
	-2	VNU	Assistant à la réception et à l'inspection	Transformation En AN

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Description</i>
	-1	VNU	Assistant à la cession du matériel	Suppression	
	+3	GN	Assistant au Groupe de contrôle du matériel et des stocks	Transformation	En PN de VNU
	-3	VNU	Assistant au Groupe de contrôle du matériel et des stocks	Transformation	En GN
Total partiel	-5				
Section du contrôle des mouvements					
Postes	+2	SM	Assistant au courrier	Transfert	De la Section de l'information géographique et des télécommunications
	-1	SM	Assistant administratif	Transformation	En GN
	-1	SM	Assistant au contrôle des mouvements	Transformation	En GN
	-2	SM	Assistant au contrôle des mouvements	Suppression	
	+16	GN	Assistant au courrier	Transfert	De la Section de l'information géographique et des télécommunications
	+1	GN	Assistant administratif	Transformation	En PN de SM
	+1	GN	Assistant au contrôle des mouvements	Transformation	En PN de SM
	+1	GN	Assistant au courrier	Transformation	De VNU
	-1	VNU	Assistant au courrier	Transformation	En GN
	+2	VNU	Assistant au courrier	Transfert	De la Section de l'information géographique et des télécommunications
Total partiel	+18				
Total	+15				

Abréviations : AN : administrateur recruté sur le plan national; PN : personnel recruté sur le plan national; SM : agent du Service mobile; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

Bureau du responsable de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

167. À la suite de la réorganisation de la Division de l'appui à la mission, le Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement devra superviser la Section des achats, la Section du contrôle des mouvements et de la distribution et la Section de l'entrepôt intégré et de la gestion du matériel (ancienne Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU). Comme le montre la figure V plus haut, au titre de cette nouvelle structure, le Bureau englobe des sections qui relevaient auparavant des Services administratifs et des Services d'appui intégrés.

168. Dans le Groupe de la traduction et de l'interprétation du Bureau, il est proposé de transformer 1 poste P-3 de traducteur en poste d'administrateur recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Pour la même raison, dans le Groupe du soutien psychosocial et de la qualité de vie, il est proposé de transformer 1 poste P-3 de spécialiste des questions de qualité de vie en poste d'administrateur recruté sur le plan national sans changement de titre. Il est également proposé de créer 1 poste

d'administrateur recruté sur le plan national de conseiller du personnel pour renforcer le Groupe et porter ses effectifs de quatre à cinq postes. La création de ce poste supplémentaire permettra d'augmenter le nombre de membres du personnel bénéficiant de séances individuelles ou collectives portant sur des sujets comme la gestion du stress, les suites d'un traumatisme et les interventions en cas de crise, ainsi que de programmes de prévention menés sous forme d'ateliers sur le sevrage tabagique, le règlement des conflits, les relations d'équipe et l'abus d'alcool et la toxicomanie. La création de ce poste permettra de consolider l'application du programme de renforcement des capacités nationales.

Section des achats

169. Il est proposé de créer 1 poste P-4 de fonctionnaire chargé des achats à la Section des achats. L'application par la MONUSCO du modèle porté par la stratégie globale d'appui aux missions nécessite une modification de la structure de la Section, et le titulaire de ce nouveau poste P-4 sera chargé d'étudier l'articulation des tâches et de proposer les changements requis. Il entretiendra également des liens avec l'entrepôt central pour garantir une planification stratégique et complète des besoins de la Mission, notamment en ce qui concerne les seuils de commande, les quantités à commander et les stocks de sécurité de consommables, compte tenu des délais d'achat pour chacune des catégories. Il est également proposé de transformer 2 postes P-3 de fonctionnaire chargé des achats et 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant aux achats en 2 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national sans changement de titre afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national.

Section du contrôle des mouvements et de la distribution

170. À la Section du contrôle des mouvements et de la distribution, il est proposé de transformer 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant au contrôle des mouvements et d'assistant administratif et 1 poste de Volontaire des Nations Unies d'assistant au courrier en 3 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national (1 poste d'assistant au contrôle des mouvements, 1 poste d'assistant administratif et 1 poste d'assistant au courrier) afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. En outre, il est proposé de transférer le Groupe du courrier et de la valise diplomatique de la Section de l'information géographique et des télécommunications à la Section du contrôle des mouvements, ce qui permettrait d'améliorer la structure hiérarchique, les fonctions du Groupe nécessitant l'envoi de colis principalement à bord des aéronefs de la Mission. Ce transfert concernerait 2 postes d'agent du Service mobile, 2 postes de Volontaire des Nations Unies et 16 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national. En outre, conformément à la recommandation formulée à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil, il est proposé de supprimer 2 postes d'agent du Service mobile d'assistant au contrôle des mouvements.

Section de l'entreposage intégré et de la gestion du matériel

171. Dans la Section de l'entreposage intégré et de la gestion du matériel (ancienne Section de la gestion du matériel appartenant aux contingents ou à l'ONU), il est proposé de transformer 4 postes d'agent du Service mobile et 5 postes de Volontaire des Nations Unies en 9 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national. Comme l'indique le tableau 31 plus haut, il est également proposé de créer

4 postes d'administrateur recruté sur le plan national et de supprimer 4 postes de Volontaire des Nations Unies afin de favoriser le renforcement des capacités du personnel national. Il est également proposé de supprimer 2 postes d'agent du Service mobile, 2 postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 poste de Volontaire des Nations Unies, conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'examen des besoins en personnel civil.

Centre de services régional d'Entebbe

172. Le cadre de budgétisation axée sur les résultats du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) présente les indicateurs de succès et les produits correspondant aux fonctions qui ont été transférées au Centre, à savoir la prestation de services en matière d'indemnités et de paiements, d'avantages et de prestations, d'établissement de rapports financiers et d'informatique et de communication au niveau régional, ainsi que l'administration du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.2 Le Centre de services régional est pleinement opérationnel, conformément à la stratégie globale d'appui aux missions.	<p>4.2.1 Réalisation des objectifs fixés pour l'ensemble des principaux indicateurs de résultats figurant dans les accords de prestation de services passés avec les missions clientes (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 75 %)</p> <p>4.2.2 Amélioration par rapport à l'année précédente des performances telles que mesurées par les principaux indicateurs de résultats figurant dans les accords de prestation de services passés avec les missions clientes (2015/16 : 84 %)</p> <p>4.2.3 Accroissement de la proportion des demandes de clients ayant reçu une réponse dans un délai de quarante-huit heures (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 80 %)</p> <p>4.2.4 Succès de la mise en service du progiciel de gestion intégré Umoja-Extension 1 et lancement des modules 4 et 5</p>

Produits

- Établissement de 12 rapports mensuels sur les résultats obtenus en matière de prestation de services aux missions clientes
- Conclusion et application d'accords de prestation de services avec toutes les missions clientes et maintien de l'accord de coopération conclu avec la MONUSCO
- Réponse aux demandes d'informations émanant des services à la clientèle de 14 missions clientes
- Achèvement de l'ensemble des activités du projet de préparation de la mise en service d'Umoja
- Exécution et mise à l'essai du plan de renforcement de la résilience
- Envoi aux clients du Centre de services régional de 12 rapports mensuels sur le taux d'occupation des postes au Centre et dans ses missions clientes
- Application des recommandations d'audit formulées par le Comité des commissaires aux comptes

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.3 Fourniture aux missions clientes de services financiers efficaces et rationnels	<p>4.3.1 Règlement des factures des fournisseurs dans les 27 jours (2013/14 : 98 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)</p> <p>4.3.2 Obtention de remises pour paiement rapide de la part des fournisseurs (2013/14: 92 %; 2014/15: 100 %; 2015/16: 100 %)</p> <p>4.3.3 Traitement des demandes d'indemnité du personnel (et saisie dans le système financier) dans les 21 jours ouvrables (2013/14 : 30 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 75 %)</p> <p>4.3.4 Versement des traitements du personnel avant la date limite mensuelle (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 100 %)</p> <p>4.3.5 Traitement des paiements autres que les émoluments dans les 3 jours ouvrables suivant le traitement des paiements automatiques (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 85 %)</p> <p>4.3.6 Taux de satisfaction des clients quant aux services financiers (paiement des indemnités, des factures et des traitements) (2013/14 : 42 %; 2014/15 : 80 %; 2015/16 : 80 %)</p>

Produits

- Traitement de 3 872 paiements aux fournisseurs pour le compte de la MONUSCO
- Versements de 22 246 indemnités au personnel de la MONUSCO

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.4 Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour le traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études	<p>4.4.1 Traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études (avances et indemnités) dans les 4 semaines (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 96 %)</p> <p>4.4.2 Renvoi des demandes d'indemnité pour frais d'études non réglementaires (avances et indemnités) dans les 14 jours (2013/14 : sans objet; 2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)</p>

Produits

- Traitement de 1 590 demandes d'indemnité pour frais d'études (demandes d'indemnités et avances) provenant de la MONUSCO

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.5 Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel en matière de voyages	4.5.1 Traitement des demandes de remboursement des frais de voyage dans les 14 jours (2013/14 : 64 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.5.2 Délivrance des billets pour les voyages dans les 7 jours (2013/14 : 90 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.5.3 Achat des billets au minimum 16 jours civils avant la date du voyage, comme prescrit (2013/14 : 36 %; 2014/15 : 75 %; 2015/16 : 75 %)

4.5.4 Taux de satisfaction des clients quant aux services relatifs aux voyages et aux demandes de remboursement des frais y afférents (2013/14 : 60 %; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 90 %)

Produits

- Délivrance de 3 094 billets d'avion, notamment à des membres du personnel civil et du personnel en tenue de la MONUSCO

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

4.6 Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour l'administration des arrivées et des départs

4.6.1 Administration de l'arrivée des membres du personnel recruté sur le plan international dans les 2 jours (2013/14 : 86 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.2 Administration de l'arrivée des Volontaires des Nations Unies dans les 2 jours (2013/14 : 95 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.3 Administration de l'arrivée du personnel en tenue dans les 2 jours (2013/14 : 90 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.4 Administration du départ des membres du personnel recruté sur le plan international en 1 jour (2013/14 : 20 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.5 Administration du départ des Volontaires des Nations Unies en 1 jour (2013/14 : 5 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.6 Administration du départ du personnel en tenue dans les 3 jours (2013/14 : 13 %; 2014/15 : 98 %; 2015/16 : 98 %)

4.6.7 Taux de satisfaction des clients quant à l'administration des arrivées et des départs (2013/14 : 45 %; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 75 %)

Produits

- Administration de l'arrivée et du départ de 320 membres du personnel civil, parmi lesquels des agents recrutés sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies de la MONUSCO
- Administration de l'arrivée et du départ de 413 agents en tenue de la MONUSCO

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

4.7 Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel pour la communication de l'information financière

4.7.1 Établissement de rapports financiers mensuels (balance des comptes et états connexes) dans les 15 jours ouvrables suivant la fin du mois (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)

4.7.2 Établissement d'états de rapprochement bancaire mensuels dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du mois (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)

4.7.3 Traitement des bordereaux interservices reçus sur base mensuelle, comptabilisation de ceux-ci dans le grand livre et établissement de rapports en la matière dans les 10 jours ouvrables suivant la fin du mois (2014/15 : sans objet; 2015/16 : 90 %)

Produits

- Établissement de 168 rapports financiers mensuels conformes aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), jusqu'au stade de la balance des comptes, pour 14 missions clientes (la MINUSS, la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA, l'UNSOA, la MINUSCA, la MENUB et la MANUSOM et 6 autres missions)
- Établissement de 240 états de rapprochement bancaire mensuels pour 20 banques dépositaires de comptes des missions clientes
- Traitement de 264 bordereaux interservices reçus sur base mensuelle et établissement de rapports en la matière pour 11 missions clientes

*Réalisations escomptées**Indicateurs de succès*

4.8 Fourniture aux missions clientes de services d'appui informatique efficaces et rationnels profitant également au Centre de services régional

4.8.1 Envoi des factures téléphoniques aux utilisateurs finaux dans les 7 jours suivant la réception du relevé d'appels vérifié par la mission cliente (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 97 %; 2015/16 : 97 %)

4.8.2 Maintien de la performance du réseau (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 99 %; 2015/16 : taux de disponibilité mensuelle du réseau de 99 %)

4.8.3 Règlement des problèmes et réponse aux demandes de services en matière d'informatique et de communications à Entebbe dans les 3 heures (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 100 %; 2015/16 : 100 %)

4.8.4 Règlement des problèmes en matière d'informatique et de communications à Entebbe dans les délais fixés selon le degré de priorité (critique : dans les 3 heures; élevé : dans les 6 heures; moyen : dans les 12 heures; faible : dans les 48 heures) (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 98 %)

4.8.5 Réponse aux demandes de services en matière d'informatique et de communications dans les délais fixés selon le degré de priorité (critique : dans les 2 heures; élevé : dans les 4 heures; moyen : dans les 24 heures; faible : dans les 48 heures) (2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 97 %)

4.8.6 Taux de satisfaction des clients quant aux services d'appui en matière d'informatique et de communications à l'échelle régionale (2012/13 : sans objet; 2013/14 : sans objet; 2014/15 : 90 %; 2015/16 : 90 %)

Produits

- Vérification de la conformité de 8 missions clientes aux normes de la Division de l'informatique et des communications
- Évaluation et mise en œuvre de trois projets régionaux alignés sur la stratégie de la Division de l'informatique et des communications en matière de centralisation, de mobilité et de réduction maximale de l'empreinte des missions clientes
- Mise en place d'un laboratoire d'innovations régional afin d'expérimenter et de proposer de nouveaux services d'appui en matière d'informatique et de communications
- Coordination d'initiatives écologiques régionales visant à stimuler sensiblement l'utilisation de sources d'énergie de substitution
- Mise au point de programmes de formation technique centralisés en matière d'informatique et de communications dans la région, notamment des cours sur les systèmes de transmission à l'intention des contingents, des activités de formation à l'entrée en fonctions pour le personnel civil, comprenant la distribution de matériel, et des cours sur la prise en main du réseau radio à ressources partagées (TETRA)
- Gestion effective de 10 065 comptes téléphoniques pour la MONUSCO
- Développement et évaluation de la résilience opérationnelle à Entebbe

Réalisations escomptées

Indicateurs de succès

4.9 Fourniture aux missions clientes d'un appui efficace et rationnel en matière de transport dans la région

4.9.1 Augmentation du pourcentage des militaires et des agents de police présents dans la région qui bénéficient d'un appui en matière de transport (en coordination avec le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements) (2015/16: 90 %)

4.9.2 Optimisation du nombre de passagers et de marchandises/bagages à bord des vols organisés pour le transport des contingents ou du personnel de police (2013/14: appareils remplis à 67 %; 2014/15 : 70%; 2015/16: 76 %)

4.9.3 Optimisation du nombre de passagers et de marchandises/bagages à bord des vols organisés dans le cadre du plan de vol régional intégré (2013/14: appareils remplis à 40 %; 2014/15: 70%; 2015/16: 70 %)

4.9.4 Augmentation du taux de satisfaction des missions clientes quant aux services fournis en matière de transport (2013/14: 69 % 2014/15: 80 %; 2015/16: 83 %)

4.9.5 Augmentation du taux de satisfaction des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police quant aux services de relève du personnel fournis par le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements (2013/14: sans objet; 2014/15: 80 %; 2015/16: 80 %)

Produits

- Coordination de 25 vols organisés pour le transport des contingents et du personnel de police au moyen d'appareils de l'Organisation des Nations Unies affrétés pour de longues durées pour la MONUSCO
- Transport de 852 militaires et membres du personnel de police pour la MONUSCO
- Transport de 10 400 passagers à bord de vols organisés dans le cadre du plan de vol régional intégré
- 468 heures de vol assurées pour la MINUSCA
- Organisation de 99 vols d'urgence (ponctuels), dont 3 pour la FISNUA, 80 pour l'UNSOA et 10 pour la MINUAD, pour le transport de personnalités et les évacuations pour raisons de sécurité, et pour le compte d'autres missions opérant dans des pays africains extérieurs à la région
- Conclusion d'un contrat de service régional des aéronefs hors de la zone de la mission
- Coordination de 3 activités de formation technique en matière de transport régional

Facteurs externes : La Mission devrait être en mesure d'atteindre ses objectifs et réalisations escomptées sous réserve que : a) aucune panne de courant ou de système ne touche l'infrastructure de la Base d'appui d'Entebbe ou les liaisons louées de sociétés privées, et les systèmes nécessaires au traitement des demandes, notamment le Système intégré de gestion, restent disponibles pendant les heures de travail; et b) le contrat de location des aéronefs n'est pas résilié et les appareils ne sont pas affectés à d'autres tâches prioritaires; des moyens aériens régionaux gérés par des missions clientes sont recensés et ces missions ont la priorité pour les utiliser.

Tableau 32

Ressources humaines : Centre de services régional d'Entebbe

	Personnel recruté sur le plan international						Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-3	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile	Total partiel			
Équipe de direction du Centre de services régional									
Postes approuvés 2014/15	–	–	1	–	–	1	–	–	1
Postes proposés 2015/16	–	1	2	–	–	3	–	–	3
Variation nette	–	1	1	–	–	2	–	–	2

	Personnel recruté sur le plan international					Total partiel	Personnel recruté sur le plan national ^a	Volontaires des Nations Unies	Total
	SGA/SSG	D-2/D-3	P-5/P-4	P-3/P-2	Service mobile				
Section chargée de l'administration des arrivées et des départs									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	—	2	2	2	—	4
Postes proposés 2015/16	—	—	—	—	2	2	2	—	4
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Section de la gestion des indemnités pour frais d'études									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	—	1	1	2	1	4
Postes proposés 2015/16	—	—	—	—	1	1	2	—	3
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Centre régional de formation et de conférences									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Postes proposés 2015/16	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	1	2	3	1	—	4
Postes proposés 2015/16	—	—	—	1	2	3	1	—	4
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Section des finances									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	4	23	27	16	8	51
Postes proposés 2015/16	—	—	3	5	5	13	35	1	49
Variation nette	—	—	3	1	(18)	(14)	19	(7)	(2)
Section des ressources humaines									
Effectif approuvé 2014/15	—	—	1	3	18	22	18	5	45
Effectif proposé 2015/16	—	—	3	4	3	10	43	—	53
Variation nette	—	—	2	1	(15)	(12)	25	(5)	8
Service régional de l'informatique et des communications									
Postes approuvés 2014/15	—	—	—	2	3	5	—	3	8
Postes proposés 2015/16	—	—	—	2	3	5	—	3	8
Variation nette	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total									
Effectif approuvé 2014/15	—	—	2	10	49	61	40	17	118
Effectif proposé 2015/16	—	1	8	12	16	37	84	4	125
Variation nette	—	1	6	2	(33)	(24)	44	(13)	7

^a Administrateurs et agents des services généraux.

Personnel recruté sur le plan international : diminution nette de 24 postes

Personnel recruté sur le plan national : augmentation de 44 postes

Volontaires des Nations Unies : diminution de 13 postes

173. Comme indiqué dans le rapport sur l'état d'avancement de la stratégie globale d'appui aux missions (A/66/591/Add.1), plusieurs missions ont contribué à la dotation en personnel du Centre de services régional d'Entebbe. Les missions qui étaient alors clientes du Centre, à savoir la MINUSS, la MONUSCO et la MINUAD, ont suivi une approche plus pragmatique dans leurs contributions et ont veillé à ce que le Centre dispose d'effectifs supplémentaires pour assurer ses fonctions dès le début.

174. Maintenant que le Centre de services régional est désormais pleinement opérationnel, il convient de veiller à ce que les missions clientes contribuent de manière équilibrée et équitable à sa dotation en effectifs et en ressources financières. En conséquence, il est proposé de répartir les besoins en personnel du Centre entre toutes les grandes missions clientes, à savoir la MINUSS, la MONUSCO, la MINUAD, la FISNUA, l'UNSOA et la MINUSCA, et d'exempter les plus petits bureaux qui ne disposent pas de personnel suffisant pour ce faire. Ce changement se fonde sur l'importante présence d'effectifs civils dans les grandes missions, en particulier de personnel de soutien.

175. Comme le montre le tableau 33 ci-après, la nouvelle répartition des effectifs a entraîné une modification des contributions des missions clientes, à la hausse ou à la baisse, à la fois en ce qui concerne le nombre de postes et leur classe. Dans les cas où une mission est amenée à fournir un poste de classe plus élevée qu'auparavant, celui-ci sera inscrit au budget de la mission en question pour 2015/16 et supprimé du tableau des effectifs de celle qui le fournissait lors de l'exercice précédent.

Tableau 33

Incidences de la nouvelle répartition des postes mis à disposition du Centre de services régional

	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2/P-1</i>	<i>Total</i>	<i>SM</i>	<i>Total partiel</i>	<i>AN</i>	<i>GN</i>	<i>Total partiel</i>	<i>VNU</i>	Total
MONUSCO	1	1	5	2	–	9	(33)	(24)	8	36	44	(13)	7
MINUAD	(1)	–	(2)	1	1	(1)	(25)	(26)	6	12	18	–	(8)
MINUSS	–	(1)	(4)	1	(1)	(5)	(15)	(20)	4	3	7	(4)	(17)
UNSOA	–	–	–	–	–	–	(4)	(4)	3	5	8	–	4
MINUSCA	–	–	1	1	1	3	2	5	(6)	(10)	(16)	–	(11)
FISNUA	–	–	–	–	–	–	–	–	2	5	7	–	7
Total	–	–	–	5	1	6	(75)	(69)	17	51	68	(17)	(18)

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

176. On trouvera dans le tableau 34 ci-dessous un récapitulatif des changements qu'il est proposé d'apporter aux effectifs de la MONUSCO du Centre de services régional d'Entebbe :

Tableau 34

**Changements proposés concernant les ressources humaines
au Centre de services régional à Entebbe**

	<i>Variation</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Origine ou destination du transfert ou type de transformation</i>
Postes	+1	D-1	Chef du Centre de services régional	Création	
	+1	P-5	Chef de service	Création	
Total partiel	+2				
Section des finances					
Postes	+3	P-4	Fonctionnaire des finances	Création	
	+1	P-3	Fonctionnaire des finances	Création	
	-18	SM	Assistant (finances)	Suppression	
	+3	AN	Fonctionnaire des finances	Création	
	+16	GN	Assistant (finances)	Création	
	-7	VNU	Assistant (finances)	Suppression	
Total partiel	-2				
Section des ressources humaines					
Postes	+2	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Création	
	+1	P-3	Spécialiste des ressources humaines	Création	
	-15	SM	Assistant chargé des ressources humaines	Suppression	
	+5	AN	Spécialiste des ressources humaines	Création	
	+20	GN	Assistant chargé des ressources humaines	Création	
	-5	VNU	Assistant chargé des ressources humaines	Suppression	
Total partiel	+8				
Section de la gestion des indemnités pour frais d'études					
Postes	-1	VNU	Assistant chargé des ressources humaines	Suppression	
Total partiel	+22				
Total	+7				

Abréviations : SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national; VNU : Volontaire des Nations Unies.

II. Ressources financières

A. Vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses ^a (2013/14) (1)	Montant alloué (2014/15) (2)	Dépenses prévues (2015/16) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Militaires et personnel de police					
Observateurs militaires	46 390,2	47 792,8	32 436,1	(15 356,7)	(32,1)
Contingents	532 961,0	568 831,9	532 799,1	(36 032,8)	(6,3)
Police des Nations Unies	25 747,0	23 741,8	21 921,3	(1 820,5)	(7,7)
Unités de police constituées	26 959,5	32 632,2	32 971,0	338,8	1,0
Total partiel	632 057,7	672 998,7	620 127,5	(52 871,2)	(7,9)
Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	202 476,4	189 789,3	182 383,7	(7 405,6)	(3,9)
Personnel recruté sur le plan national	105 243,7	79 102,3	102 322,7	23 220,4	29,4
Volontaires des Nations Unies	29 183,8	23 209,8	18 793,4	(4 416,4)	(19,0)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	14 954,1	9 681,6	13 289,3	3 607,7	37,3
Personnel fourni par des gouvernements	5 739,0	6 311,1	6 356,4	45,3	0,7
Total partiel	357 597,0	308 094,1	323 145,5	15 051,4	4,9
Dépenses opérationnelles					
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—	—
Consultants	328,1	1 165,2	1 500,5	335,3	28,8
Voyages	12 249,6	8 832,0	8 490,0	(342,0)	(3,9)
Installations et infrastructures	73 448,2	88 538,2	86 663,5	(1 874,7)	(2,1)
Transports terrestres	25 818,4	24 831,5	28 985,8	4 154,3	16,7
Transports aériens	255 757,2	206 472,2	195 681,3	(10 790,9)	(5,2)
Transports maritimes ou fluviaux	1 785,0	1 455,9	3 180,7	1 724,8	118,5
Communications	18 266,6	26 282,6	23 798,6	(2 484,0)	(9,5)
Informatique	15 721,9	16 618,1	18 490,9	1 872,8	11,3
Santé	870,4	2 222,4	2 286,5	64,1	2,9
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	36 345,6	32 525,1	52 439,5	19 914,4	61,2
Projets à effet rapide	2 029,4	7 000,0	5 000,0	(2 000,0)	(28,6)
Total partiel	442 620,4	415 943,2	426 517,3	10 574,1	2,5
Total brut	1 432 275,1	1 397 036,0	1 369 790,3	(27 245,7)	(2,0)
Recettes provenant des contributions du personnel	31 267,4	25 544,8	30 205,4	4 660,6	18,2
Total net	1 401 007,7	1 371 491,2	1 339 584,9	(31 906,3)	(2,3)

Catégorie de dépenses	Dépenses ^a (2013/14) (1)	Montant alloué (2014/15) (2)	Dépenses prévues (2015/16) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^b	1 346,9	1 439,3	1 439,3	0,0	0,0
Total	1 433 622,0	1 398 475,3	1 371 229,6	(27 245,7)	(1,9)

^a Compte tenu du transfert des dépenses afférentes au personnel fourni par des gouvernements de la catégorie des dépenses opérationnelles à celle des dépenses de personnel civil, et du transfert des dépenses afférentes au soutien logistique autonome du personnel en tenue de la catégorie des dépenses opérationnelles à celle des dépenses relatives aux militaires et personnel de police.

^b Les dépenses prévues pour l'exercice 2015/16 tiennent compte du montant de 1 439 300 dollars que la Fondation Hironnelle a alloué pour appuyer les services de radiodiffusion de la MONUSCO.

B. Contributions non budgétisées

177. Le montant prévu des contributions non budgétisées pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 est le suivant :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant prévu
Accord sur le statut des forces ^a	20 663,6
Total	20 663,6

^a Comprend l'estimation de la valeur locative des terres et des locaux fournis par le Gouvernement, ainsi que des droits d'atterrissage dans les aéroports, des taxes d'aéroport et des taxes d'embarquement/de débarquement.

C. Gains d'efficience

178. Les dépenses prévues pour l'exercice 2015/16 ont été établies sur la base des mesures d'efficience suivantes :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant	Mesure
Installations et infrastructures (Génie/travaux routiers)	9 380,0	La construction artisanale de 14 km de routes à Goma est proposée avec des matériaux locaux. D'après les normes et spécifications européennes, le projet s'élève à un million de dollars le kilomètre. Toutefois, si l'on emploie des matériaux locaux dans le cadre d'une construction artisanale, le kilomètre devrait revenir à 330 000 dollars.
Total	9 380,0	

D. Taux de vacance de postes

179. Les prévisions de dépenses pour l'exercice 2015/16 ont été établies sur la base des taux de vacance de postes suivants :

(En pourcentage)

<i>Catégorie</i>	<i>Taux effectif 2013/14</i>	<i>Taux budgétisé 2014/15</i>	<i>Projection 2015/16</i>
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires	3,7	5,0	36,0
Contingents	3,9	10,0	12,0
Police des Nations Unies	8,2	6,0	14,0
Unités de police constituées	3,9	1,0	1,0
Personnel civil			
Personnel recruté sur le plan international	11,5	10,0	13,0
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs recrutés sur le plan national	8,9	10,0	17,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	6,3	6,0	10,0
Volontaires des Nations Unies	17,0	7,0	12,0
Emplois de temporaire ^a			
Personnel recruté sur le plan international	25,0	10,0	10,0
Administrateurs recrutés sur le plan national	0,0	5,0	10,0
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	9,4	1,0	8,0
Personnel fourni par des gouvernements	28,1	30,0	30,0

^a Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

180. Les taux de vacance de postes pour l'exercice 2015/16 tiennent compte des taux effectifs moyens de vacance de postes de l'exercice 2013/14 et de la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2014. En outre, les prévisions de déploiement du personnel militaire et du personnel de police et les effets des modifications concernant les postes du personnel civil de la Mission (suppression, réaffectation et transformation) sont pris en compte. Par ailleurs, les taux de vacance de postes soumis à recrutement international et national tiennent compte de la réduction prévue de 10 % des postes des services organiques, qui prendra effet en juillet 2016, conformément aux recommandations issues de l'examen des effectifs civils. De ce fait, les taux de vacance de postes augmentent de 3 % pour le personnel recruté sur le plan international, de 2 % pour les administrateurs recrutés sur le plan national, de 4 % pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national et de 2 % pour les Volontaires des Nations Unies, compte tenu de la réduction de 10 % du

total des postes des services organiques appartenant à ces catégories. La hausse des taux de vacance de postes permettra à la Mission de réduire les effectifs en gelant le recrutement pour les postes essentiels ou en ne renouvelant pas les effectifs aux postes devenus vacants à mesure que la Mission continuera de mettre en œuvre le plan de réduction des postes qui sera bientôt officiellement mis en place et qui s'achèvera au 1^{er} juillet 2016, date de début du nouvel exercice budgétaire.

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

181. Les ressources demandées pour l'exercice 2015/16, calculées sur la base des taux standard de remboursement pour le matériel majeur (location avec services) et le soutien logistique autonome, s'élèvent à 142 757 800 dollars et se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant prévu</i>			
Matériel majeur				
Contingents	59 867,0			
Unités de police constituées	4 824,4			
Total partiel	64 691,4			
Soutien logistique autonome				
Contingents	74 621,7			
Unités de police constituées	3 444,7			
Total partiel	78 066,4			
Total	142 757,8			
<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>	
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission				
Contraintes du milieu	1,8	1 ^{er} avril 2014	1 ^{er} avril 2014	
Usage opérationnel intensif	2,9	1 ^{er} avril 2014	1 ^{er} avril 2014	
Actes d'hostilité ou abandon forcé	3,7	1 ^{er} avril 2014	1 ^{er} avril 2014	
B. Facteurs applicables aux pays d'origine				
Différentiel de transport	0,5-3,5			

F. Formation

182. Les dépenses de formation prévues pour l'exercice 2015/16 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Consultants	
Formateurs	500,0
Voyages	
Voyages au titre de la formation	1 046,0
Fournitures, services et matériels divers	
Honoraires, fournitures et services	641,9
Total	2 187,9

183. Le nombre de participants prévus pour l'exercice 2015/16, par rapport à celui des exercices précédents, s'établit comme suit :

(Nombre de participants)

	<i>Personnel recruté sur le plan international</i>			<i>Personnel recruté sur le plan national</i>			<i>Militaires et personnel de police</i>		
	<i>Nombre effectif 2013/14</i>	<i>Nombre prévu 2014/15</i>	<i>Nombre proposé 2015/16</i>	<i>Nombre effectif 2013/14</i>	<i>Nombre prévu 2014/15</i>	<i>Nombre proposé 2015/16</i>	<i>Nombre effectif 2013/14</i>	<i>Nombre prévu 2014/15</i>	<i>Nombre proposé 2015/16</i>
Formation interne	3 474	2 551	2 073	7 171	2 816	2 924	492	742	678
Formation externe ^a	80	357	74	20	226	39	1	3	7
Total	3 554	2 908	2 147	7 191	3 042	2 963	493	745	685

^a Comprend les cours de formation assurés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs, hors de la zone de la Mission.

184. Les activités de formation prévues pour l'exercice 2015/16 s'inscrivent dans la lignée du plan de formation actuellement mis en œuvre pendant l'exercice 2014/15. Elles mettent l'accent sur la formation en tant qu'outil d'exécution du mandat, l'organisation des cours obligatoires conformément aux directives, l'harmonisation des nouvelles fonctions dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions et le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national en vue de soumettre les postes au recrutement national. À des fins de rentabilité, l'échange de connaissances techniques au sein de la Mission sera encore favorisé et la formation des formateurs sera privilégiée. Ainsi, les participants répercuteront la formation qu'ils ont suivie auprès des autres membres du personnel. La Mission continuera également de mettre l'accent sur la formation en cours d'emploi en tant que moyen rentable d'augmenter le nombre de membres du personnel de la Mission ayant bénéficié d'une formation. Les activités de formation dispensées à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et ailleurs couvriront les

domaines suivants : administration, transports aériens, communications, désarmement, démobilisation et réinsertion/rapatriement et réinstallation, appui aux processus électoraux, génie, problématique hommes/femmes, transports terrestres, ressources humaines, sécurité, informatique, achats, état de droit, VIH/sida, soins médicaux et Umoja/progiciel de gestion intégré. La formation de diverses catégories de personnel améliorera les services offerts, renforcera les compétences techniques et professionnelles de chacun et garantira un meilleur appui aux différentes composantes de la Mission.

185. La réduction du nombre de cours est essentiellement imputable à l'annulation des cours de langues suivis par moins de cinq personnes, des cours de langues qui ne sont pas parlés dans la Mission et des cours exclusivement réservés aux policiers et aux militaires dans tous les lieux d'affectation. Cela a ramené le nombre de professeurs de langues de 62 à 25.

G. Désarmement, démobilisation et réinsertion

186. Les dépenses prévues au titre du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion pour l'exercice 2015/16 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Installations et infrastructures	
Location de locaux	305,4
Transports terrestres	
Location de véhicules	162,0
Communications	
Information	10,0
Santé	
Services médicaux	9,0
Fournitures médicales	12,0
Fournitures, services et matériels divers	
Éléments sensibilisant au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion	150,0
Rations, autres	200,0
Travailleurs journaliers occasionnels	96,0
Projets de désarmement, de démobilisation et de réinsertion	8 000,0
Total	8 944,4

187. La MONUSCO et le Gouvernement ont conjointement planifié la mise en œuvre du programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Il a été convenu que la MONUSCO se chargerait de construire et de gérer les sites de réinsertion, d'appuyer l'achat et la distribution des kits de réinsertion, ainsi que de vivres, d'assurer le transport des anciens combattants vers ces sites, et d'appuyer des activités de réinsertion, notamment la formation professionnelle, l'éducation civique, l'aide sociale et psychologique nécessaire avant de retrouver la vie civile,

la sensibilisation au VIH/sida, le dépistage du VIH/sida et les conseils en la matière. Le programme national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion devrait être lancé au cours de l'exercice 2014/15. Une fois qu'il aura été mis en place, la MONUSCO construira les sites de réinsertion et fera en sorte qu'un groupe de 4 000 anciens combattants commence à participer à des activités de réinsertion. Il est également prévu que les 8 542 anciens combattants escomptés participent tous à la phase de réinsertion, la première vague entamant la phase de réintégration dans les communautés d'origine fin 2015. Cette phase sera menée sous l'égide du Gouvernement, de l'équipe de pays des Nations Unies et de la Banque mondiale. La MONUSCO observera quant à elle les répercussions de cette phase sur la stabilité globale du pays. La MONUSCO estime que la phase de réinsertion durera deux ans. Les programmes de réduction de la violence au niveau de la communauté au cours de l'exercice 2015/16 nécessiteront 3 millions de dollars pour l'entretien des camps et 5 millions de dollars pour l'aide à la réinsertion de 4 000 anciens combattants.

H. Services de détection des mines et de déminage

188. Les dépenses prévues au titre des services de détection des mines et de déminage pour l'exercice 2015/16 s'établissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant prévu</i>
Fournitures, services et matériels divers	
Services de détection des mines et de déminage	2 725,4

189. Même si la Mission ne participera plus à des activités de déminage à des fins humanitaires, le budget proposé pour l'exercice 2015/16 inclut des ressources pour la neutralisation des explosifs et munitions et les services de gestion des armes et des munitions du fait des opérations militaires que la Mission mène actuellement en vue de neutraliser les groupes armés. Parmi ces services figurent : a) l'appui direct aux forces de la MONUSCO en matière de neutralisation des explosifs et munitions afin de protéger les civils et aux opérations de la Mission visant à inventorier et neutraliser les munitions non explosées; b) l'inspection et la visite des installations de la MONUSCO; c) la destruction des armes remises par les ex-combattants; d) l'assistance technique aux FARDC, en particulier la formation des bataillons chargés de constituer une force d'intervention rapide en matière de neutralisation des explosifs et munitions et de gestion des stocks d'armes et de munitions, ainsi que la mise à niveau des dépôts de munition.

I. Projets à effet rapide

190. D'après les estimations, les ressources demandées au titre des projets à effet rapide pour l'exercice 2015/16 s'établissent comme suit par rapport aux exercices précédents :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Exercice</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre de projets</i>
Du 1 ^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 (effectif)	2 029,4	77
Du 1 ^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (approuvé)	7 000,0	200
Du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (proposé)	5 000,0	200

191. Les dépenses prévues pour l'exercice 2015/16 ont été calculées d'après l'analyse de l'évaluation des besoins pour les opérations de la MONUSCO dans l'est du pays. Pour veiller à ce que les fonds réservés aux projets à effet rapide servent à s'attaquer aux sources du conflit et à favoriser le rétablissement de l'autorité de l'État dans l'est du pays, les projets portant sur les éléments suivants se verront accorder rang de priorité : a) l'amélioration de la qualité de vie des communautés/villages ainsi que de l'accès aux communautés et aux villages; b) la fourniture de matériel et/ou de formation pour des activités génératrices de revenu/créatrices d'emploi; c) l'amélioration de la coopération civilo-militaire; d) l'amélioration de l'accès aux services de base, en particulier dans les zones rurales reculées; e) les mesures visant à réduire la violence au niveau de la communauté et à promouvoir le dialogue entre les communautés.

192. La mise en œuvre des projets à effet rapide restera un outil efficace de renforcement de la confiance entre la population congolaise et la MONUSCO grâce à l'élaboration et à l'exécution conjointes de projets répondant aux besoins pressants des communautés, projets qui contribuent notamment à améliorer le quotidien de la population en matière de violence sexuelle, de protection des groupes vulnérables, d'état de droit et de protection des droits de l'homme. En outre, le personnel en tenue de la Mission se sert des projets à effet rapide pour gagner le soutien de la population locale, en y associant les soldats stationnés dans les bases opérationnelles temporaires et de compagnie situées dans les zones du pays touchées par le conflit.

193. La réduction du budget 2015/16 reflète les impératifs d'économie de la Mission et son engagement à mettre l'accent sur la mise en œuvre de petits projets à effet rapide et sur le suivi des projets en cours dans les « îlots de stabilité ».

J. Centre de services régional : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie de dépenses	Dépenses (2013/14) (1)	Montant alloué (2014/15) (2)	Dépenses prévues (2015/16) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
Personnel civil					
Personnel recruté sur le plan international	7 455,7	8 088,3	5 596,9	(2 491,4)	(30,8)
Personnel recruté sur le plan national	53,2	770,8	1 801,8	1 031,0	133,8
Volontaires des Nations Unies	36,6	660,6	213,8	(446,8)	(67,6)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—	—	—
Total partiel	7 545,5	9 519,7	7 612,5	(1 907,2)	(20,0)
Dépenses opérationnelles					
Consultants	90,5	94,2	104,3	10,1	10,7
Voyages	58,7	49,8	60,3	10,5	21,1
Installations et infrastructures	630,7	3 145,5	1 470,8	(1 674,7)	(53,2)
Transports terrestres	47,6	62,0	57,8	(4,2)	(6,8)
Transports aériens	—	—	—	—	—
Communications	270,4	426,7	1 323,6	896,9	210,2
Informatique	197,5	656,2	964,2	308,0	46,9
Santé	14,4	19,0	34,8	15,8	83,2
Matériel spécial	—	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	61,2	56,4	72,2	15,8	28,0
Total partiel	1 371,0	4 509,8	4 088,0	(421,8)	(9,4)
Total brut	8 916,5	14 029,5	11 700,5	(2 329,0)	(16,6)
Recettes provenant des contributions du personnel	699,6	853,9	842,9	(11,0)	(1,3)
Total net	8 216,9	13 175,6	10 857,6	(2 318,0)	(17,6)
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—	—
Total	8 916,5	14 029,5	11 700,5	(2 329,0)	(16,6)

III. Analyse des variations¹

194. Les termes standard qui figurent ci-après dans l'analyse des variations sont définis à l'annexe I.B du présent rapport. Ce sont les mêmes que ceux qui ont été utilisés dans les rapports précédents.

	<i>Variation</i>	
Observateurs militaires	(15 356,7)	(32,1 %)

• **Gestion : augmentation du coefficient délais de déploiement**

195. La diminution des ressources demandées est imputable à une augmentation du taux de vacance de postes pour l'exercice 2015/16 (36 %, contre 5 % au cours de l'exercice précédent). Cette hausse est due au reclassement de 224 officiers d'état-major qui représentent 29,5 % des 760 observateurs militaires autorisés) en tant que membres des contingents pour l'exercice 2015/16.

	<i>Variation</i>	
Contingents	(36 032,8)	(6,3 %)

• **Gestion : augmentation du coefficient délais de déploiement**

196. La diminution des ressources demandées est essentiellement imputable : a) à la baisse des coûts du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome du fait du rapatriement prévu de 10 % des soldats, à la rationalisation et à l'allègement des stocks de matériel appartenant aux contingents, ainsi qu'à l'application de facteurs d'indisponibilité et de non-déploiement du matériel pour chaque unité d'après l'expérience acquise et les réalisations accomplies au cours de la période allant d'avril à juin 2014 (26 millions de dollars); b) à l'augmentation du coefficient délais de déploiement qui passe à 12 % pour l'exercice 2015/16, contre 10 % pour l'exercice précédent. Le pourcentage appliqué reflète la réduction prévue de 2 000 militaires au sein des contingents (soit 10,1 % des 19 815 militaires autorisés, d'après le nombre maximum de militaires autorisés en vigueur au moment de l'établissement du projet de budget) et le coefficient délais de déploiement naturel de 2 % de la MONUSCO (9,6 millions de dollars); c) à la diminution des frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement car une seule relève est prévue pour l'exercice 2015/16, contre deux prévues pour certains soldats pendant l'exercice précédent (7,8 millions de dollars); et d) à la diminution importante des coûts du fret liés au déploiement du matériel appartenant aux contingents (5,3 millions de dollars).

197. La diminution des ressources demandées est en partie contrebalancée par les coûts supplémentaires au titre de l'indemnité de subsistance (missions), soit 12,4 millions de dollars, due aux 224 officiers d'état-major reclassés depuis la catégorie des observateurs militaires comme expliqué ci-dessus.

¹ Les variations, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysées lorsqu'elles atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Variation</i>	
Police des Nations Unies	(1 820,5)	(7,7 %)

• **Gestion : augmentation du coefficient délais de déploiement**

198. La diminution des ressources demandées est principalement imputable à la diminution des coûts liés à l'indemnité de subsistance pour les missions (1,7 million de dollars) et aux frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement (100 000 dollars) du fait de l'application d'un coefficient délais de déploiement de 14 %, contre 6 % pour l'exercice 2014/15, d'après les tendances actuelles (15,9 % en moyenne entre juillet et décembre 2014) et les déploiements prévus au cours de l'exercice 2015/16.

	<i>Variation</i>	
Unités de police constituées	338,8	1,0 %

• **Facteurs externes : changements des prix contractuels**

199. L'augmentation des ressources demandées est essentiellement imputable à la hausse du coût des rations du fait de taux contractuels plus élevés pour les frais d'entreposage et de transport dans le nouveau contrat clefs en main.

200. La hausse globale des ressources nécessaires a été en partie compensée par la diminution des frais de voyage liés au déploiement, à la relève et au rapatriement, ainsi que la baisse des ressources prévues pour le fret et le déploiement du matériel appartenant aux contingents.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(7 405,6)	(3,9 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

201. La diminution des ressources nécessaires est imputable à une diminution nette de 70 postes soumis à recrutement international. En outre, le taux de vacance de postes pour l'exercice 2015/16 se chiffre à 13 %, contre 10 % pour l'exercice précédent, comme expliqué au paragraphe 179 du présent document.

	<i>Variation</i>	
Personnel recruté sur le plan national	23 220,4	29,4 %

• **Paramètres budgétaires : augmentation des traitements**

202. L'augmentation des ressources demandées est principalement imputable à une augmentation des traitements pour le personnel recruté sur le plan national en janvier 2014, augmentation entrée en vigueur au 1^{er} novembre 2013 qui n'a pas été intégrée dans les prévisions budgétaires concernant l'exercice 2014/15. Les traitements du personnel recruté sur le plan national ont augmenté de 37,5 % pour les administrateurs et de 33,7 % pour les agents des services généraux en République démocratique du Congo. Par ailleurs, le barème révisé du traitement du personnel recruté sur le plan national en Ouganda est entré en vigueur le 1^{er} août 2014,

entraînant une augmentation des traitements de 7,3 % pour les administrateurs et de 9 % pour les agents des services généraux.

203. L'augmentation globale des ressources nécessaires a été en partie compensée par l'application d'un taux de vacance de postes plus élevé dans le projet de budget pour l'exercice 2015/16 (17 % prévu pour les administrateurs et 10 % pour les agents des services généraux), que celui appliqué pour l'exercice 2014/15 (10 % pour les administrateurs et 6 % pour les agents des services généraux), comme expliqué au paragraphe 179 du présent document.

	<i>Variation</i>	
Volontaires des Nations Unies	(4 416,4)	(19,0 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

204. La diminution des ressources nécessaires est principalement imputable à la diminution nette de 67 postes, soit 12,8 % (457 postes prévus pour l'exercice 2015/16 contre 524 approuvé pour l'exercice 2014/15). En outre, un taux de vacance de postes de 12 % est appliqué pour l'exercice 2015/16 sur la base des tendances actuelles, contre un taux de 7 % approuvé pour l'exercice précédent.

	<i>Variation</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3 607,7	37,3 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

205. L'augmentation des ressources demandées est principalement imputable à la création de 13 nouveaux postes, à savoir 1 P-5, 4 P-4 à P-3 et 4 emplois de temporaire (administrateurs recrutés sur le plan national), pour appuyer la hausse escomptée des activités de désarmement, démobilisation et réinsertion, ainsi que de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réinstallation (voir plus haut, par. 93). En outre, les traitements du personnel recruté sur le plan national ont augmenté de 37,5 % pour les administrateurs et de 33,7 % pour les agents des services généraux en République démocratique du Congo, augmentation qui n'était pas intégrée dans les prévisions budgétaires concernant l'exercice 2014/15.

206. La hausse globale des ressources demandées est en partie compensée par l'application de taux de vacance de postes supérieurs pour les administrateurs recrutés sur le plan national (10 %, contre 5 % pour l'exercice précédent) et pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national (8 %, contre 1 % pour l'exercice précédent), principalement sur la base des taux réels de vacance de postes enregistrés lors des précédents exercices budgétaires.

	<i>Variation</i>	
Consultants	335,3	28,8 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

207. L'augmentation des ressources demandées est imputable au fait que l'accent est davantage mis sur la formation au sein de la zone de la mission et non sur les

voyages des membres du personnel aux fins de formation, ainsi que sur la formation du personnel recruté sur le plan national selon la stratégie établie pour renforcer les capacités du personnel de cette catégorie afin qu'il soit en mesure d'assumer davantage de responsabilités. En outre, la restructuration de la composante appui aux fins d'alignement sur les objectifs de la stratégie globale d'appui aux missions, y compris la gestion de la chaîne d'approvisionnement, imposera la formation des membres du personnel par le biais de consultants.

	<i>Variation</i>	
Voyages	(342,0)	(3,9 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

208. La diminution des ressources demandées au titre des voyages est essentiellement imputable à l'expansion des services de visioconférence à d'autres lieux et au déploiement de consultants dans la zone de la mission afin de réduire les ressources nécessaires pour les voyages aux fins de formation. En outre, les programmes de formation des formateurs et les modules de formation en ligne réduiront les ressources demandées au titre des voyages.

	<i>Variation</i>	
Installations et infrastructures	(1 874,7)	(2,1 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

209. La diminution des ressources demandées est essentiellement imputable :

a) À la diminution des ressources nécessaires pour louer les locaux (1,6 million de dollars), essentiellement du fait de la résiliation de baux commerciaux à l'ouest du pays dans le cadre de la réorganisation de la Mission dont les activités sont axées sur l'est de la République démocratique du Congo. Cette diminution est en partie contrebalancée par une augmentation de la location de locaux à certains endroits de l'est du pays;

b) Aux ressources nécessaires pour les carburants et lubrifiants (1,2 million de dollars) pour couvrir le coût de 14,3 millions de litres d'essence et de kérosène nécessaires, contre 15 millions en 2014/15, soit 5 % des coûts liés aux carburants, contre 8 % pour l'exercice 2014/15;

c) Aux ressources nécessaires pour les services de sécurité (1 million de dollars), dont la diminution est essentiellement imputable à la réorganisation de la Mission et à la concentration de la majorité de ses activités dans l'est du pays. Cela a entraîné la diminution des locaux nécessaires à certains endroits de l'ouest du pays et, par conséquent, la diminution des ressources nécessaires en matière de sécurité.

210. La diminution globale des ressources demandées a été en partie contrebalancée par la hausse des ressources demandées pour :

a) Les fournitures pour la défense des périmètres (900 000 dollars). Cette augmentation est imputable : i) à l'augmentation des ressources nécessaires pour le matériel fourni à Beni en raison de l'instabilité générale de la région; ii) au remplacement de certains éléments de défense, tels les gabions et les barbelés;

iii) à la possibilité donnée à la Force d'entreprendre des opérations de déploiement temporaire plus mobiles dans des endroits reculés;

b) L'achat de locaux préfabriqués, de logements et de matériel de réfrigération (800 000 dollars), ainsi que de pièces détachées et de fournitures (600 000 dollars).

211. Un montant de 6,1 millions de dollars a été prévu au titre des services « d'architecture et de démolition », les services de construction ne relevant plus de la rubrique « Services d'aménagement et de minoration ». Ce montant inclut les 4,9 millions alloués à la construction d'une nouvelle base logistique à Goma. La MONUSCO devra quitter sa base logistique actuelle, proche de l'aéroport de Goma, qui sera transformé en un aéroport international dont les pistes seront protégées par de plus vastes zones d'exclusion aérienne. De plus, les 900 000 dollars nécessaires pour la construction de routes à l'est de la République démocratique du Congo et les 300 000 dollars nécessaires pour le forage de puits d'eau ont été inscrits sur cette ligne budgétaire, conformément aux obligations de signalement prévues par les normes IPSAS.

	<i>Variation</i>	
Transports terrestres	4 154,3	16,7 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

212. La hausse des ressources demandées est principalement imputable au coût du gazole du fait de l'ajout de ressources pour le carburant nécessaire pour appuyer les opérations menées conjointement avec les FARDC (3 millions de litres de carburant, contre 159 000 litres pour l'exercice 2014/15). En outre, les ressources nécessaires pour l'achat de véhicules ont augmenté de 1,8 million de dollars du fait du remplacement de 11 engins de génie et véhicules de manutention qui ne devraient plus être en circulation depuis quatre ou cinq ans et qui représentent un risque pour la sécurité et les opérations de la Mission. Parmi ces 11 engins et véhicules figurent huit chariots élévateurs (de charges légères, moyennes et lourdes), une excavatrice, un compacteur et un tractopelle.

	<i>Variation</i>	
Transports aériens	(10 790,9)	(5,2 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

213. La diminution des ressources demandées est imputable à la diminution des coûts de location et d'opération des avions suite à la mise hors service de deux avions (1 C-130 et 1 SAAB) et au partage des frais concernant deux avions (1 CRJ et 1 L-100) avec d'autres missions. En outre, du fait de la réduction de la flotte aérienne (2 avions et 2 hélicoptères), ainsi que du partage des frais concernant deux avions, les ressources nécessaires pour le carburant ont été ramenées à 23,7 millions de litres, contre 27,7 millions au cours de l'exercice précédent.

214. La diminution globale des ressources demandées est en partie contrebalancée par l'augmentation de 3,7 millions de dollars des frais de location et de fonctionnement des hélicoptères, principalement du fait de l'augmentation du coût des heures de vol pour les deux hélicoptères Rooivalk aux termes du contrat

actuellement en vigueur (12 millions de dollars prévus contre 4 millions de dollars au cours de l'exercice précédent). La mise hors service de deux hélicoptères (1 MI-8 et 1 Bell 212) a en partie compensé la hausse des frais liés aux hélicoptères Rooivalk.

	<i>Variation</i>	
Transports maritimes ou fluviaux	1 724,8	118,5 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse**

215. L'augmentation des ressources demandées est principalement imputable à l'introduction d'un navire logistique sur le lac Tanganyika pour l'unité fluviale, augmentation en partie contrebalancée par le non-déploiement de l'une des barges du fleuve Congo. En outre, les ressources nécessaires pour le carburant ont augmenté du fait de l'introduction de frais de mobilisation et de la hausse des frais contractuels liée à la conclusion d'un nouveau contrat clefs en mains et à une consommation accrue de carburant suite à l'arrivée du navire logistique sur le lac Tanganyika (682 000 litres prévus contre 400 000 au cours de l'exercice 2014/15). Le lac Tanganyika se trouve dans une zone extrêmement instable, à la frontière entre plusieurs pays (le Congo, le Burundi, la Zambie et la République-unie de Tanzanie), et exige une présence constante de la MONUSCO. L'idée de l'opération est d'utiliser le navire logistique comme base pour les bateaux pneumatiques des unités fluviales appartenant aux contingents qui patrouillent sur le lac. Il sert également à transporter les bateaux pneumatiques sur de longues distances vers divers endroits du lac et il sert de base au ravitaillement et au repos des patrouilles.

	<i>Variation</i>	
Communications	(2 484,0)	(9,5 %)

• **Gestion : moyens revus à la baisse et produits inchangés**

216. La diminution des ressources demandées est principalement imputable à la diminution des ressources nécessaires pour acheter des pièces de matériel de transmissions (3,1 millions de dollars prévus contre 4,2 millions pour l'exercice 2014/15) parce qu'il n'y a pas besoin d'acheter d'autre matériel pour Umoja et que les ressources nécessaires pour les communications commerciales pour Umoja calculées au prorata ont diminué.

	<i>Variation</i>	
Informatique	1 872,8	11,3 %

• **Gestion : moyens revus à la hausse et produits inchangés**

217. La hausse des ressources demandées est principalement imputable à l'augmentation des ressources nécessaires pour acheter du matériel informatique (5,2 millions prévus, contre 3,8 millions pour l'exercice 2014/15). De nombreux ordinateurs obsolètes devront être remplacés car ils tournent sur Windows XP dont Microsoft n'assure plus le support. En outre, la part des coûts indirects en matière de services informatiques liés à Umoja que la Mission doit assumer a augmenté.

	<i>Variation</i>	
Fournitures, services et matériels divers	19 914,4	61,2 %

• **Gestion : moyens et produits revus à la hausse et modification du plan comptable**

218. L'augmentation des ressources demandées est essentiellement imputable au nouveau plan comptable qui classe les coûts du fret pour le génie, le transport, le matériel informatique et de communications et les autres fournitures générales dans cette rubrique alors que ces frais constituaient des postes budgétaires spécifiques au cours de l'exercice 2014/15. Cette augmentation est également imputable à la hausse des taxes de fret en douane, notamment pour le transit de marchandises prévu pour les FARDC et la police civile nationale en appui aux opérations conjointes.

219. En outre, le projet de budget pour l'exercice 2015/16 inclut une augmentation des ressources pour les rations car il est prévu de soutenir davantage de soldats des FARDC et d'agents de la Police nationale congolaise (appui prévu pour 25 500 personnes, contre 8 400 au cours de l'exercice 2014/15), ce qui entraînera un coût supplémentaire de 10,5 millions de dollars, y compris les frais de transport.

	<i>Variation</i>	
Projets à effet rapide	(2 000,0)	(28,6 %)

• **Gestion : moyens et produits revus à la baisse**

220. La diminution des ressources demandées est imputable aux impératifs d'économie et au fait que l'accent a été mis sur la mise en œuvre de petits projets à effet rapide.

IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

221. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Mission portent sur les points suivants :

a) Ouverture d'un crédit de 1 369 790 300 dollars aux fins du fonctionnement de la Mission pour l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016;

b) Mise en recouvrement du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus, à raison de 114 149 192 dollars par mois, si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission.

V. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

(A/68/782/Add.14)

Demande ou recommandation

Ayant demandé des précisions concernant l'état d'avancement du transfert des responsabilités à l'équipe de pays des Nations Unies, le Comité consultatif a été informé qu'une évaluation des capacités stratégiques menée par la Mission et l'équipe de pays avait permis de déterminer que l'équipe de pays avait certes les compétences techniques nécessaires pour s'acquitter de certaines tâches dans les domaines de la coordination et du renforcement des capacités mais que le financement de ses activités restait très problématique. À la suite de l'évaluation susmentionnée, un plan de mobilisation des ressources pour l'équipe de pays avait été mis en place et une feuille de route élaborée. La Mission et l'équipe de pays collaboraient déjà étroitement, menant des projets conjoints dans les domaines des droits de l'homme, de la justice, des questions pénitentiaires, de la protection de l'enfance, de la violence sexuelle et sexiste et de l'appui aux efforts de stabilisation. La Mission œuvrait également en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organismes en vue d'affiner le projet d'assistance électorale qui serait mis en œuvre par les autorités nationales. On trouvera à l'annexe I du présent rapport le complément d'information communiqué au Comité sur le transfert des responsabilités à l'équipe de pays des Nations Unies. Le Comité encourage la Mission à continuer de s'employer à déterminer les tâches qui pourraient être transférées à l'équipe de pays des Nations Unies (par. 18).

Reconfiguration de la Mission

Le Comité consultatif accueille avec satisfaction les progrès signalés en ce qui concerne le transfert des opérations de la Mission dans l'est de la République démocratique du Congo, comme l'avait demandé le Conseil de sécurité, notamment l'établissement et l'exécution d'un plan par étapes pour le transfert d'un grand nombre de membres du personnel civil de l'ouest à l'est du pays, qui constitue une étape importante (par. 21).

Mesures prises

Conformément à la recommandation, la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies ont établi une feuille de route qui présidera au transfert des responsabilités civiles de la MONUSCO. La feuille de route prévoit l'identification de responsabilités supplémentaires qui pourraient être confiées à titre transitoire à l'équipe de pays et à d'autres partenaires ou au Gouvernement. Des consultations sont en cours, notamment avec le Gouvernement, en vue d'élaborer un plan de transition qui ferait partie intégrante d'un plan-cadre révisé des Nations Unies pour l'aide au développement.

La Mission estime achevée la phase de reconfiguration et consolide actuellement les acquis obtenus grâce à l'implantation d'un siège pleinement opérationnel à Goma, au surcroît d'effectifs et d'autonomie accordé aux chefs des bureaux du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, du Katanga et de la province Orientale. Parallèlement, la Mission met la dernière main à une évaluation des conditions matérielles minimales nécessaires au maintien d'un siège pleinement fonctionnel à Kinshasa, notamment compte tenu de l'évolution

Tout en notant que, pour l'essentiel, les transferts auront été menés à bien d'ici à la fin de l'exercice en cours, le Comité consultatif estime que le projet de budget ne renseigne pas suffisamment sur les conséquences qu'un changement de cette envergure dans les opérations de la Mission aura pour son organisation et ses effectifs, ni sur les incidences financières. Il recommande donc à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui communiquer, dans son prochain projet de budget, le détail de la nouvelle structure organisationnelle de la Mission et son tableau d'effectifs, ainsi qu'une analyse des effets du changement sur ses prévisions de dépenses (par. 22).

Ressources nécessaires

Le Comité consultatif a recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir dans son prochain projet de budget, des précisions et des explications sur les conséquences que le transfert des opérations de l'ouest à l'est de la République démocratique du Congo aurait pour l'organisation de la Mission, et sur ses incidences financières. Dans ce rapport, le Secrétaire général devrait récapituler les dépenses renouvelables et les dépenses non renouvelables liées à la mise en place et au fonctionnement des antennes extérieures dans l'ouest de la République démocratique du Congo, y compris les dépenses liées à l'infrastructure, à la sécurité et au personnel, ainsi que faire figurer des informations sur la présence de l'équipe de pays des Nations Unies et les activités des antennes extérieures. Il devrait également préciser l'origine des postes et postes de temporaire transférés (site/unité administrative et fonctions), ainsi que la répartition du personnel des services organiques et du personnel des services d'appui à Goma et dans

du calendrier électoral. Les 16 et 17 octobre, la Mission a tenu une réunion de réflexion de ses cadres de direction sur le thème de la consolidation et de la transformation dans le but d'affiner ses méthodes de travail et ses plans opérationnels et de dégager une vision de l'exécution de son mandat dans la perspective de l'examen stratégique.

Du 5 au 14 novembre 2014, la MONUSCO et le Siège de l'Organisation des Nations Unies ont procédé conjointement à un examen stratégique destiné à déterminer les progrès accomplis depuis l'adoption de la résolution 2098 (2013) du Conseil de sécurité et à évaluer la situation sur le terrain. Conformément à la résolution 2147 (2014) du Conseil de sécurité, les conclusions de l'examen seront présentées au Conseil d'ici au 30 décembre au plus tard pour éclairer les débats sur le mandat de la MONUSCO de 2015. Outre de vastes consultations qu'elle a menées à Kinshasa et à Goma avec des parties prenantes provinciales, nationales, internationales et des Nations Unies, l'équipe d'évaluation a visité des bureaux de province et des antennes de la MONUSCO à Beni, Bukavu, Dungu, Bunia, Kalemie, Lubumbashi et Mbandaka.

Les recommandations issues de l'évaluation des effectifs civils et de l'examen stratégique ont été entérinées et prises en compte dans le projet de budget.

En application de la résolution 2098 (2013) du Conseil de sécurité, la MONUSCO devrait en principe réduire, autant que possible, sa présence dans les zones non touchées par le conflit. La notion d'antenne découle des recommandations formulées par un groupe de travail et de vastes consultations menées avec des sections concernées ainsi qu'avec le groupe de pays des Nations Unies. Des abris d'antenne ont été construits en août 2014 à Mbandaka, Bandundu, Matadi, Kananga, Mbuji Mayi et Kindu. Les antennes sont dotées d'une équipe mixte pouvant compter jusqu'à 10 membres du personnel recruté sur le plan national et international, travaillant dans les domaines des droits de l'homme, des questions politiques, de l'information, de la police et de la sécurité des Nations Unies. Des évaluations conjointes des antennes ont été effectuées avec l'équipe de pays dans le but d'examiner la possibilité de loger des fonctionnaires sous le même toit et de leur faire partager les mêmes services.

Demande ou recommandation

d'autres bureaux extérieurs et dans les locaux de la Mission au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (par. 25).

Mesures prises

À l'issue de la reconfiguration au 31 août 2014, 1 050 membres du personnel au total demeuraient en poste à l'ouest, tandis que 890 étaient basés à Kinshasa, ce qui revient à dire qu'environ 25 % de l'ensemble du personnel civil se trouvent actuellement à l'ouest de la République démocratique du Congo. En tout, 2 150 membres du personnel ont été déployés dans les bureaux situés à l'est de la République démocratique du Congo, dont 1 250 à Goma.

Le coût du déplacement à l'est de la République démocratique du Congo est estimé à 55 millions de dollars et les économies susceptibles d'être réalisées dans ce cadre, à 10 millions de dollars sur une période de trois ans avant l'achèvement du transfert. Des difficultés se sont posées au niveau de la séparation de toutes les dépenses et toutes les économies liées au transfert. La sécurité n'a pas engendré de coûts supplémentaires car malgré l'accroissement des effectifs à l'est, il y avait moins de bases à protéger qu'à Kinshasa. Du point de vue des infrastructures, l'essentiel des dépenses supplémentaires avait trait aux coûts des locaux préfabriqués, des structures à parois souples de type Rub Hall et des salles de douche en dur. Enfin au titre de la dotation en effectifs, les dépenses supplémentaires se rapportaient principalement aux prestations auxquelles avait droit le personnel telles que les primes d'affectation et de danger versées à l'est aux fonctionnaires recrutés sur les plan international et national ainsi qu'aux Volontaires des Nations Unies

Ressources nécessaires

En outre, le Secrétaire général devrait fournir des indications détaillées sur le coût du transfert de personnel et les dépenses renouvelables supplémentaires entraînées notamment par la prime de danger. À ce sujet, le Comité consultatif rappelle que dans son premier rapport sur la stratégie globale d'appui aux missions (A/64/633), le Secrétaire général avait indiqué que la création du Centre de services régional d'Entebbe permettrait de réaliser davantage de gains d'efficacité et d'efficience ainsi que de réduire l'exposition aux risques et d'améliorer la sûreté et la sécurité et les conditions de vie des membres du personnel civil d'appui. En conséquence, il est d'avis que, dans la

Coût du transfert à l'est de la République démocratique du Congo :

Versements ponctuels : 4,9 millions de dollars aux fonctionnaires recrutés sur le plan international et aux Volontaires des Nations Unies au titre de prestations qui leur sont dues, notamment les primes d'affectation;

Versements réguliers : 11,3 millions de dollars au titre de prestations telles que les primes de risque et de mobilité auxquelles ont droit les fonctionnaires recrutés sur les plans international et national ainsi que les Volontaires des Nations Unies;

Demande ou recommandation

mesure du possible, le personnel d'appui devrait être affecté au Centre de services régional ou dans les locaux de la Mission à Entebbe, qui est un lieu d'affectation famille autorisée (par. 26).

Personnel civil

Il a été indiqué au Comité consultatif que, dans le cadre de la préparation de sa restructuration et du transfert de ses activités de l'ouest à l'est du pays, la Mission avait mené un examen complet de ses effectifs et s'était employée à réduire les chevauchements, à mettre en place une structure allégée, à éliminer la structure régionale dans la composante d'appui, à pourvoir les postes par recrutement national et à étudier les possibilités d'externaliser les services. Elle avait ainsi pu réduire le nombre de postes et mieux se préparer en prévision de l'examen des effectifs civils qui serait mené par le Siège à la MONUSCO en 2014/15, comme indiqué dans le rapport d'ensemble du Secrétaire général sur les opérations de maintien de la paix (A/68/731, par. 171 à 175). Le Comité a sans cesse souligné combien il importait de recruter du personnel sur le plan national, le cas échéant, et de renforcer les capacités nationales. Il invite le Secrétaire général à continuer d'étudier les possibilités de pourvoir les postes en recrutant du personnel local, selon qu'il conviendra, dans le cadre de l'examen des effectifs civils susmentionné. Le Comité examine plus avant les effectifs civils dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix (A/68/782) (par. 32).

Personnel civil

Il a demandé pourquoi l'on n'avait pas proposé de supprimer ces postes qui étaient restés longtemps vacants. Il lui a été répondu que la Mission avait décidé de maintenir les huit postes en question, même après l'examen des effectifs susmentionné, car les fonctions techniques s'attachant à ces postes étaient considérées comme essentielles pour répondre aux besoins de la nouvelle Mission. Le Comité a en outre été informé que la Mission se trouvait en concurrence avec d'autres missions francophones pour le recrutement de personnel qualifié, le nombre de candidats étant ainsi limité, et

Mesures prises

Dépenses de fonctionnement comportant des coûts afférents aux travaux de génie (7,0 millions de dollars), aux technologies de l'information et des communications (20,0 millions de dollars), au fret (11,7 millions de dollars) et aux fournitures (0,4 million de dollars);

Montant total des dépenses : 55,3 millions de dollars

La Mission souscrit à la recommandation et confirme que les postes nationalisés figurent dans le projet de budget actuel conformément à l'examen de tableaux d'effectifs du personnel civil. Avant cet examen, la Mission avait également nationalisé au total 24 postes et fonctions (16 de fonctionnaire recruté sur le plan international et huit de Volontaire des Nations Unies) dans le cadre de sa stratégie du même nom.

La Mission s'attachera également à renforcer les capacités nationales en vue d'introduire des programmes de formation et de mentorat à l'intention de fonctionnaires recrutés sur le plan national de manière à ce qu'ils puissent assumer les responsabilités actuellement exercées par des fonctionnaires recrutés sur le plan international et des Volontaires des Nations Unies.

La Mission souscrit à cette recommandation et poursuivra ses efforts visant à recruter plus de fonctionnaires francophones particulièrement au niveau de l'encadrement.

Demande ou recommandation

Mesures prises

qu'il avait été particulièrement difficile de recruter du personnel au cours de l'année précédente à cause de la restructuration en cours de la MONUSCO. Le Comité consultatif invite la Mission à poursuivre ses efforts en cours en vue de recruter plus de personnel francophone (par. 33).

Transports aériens

Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'il ressortait notamment de l'étude d'ensemble susmentionnée : a) que l'Iliouchine IL-76 aurait une utilité limitée dans l'est du pays, où la plupart des pistes sont trop courtes ou à une altitude trop élevée, ou les deux, alors que d'autres appareils, tels que le C-130, peuvent donner de meilleurs résultats dans de telles conditions; b) que le nombre de MI-8MT pourrait être réduit du fait de l'augmentation du nombre d'hélicoptères de transport militaires; c) que le nombre de MI-17 pourrait être réduit du fait de la disponibilité limitée de ces appareils auprès des pays fournissant des contingents; et d) que le nombre de MI-26 pourrait être réduit, l'étude en question ayant établi que les appareils déployés actuellement étaient sous-utilisés. Des informations reçues, le Comité retient qu'une catégorie d'appareils n'est plus utilisée en raison de limites techniques et une autre en raison d'une disponibilité limitée. Le Comité prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lorsqu'elle examinera le projet de budget de la MONUSCO pour l'exercice 2014/15, des informations complètes sur les conclusions de l'étude d'ensemble de la composition de la flotte de la Mission. Le Comité compte que le Secrétaire général continuera de suivre la question de la flotte aérienne de la MONUSCO de manière à couvrir au mieux les besoins opérationnels de la Mission et à en faire une utilisation efficace (par. 45).

Installations et infrastructure

Le Comité consultatif note, dans le complément d'information qui lui a été fourni, que les dépenses prévues pour des services de transformation, de rénovation et de construction pour l'exercice 2013/14 s'élèvent à 14 408 500 dollars soit 3 433 500 dollars (31,3 %) de plus que le montant de 10 975 000 dollars alloué pour l'exercice en cours. Au 28 février 2014, le montant total des dépenses pour l'exercice en cours s'élevait à 1 866 900 dollars. Compte tenu du faible

L'utilisation efficace et rationnelle des moyens de transport aérien est un objectif permanent de la MONUSCO et en particulier de la Section de l'aviation. Au titre du projet de budget de l'exercice 2015/16, la Mission proposera de se départir de quatre appareils et de s'en tenir à une flotte aérienne de 49 appareils dont 13 avions et 36 hélicoptères.

Un examen global de la composition de la flotte de la MONUSCO se poursuit sous forme à la fois d'une révision interne globale de ladite composition ainsi que d'une étude des services de transport aérien susceptibles d'être assurés par une tierce partie.

Le budget approuvé pour l'exercice 2014/15 s'élève à 10,9 millions de dollars. Au 31 janvier 2015, le montant total des fonds engagés pour financer les activités prévues au titre de la rubrique « Réparation et rénovation » se chiffrent à 5,8 millions de dollars. Or les engagements et les dépenses prévus au titre de ce poste budgétaire n'englobent pas tous les coûts. Cela tient au fait que la plupart des articles achetés aux fins de réparation et de rénovation figuraient sous des

Demande ou recommandation

taux de dépenses pour l'exercice en cours au titre de cette rubrique – moins de 20 % des crédits ouverts –, le Comité doute que la Mission puisse mettre en œuvre l'ensemble des projets prévus. Il recommande donc à l'Assemblée générale de maintenir les ressources affectées aux services de transformation, de rénovation et de construction au niveau de l'exercice 2013/14. Il recommande en outre que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de mentionner dans le rapport sur l'exécution du budget toutes les ressources additionnelles qui pourraient s'avérer nécessaires au cours de l'exercice 2014/15 (par. 51).

Installations et infrastructure

Le Comité consultatif note également au paragraphe 117 du projet de budget que les dépenses supplémentaires au titre des installations et infrastructures tiennent en partie à l'augmentation des loyers à Kinshasa, Bunia et Bukavu, sur la base des accords contractuels en vigueur. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'examiner les crédits demandés pour la location de locaux à Kinshasa, compte tenu de la reconfiguration de la Mission et de la réduction de ses effectifs dans l'ouest de la République démocratique du Congo, et de lui faire rapport sur la question dans le prochain projet de budget (par. 52).

Projets à effet rapide

Le Comité consultatif est préoccupé par le faible taux d'exécution des projets à effet rapide de l'exercice en cours. Compte tenu de la nouvelle orientation du programme de projets à effet rapide et compte tenu de l'augmentation sensible de ce poste dans le projet de budget et du nombre de projets, le Comité prie instamment le Secrétaire général de mettre en place les modalités de gestion et d'organisation efficaces des projets qui appuieront comme il se doit les phases de conception, de sélection, de planification et d'exécution des projets à effet rapide et garantiront leur succès (par. 59).

Mesures prises

rubriques d'engagement de dépenses autres que celles prévues à cet effet. Ainsi, les dépenses inscrites au budget qui étaient censées apparaître sous la rubrique « Réparation et rénovation » sont consignées dans d'autres rubriques budgétaires ayant trait aux travaux de génie en raison du nouveau plan comptable.

La Mission a lancé un certain nombre de projets visant à utiliser les fonds en attendant que les achats proposés soient effectués avant la fin de l'exercice 2014/15.

Suite à la recommandation, la Mission a examiné les crédits demandés pour la location de locaux à Kinshasa compte tenu de sa reconfiguration, ce qui a conduit, dans le cadre de la réalisation de la première phase de consolidation des locaux de la MONUSCO à Kinshasa, à en fermer trois. Des négociations officielles s'y déroulent actuellement au titre de l'exécution de la deuxième phase en vue de déterminer les coûts de location des locaux de la MONUSCO, notamment de la base logistique, et partant d'en réduire les frais mensuels, en rendant une partie de l'espace qui était précédemment occupé par des fonctionnaires de la MONUSCO qui ont été transférés à l'est de la République démocratique du Congo.

Tout le budget qui avait été prévu au titre de l'exercice 2013/14 pour le financement de projets à effet rapide a été utilisé. Au 23 février 2015, le taux d'exécution de l'ensemble des 79 projets correspondait à 45 projets menés à bien, 32 qui étaient en cours et deux qui avaient été annulés. Le Groupe des projets à effet rapide examine avec les coordinateurs chargés des différents secteurs ce qu'il y a lieu de faire pour clôturer les projets en cours. Pour l'exercice 2014/15, 127 projets ont été approuvés.

Les effectifs du Groupe des projets à effet rapide ont été renforcés en le rattachant hiérarchiquement non plus au chef d'état-major mais au Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (État de droit et opérations Est) à Goma et pour assurer une meilleure coordination avec les différents secteurs, bureaux extérieurs et chefs de section. De nouvelles

Demande ou recommandation

Mesures prises

instructions permanentes ont été élaborées pour améliorer la conception, la sélection, la planification et l'exécution des phases des projets. Le Comité d'évaluation des projets à Goma a été créé en septembre 2014 conformément auxdites instructions. Par ailleurs, il a été décidé de consacrer 75 % du financement des projets à effet rapide aux îlots de stabilité. Un autre moyen d'assurer le décaissement à temps des fonds alloués, est d'impliquer davantage la Section des finances et du budget dans le soutien à l'équipe des projets à effet rapide.

Centre de services régional d'Entebbe

Le Secrétaire général indique que le Service régional de l'informatique et des communications prévu fera partie intégrante du Centre de services régional. Il propose d'y transférer six postes de la Section des communications et de l'informatique de la MONUSCO, à savoir 1 poste d'ingénieur réseau (P-3), 1 poste de spécialiste du Système d'information géographique (P-3), 1 poste d'assistant informaticien (agent du Service mobile), 1 poste de technicien des services téléphoniques (agent du Service mobile), 1 poste d'assistant informaticien (Volontaire des Nations Unies) et 1 poste de technicien réseau (Volontaire des Nations Unies). Le Comité consultatif n'émet pas d'objection aux transferts de postes proposés vers le Service régional de l'informatique et des communications. Il recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à présenter dans son prochain projet de budget de plus amples informations sur les fonctions dont s'acquitterait le Service régional de l'informatique et des communications et sur la répartition des tâches entre le Service, les services informatiques des missions participant au Centre de services régional et le Service de l'informatique et des communications de la Base de soutien logistique des Nations Unies de Brindisi et de la base de Valence. Le Comité formule des observations plus détaillées sur les questions informatiques et le Centre de services régional d'Entebbe dans son rapport sur les questions concernant les opérations de maintien de la paix en général (par. 68).

Le Service régional de l'informatique et des communications a été créé comme pôle de prestation et d'échange de services efficaces en la matière, avec pour principales fonctions les suivantes :

- Servir de pôle de communication régional;
- Offrir une capacité d'adaptation opérationnelle et d'intervention rapide à l'échelle régionale;
- Accueillir les installations de formation technique régionale;
- Faire office de mécanisme de garantie régional à Kampala;
- Constituer un point de collecte ou un dépôt de recyclage régional d'encre en poudre à Kampala;
- Assurer la facturation téléphonique régionale et le recouvrement des coûts;
- Faire fonction de Centre des opérations du réseau régional;
- Veiller à ce que le Centre de services régional d'Entebbe dispose d'un appui d'Umoja de niveau 1;
- Héberger le cadre d'élaboration de suite logicielle d'appui aux missions;
- Soutenir la mise en œuvre régionale de la suite logicielle d'appui aux missions et d'autres logiciels d'entreprise.

La répartition des tâches entre la Mission, le Service régional de l'informatique et des communications, la base logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et le Centre de services mondial de Valence (Espagne) s'établit comme suit :

	<i>Centre de services mondial</i>	<i>Service régional de l'informatique et des communications</i>	<i>Missions sur le terrain</i>
Atout	Guichet unique pour les produits ou services d'entreprise	Guichet unique d'échange régional de produits ou services liés aux technologies de l'information et des communications	Appui ou services spécifiques fournis aux missions sur les théâtres d'opérations
Produits ou services de base	Produits ou services d'entreprise	Produits ou services d'échange régional en matière de technologies de l'information et des communications	Appui ou services spécifiques aux missions
Territoire géographique desservi	Opérations de maintien de la paix et missions spéciales	Territoires des missions interrégionales	Secteur d'opérations déterminé de la Mission

Les produits de la base d'appui d'Entebbe figurent dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats au titre de la composante Appui

Plateforme logistique d'Entebbe

Le Comité consultatif note que le projet de budget ne reflète que partiellement les dépenses de la plateforme logistique de la MONUSCO, les besoins s'y rapportant étant présentés au titre de divers objets de dépense. Il estime qu'il y a lieu de présenter plus clairement l'ensemble des dépenses de maintenance et d'exploitation de la plateforme. Le Comité consultatif recommande donc à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à présenter, dans ses prochains rapports sur l'exécution du budget et projets de budget de la MONUSCO, une synthèse de la totalité des ressources allouées à la plateforme logistique et de ses dépenses. Il faudrait également présenter plus clairement dans les cadres de budgétisation axée sur les résultats les réalisations escomptées, indicateurs de succès et produits ayant trait à la plateforme logistique, ainsi que ses fonctions, et y joindre des objectifs de résultats pertinents et des données et objectifs de référence (par. 70).

La base d'appui d'Entebbe n'étant pas une unité à comptabilité autonome, aucun mécanisme n'y est établi. En outre, l'allocation des ressources et le suivi des dépenses sont centralisés au niveau des chefs de section. De surcroît, l'achat de biens et services s'effectue au niveau de la Mission et les biens et services sont souvent destinés à tous les emplacements de la Mission. Leur acheminement est également centralisé.

Plateforme logistique d'Entebbe

Le Comité consultatif estime en outre qu'il faudrait, au vu de la reconfiguration actuelle de la Mission, revoir les fonctions, l'organisation et les effectifs de la plateforme logistique lors d'un examen qui porterait sur toutes ses activités, y compris les services fournis à d'autres missions. (Le Comité consultatif a été informé que, par l'intermédiaire de sa plateforme logistique à Entebbe, la MONUSCO avait entre autres fourni à la MINUAD les services suivants : a) l'accès à ses ateliers de mécanique pour l'exécution de travaux de réparation de véhicules; b) l'accès à un régime local d'assurance responsabilité civile automobile; et c) la fourniture de carburants et de lubrifiants pour les véhicules de la MINUAD déployés à Entebbe, moyennant remboursement des dépenses engagées). Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à conduire cet examen et à lui en présenter les conclusions dans son prochain projet de budget (par. 71).

Externalisation

Ayant demandé des précisions sur les activités qui sont à ce jour externalisées et sur les dépenses moyennes qu'elles représentent à l'année, le Comité consultatif a obtenu les informations suivantes : a) entretien des groupes électrogènes à Goma (258 000 dollars), Entebbe (159 600 dollars), Kinshasa (234 000 dollars) et dans l'ensemble de la zone de la Mission (300 000 dollars); b) services de nettoyage à Kinshasa (660 000 dollars), Kisangani (111 600 dollars), Kampala (27 600 dollars), Entebbe (152 451 dollars) et Bukavu (436 076 dollars); c) transports terrestres à Goma (225 000 dollars), Kisangani (2 500 dollars), Kigali (16 500 dollars) et Entebbe (236 300 dollars); et d) services médicaux externalisés à Goma (40 000 dollars) et Bukavu (20 000 dollars). Le montant moyen total des dépenses annuelles au titre des services externalisés s'élevait à 2 819 627 dollars. Le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à faire le point, dans son prochain projet de budget, des économies et des gains d'efficacité réalisés grâce à l'externalisation, ainsi que de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la prestation de services (par. 73).

Une évaluation (au sujet notamment des fonctions, de l'organigramme et des effectifs) est actuellement en cours afin de déterminer le type de services dont les missions clientes et les locataires ont besoin; et un examen des effectifs de la base d'appui d'Entebbe sera donc effectué avant la fin de l'exercice 2014/15.

À la suite de la reconfiguration proposée à la MONUSCO dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, la base d'appui d'Entebbe procède actuellement à la mise en œuvre partielle du volet gestion de la chaîne d'approvisionnement en tenant compte de la MONUSCO et d'autres missions dans la région. Cette reconfiguration aura une incidence sur l'actuelle dotation en effectifs de la base d'Entebbe, notamment sur l'élimination graduelle de certaines fonctions et l'application de nouvelles dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions.

Les modestes économies et gains d'efficacité réalisés grâce à l'externalisation de l'entretien des groupes électrogènes proviennent des économies faites sur les frais d'administration, y compris les dépenses de personnel; l'acquisition de matériel d'atelier et les frais d'entretien et de commande du matériel, notamment des frais d'installation. La Mission aurait, selon les estimations, engagé des dépenses d'environ 300 000 dollars au titre du matériel d'atelier (y compris les frais d'entretien) et 280 000 dollars au titre des frais d'administration par emplacement, si ces services n'avaient pas été externalisés. En outre, l'externalisation des services a permis d'en améliorer la qualité et l'efficacité de prestation et de développer le marché local.

La Mission n'a certes pas réalisé d'économies dans le cadre de l'externalisation des services de nettoyage, mais la prestation de ce service a gagné à la fois en qualité et en efficacité.

Exploitation et atteintes sexuelles

Au titre de l'indicateur de succès 4.1.4, la Mission s'est donné pour objectif une réduction de 8 % du nombre des affaires d'exploitation et de violences sexuelles, laquelle ferait passer le nombre d'affaires de 27 pendant l'exercice 2012/13, à 24 pendant l'exercice 2013/14 et à 22 pendant l'exercice 2014/15. Tout en constatant que la Mission avance dans la bonne direction, le Comité consultatif note que les affaires d'exploitation et de violences sexuelles restent nombreuses et l'engage à ne ménager aucun effort pour réduire leur nombre et éliminer totalement ces violences, conformément à la politique de tolérance zéro (par. 74).

L'équipe de déontologie et de discipline continue de mener, à cet égard, des activités de formation, de prévention, de répression et de sensibilisation au niveau local dans toute la zone de la mission. Il est à noter que l'indicateur des nombres d'objectifs atteints renvoie à toutes les affaires/allégations recueillies dont certaines pourraient être sans fondement voire correspondre à de fausses accusations. Seulement, compte tenu de la politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et de sévices sexuels, toutes les allégations sont dûment signalées et soumises à enquête. Étant donné que les cas d'exploitation et de sévices sexuels s'étant effectivement produits comme ceux qui auraient pu résulter de fausses accusations sont considérés comme étant étroitement liés à une vulnérabilité extrême de la population locale, la poursuite de l'exécution du mandat élargi de stabilisation de la Mission est censée avoir plus d'effet positif encore sur la réduction du nombre de cas d'exploitation et de sévices sexuels.

Annexe I

Définitions

A. Terminologie se rapportant aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines

La terminologie ci-après se rapporte aux changements proposés dans le domaine des ressources humaines (voir la section I du présent rapport) :

- **Création de poste** : Proposée lorsque des ressources supplémentaires sont nécessaires et qu'il est impossible de les prélever sur les effectifs d'autres bureaux ou d'assurer autrement l'exécution de certaines activités dans les limites des ressources existantes;
- **Réaffectation de poste** : Proposée lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste initialement approuvé pour une fonction donnée aux fins de la réalisation d'autres activités prescrites prioritaires, sans rapport avec la fonction d'origine. Il peut y avoir un changement de lieu ou de bureau, mais pas de catégorie ou de classe;
- **Transfert de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé d'utiliser un poste autorisé pour des fonctions comparables ou connexes dans un autre bureau;
- **Reclassement ou déclassement de poste** : Proposé lorsqu'il est envisagé de changer la classe d'un poste, du fait que les attributions et responsabilités qui y sont attachées ont été sensiblement modifiées;
- **Suppression de poste** : Proposée lorsqu'un poste autorisé n'est plus nécessaire ni à la réalisation des activités pour lesquelles il a été approuvé ni à celle d'autres activités prioritaires de la mission;
- **Transformation de poste** : Trois cas de figure sont possibles :
 - Transformation d'un emploi de temporaire en poste : il s'agit de transformer en poste un emploi de temporaire, financé au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions), du fait que les fonctions considérées ont un caractère continu;
 - Transformation d'un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer un contrat de vacataire ou de louage de services en poste d'agent recruté sur le plan national, compte tenu du caractère continu des fonctions considérées, conformément au paragraphe 11 de la section VIII de la résolution 59/296 de l'Assemblée générale;
 - Transformation d'un poste de fonctionnaire international en poste d'agent recruté sur le plan national : il s'agit de transformer en poste d'agent recruté sur le plan national un poste d'agent recruté sur le plan international approuvé.

B. Terminologie se rapportant à l'analyse des variations

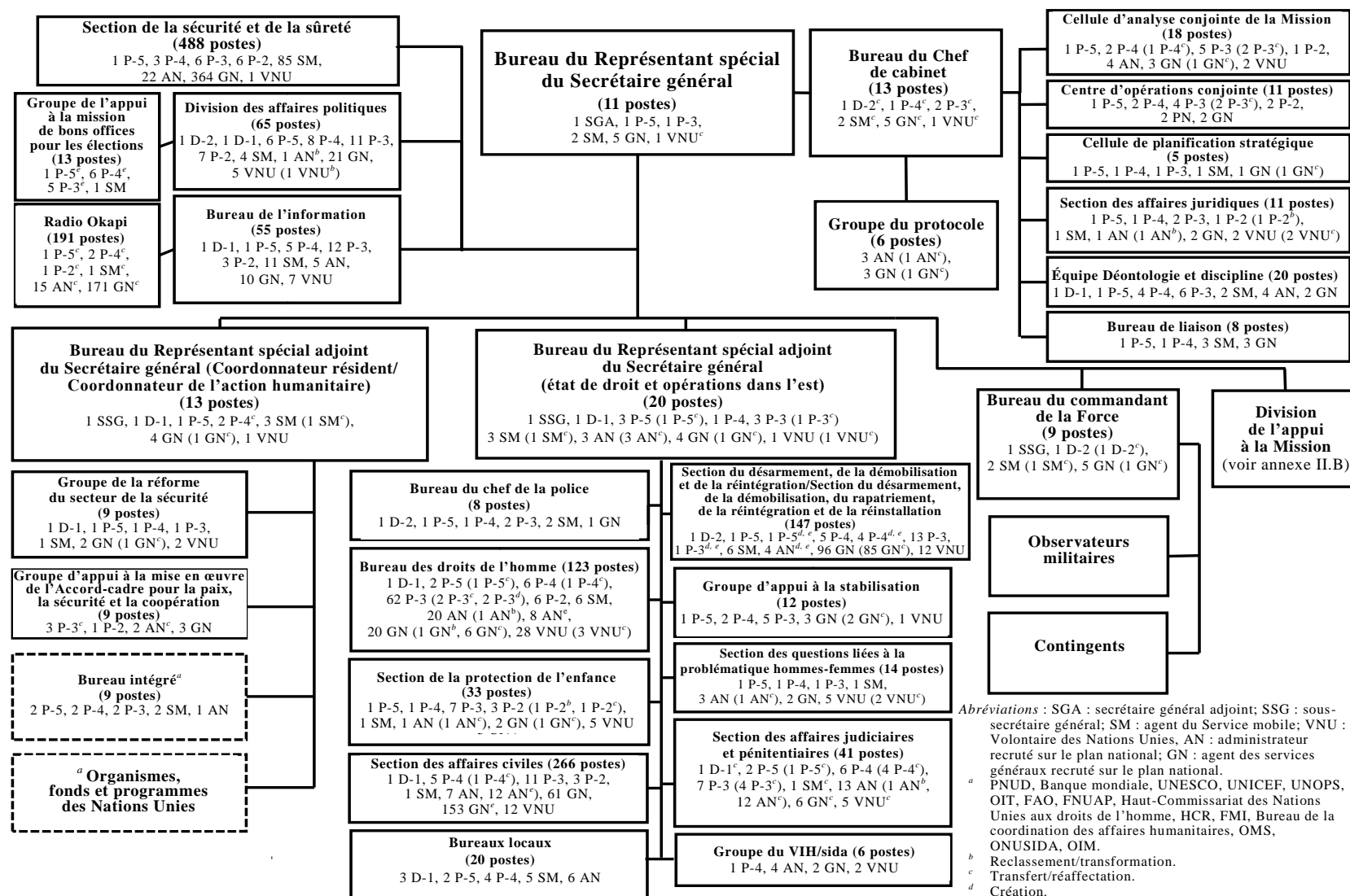
On trouve à la section III du présent rapport, pour chaque rubrique, une indication du facteur auquel la variation est principalement imputable, les facteurs types recensés étant classés dans les quatre grandes catégories ci-après :

- **Mandat** : Variations liées à la modification de la portée ou de la nature du mandat, ou à une révision des réalisations escomptées dans le cadre du mandat;
- **Facteurs externes** : Variations imputables à des acteurs extérieurs ou à des situations qui échappent au contrôle de l'Organisation;
- **Paramètres budgétaires** : Variations qui tiennent aux règles, directives et politiques de l'Organisation;
- **Gestion** : Variations dues à des décisions de gestion destinées à permettre d'obtenir les résultats attendus avec plus d'efficacité (par exemple, révision des priorités ou ajout de produits) ou d'efficacité (par exemple, réduction des effectifs ou des moyens nécessaires à l'exécution des produits, sans incidence sur les produits), ou liées à des problèmes apparus au stade de l'exécution (par exemple, sous-estimation du coût ou du volume des moyens nécessaires à l'exécution des produits, ou retards dans le recrutement).

Annexe II

Organigrammes^a

A. Services organiques



Abréviations : SGA : secrétaire général adjoint; SSG : sous-secrétaire général; SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies; AN : administrateur recruté sur le plan national; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

^a PNUD, Banque mondiale, UNESCO, UNICEF, UNOPS, OIT, FAO, FNUAP, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, HCR, FMI, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, OMS, ONUSIDA, OIM.

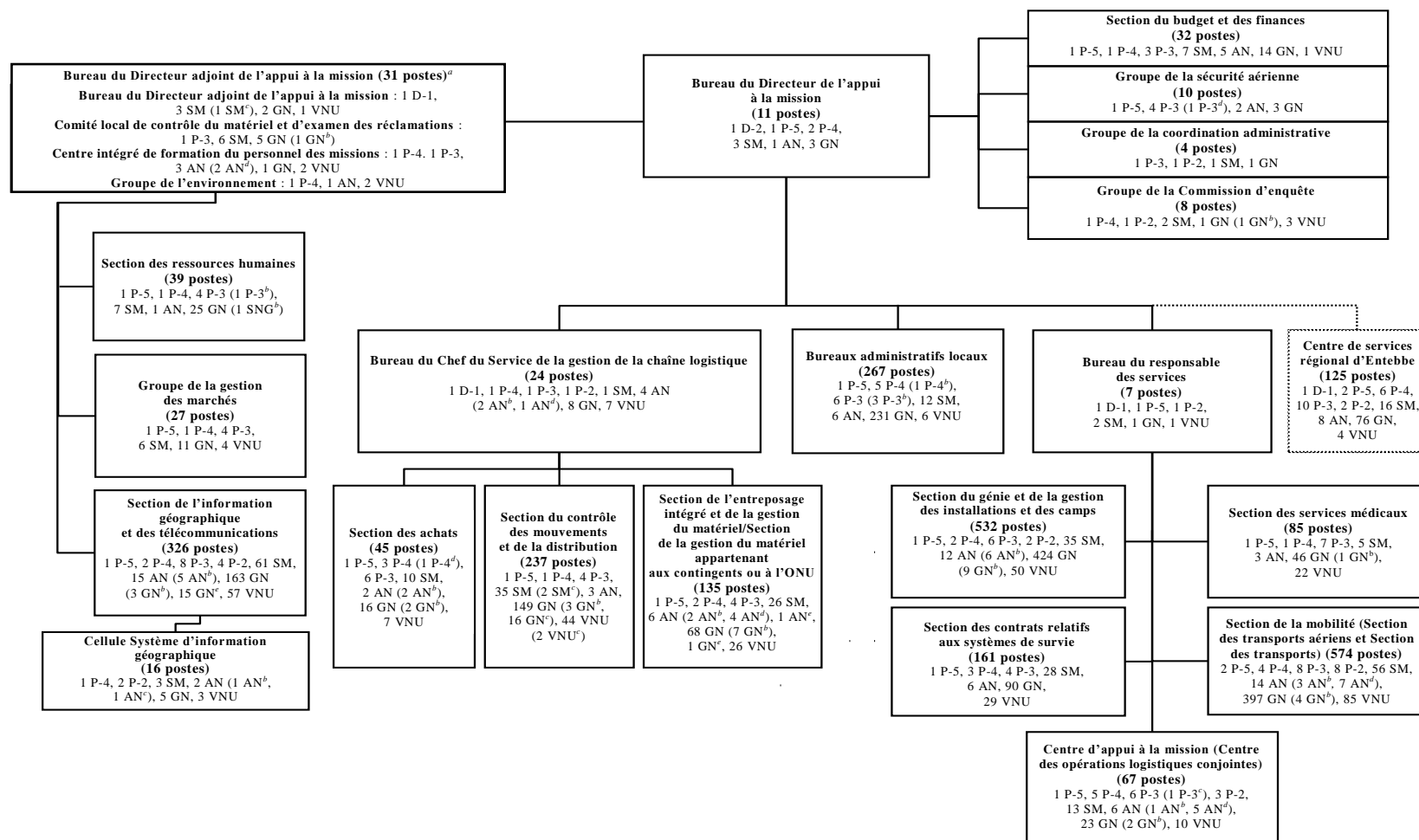
^b Reclassement/transformation.

^c Transfert/réaffectation.

^d Création.

^e Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

B. Appui

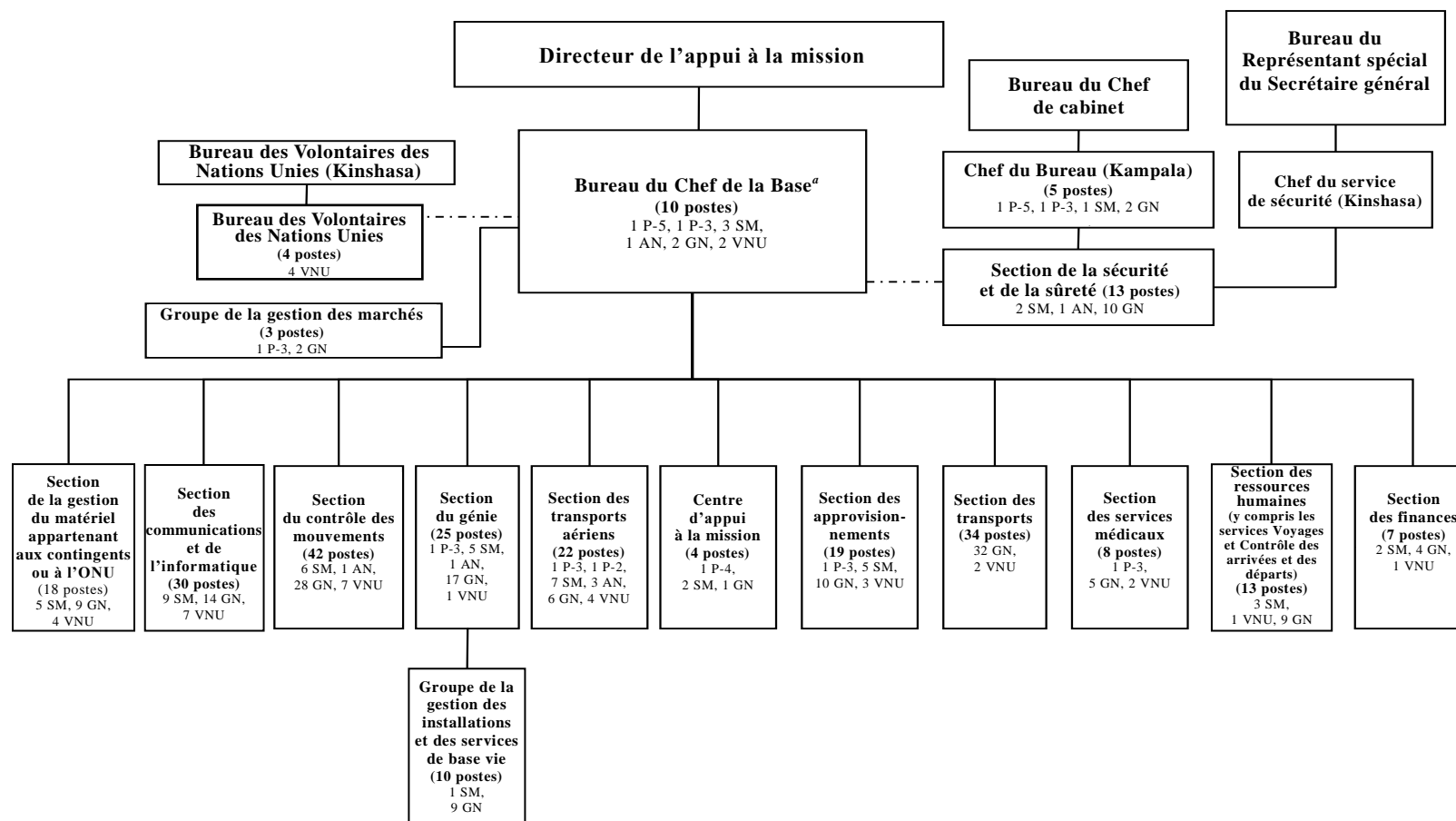


Abréviations : SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies; AN : administrateur recruté sur le plan local; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

^a Comprend le Comité local de contrôle du matériel et d'examen des réclamations, le Centre intégré de formation du personnel des missions et le Groupe de l'environnement.

^b Reclassement/transformation.

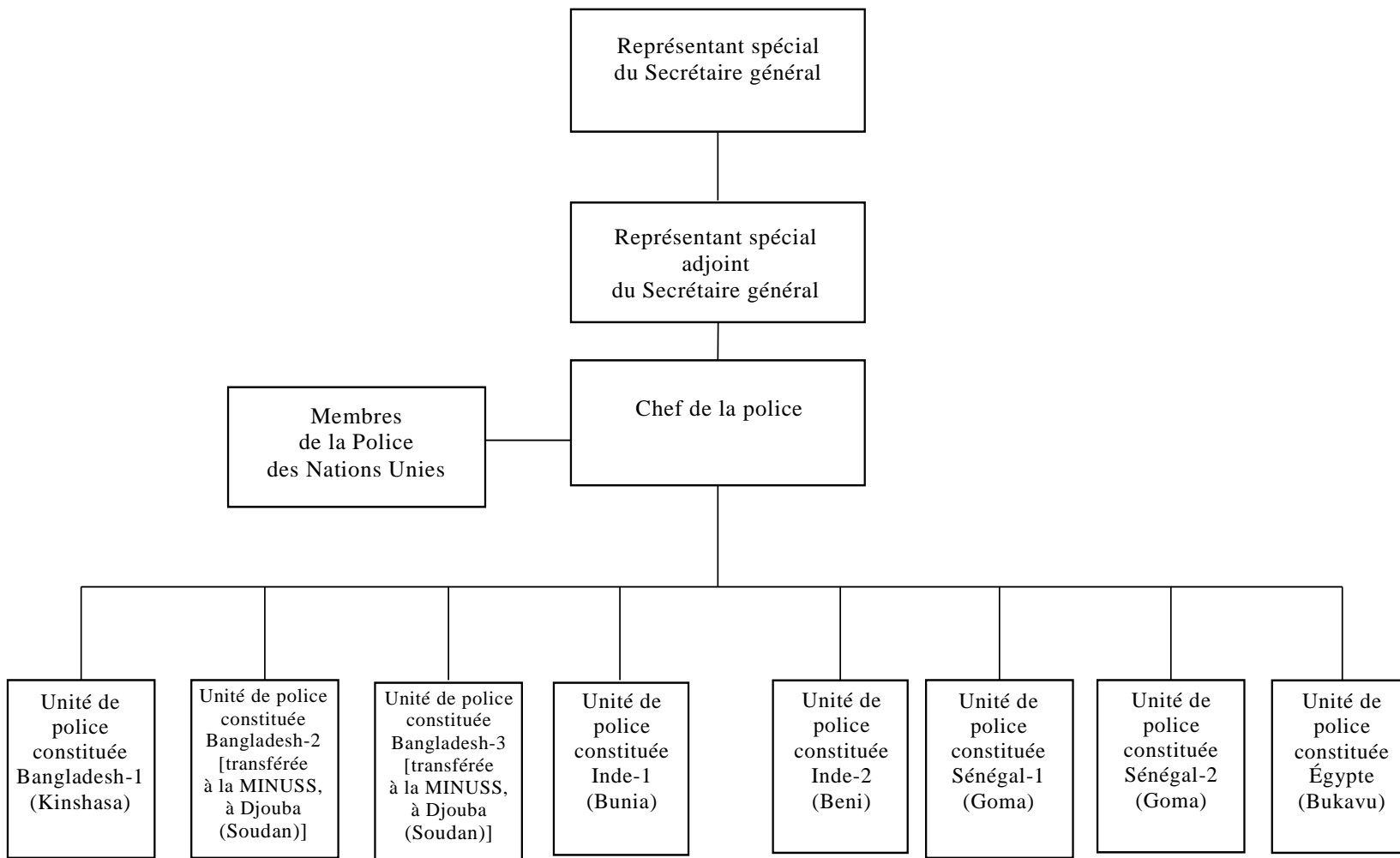
C. Base d'appui d'Entebbe



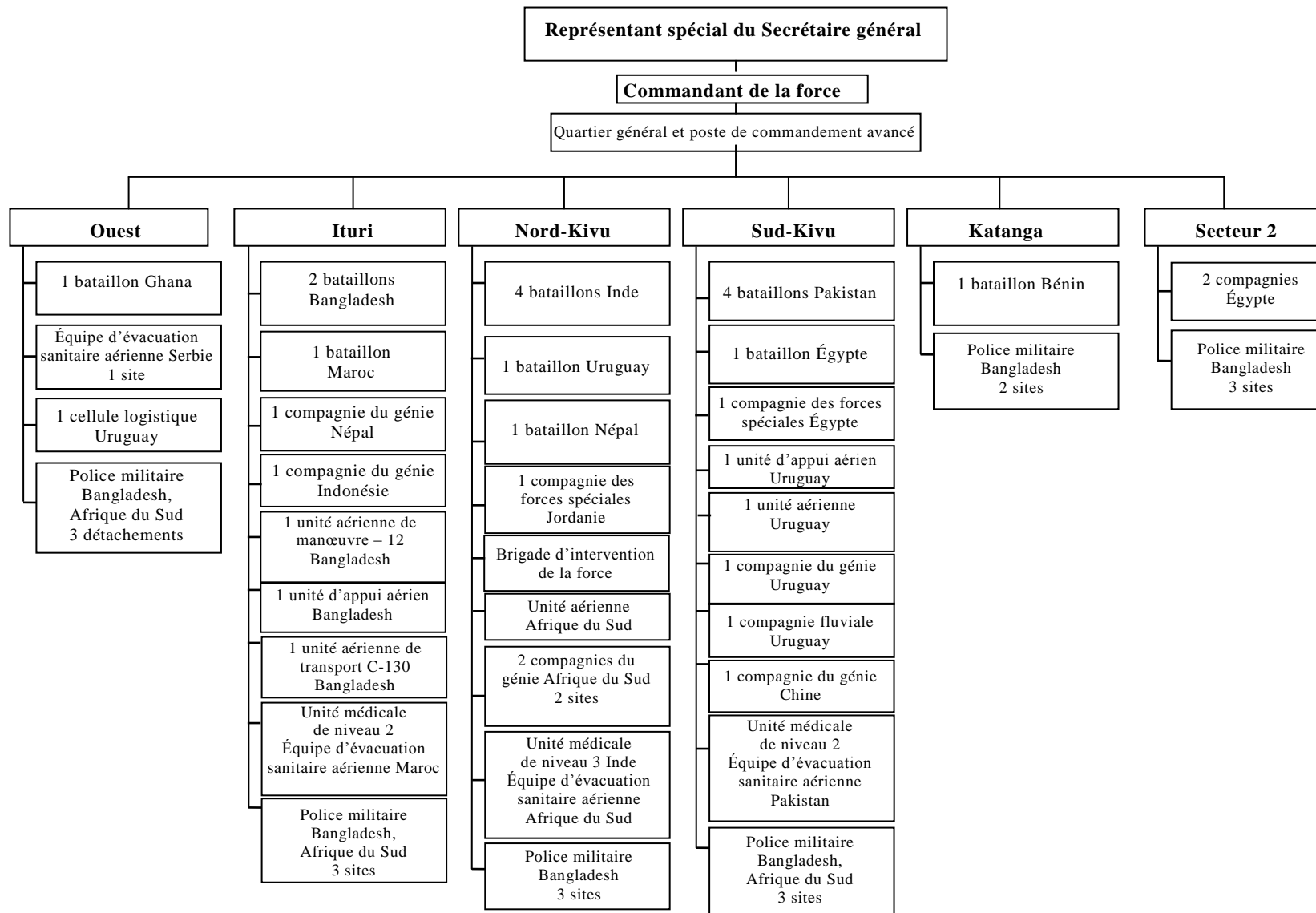
Abbreviations : SM : agent du Service mobile; VNU : Volontaire des Nations Unies; AN : administrateur recruté sur le plan local; GN : agent des services généraux recruté sur le plan national.

^a Comprend les services chargés des bureaux administratifs régionaux et locaux, de la sécurité aérienne, du budget et du contrôle des coûts, du comité local de contrôle du matériel et d'examen des réclamations, et du contrôle du matériel et des stocks.

D. Police des Nations Unies



E. Contingents et observateurs militaires



Annexe III

Information concernant les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les fonds prévus

<i>Priorités</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Produits</i>	<i>Chef de file, partenaires et mécanisme</i>
1. Gouvernance et développement des institutions	1.1 Le cadre institutionnel et les structures publiques de la République démocratique du Congo sont renforcés de manière à permettre la promotion des droits de l'homme et le développement du pays. Coût total de la réalisation 1 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 7,6 millions de dollars/an	1.1.1 L'administration publique bénéficie d'un soutien visant à améliorer la qualité de ses services.	PNUD Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, UNICEF, FNUAP, MONUSCO, ONU-Femmes et OIT
		1.1.2 La planification du développement ainsi que la coordination et la gestion des ressources publiques sont améliorées.	PNUD, UNICEF, FNUAP, FAO et PAM
		1.1.3 Le principe de responsabilité est mieux appliqué dans les structures publiques.	PNUD, UNICEF et MONUSCO
		1.1.4 L'accès à la justice, la promotion des droits de l'homme et la protection des civils sont renforcés.	Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme, MONUSCO, PNUD et UNICEF
		1.1.5 Les capacités statistiques nationales sont renforcées.	FNUAP, UNICEF, PNUD, PAM, FAO, OMS, UNESCO et OIT
		1.1.6 Le processus de décentralisation bénéficie d'un appui.	PNUD, MONUSCO et HCR
		1.1.7 Les dispositifs de gestion des migrations régionales sont renforcés.	OIM, PNUD, MONUSCO et HCR
2. Croissance favorable aux pauvres et création d'emplois	2.1 Les organismes publics réussissent à mettre en œuvre des politiques et des programmes à même d'accélérer la création d'emplois et d'accroître les revenus. Coût total de la réalisation 2 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 5 110 000 dollars/an	2.1.1 Les secteurs productifs sont améliorés.	PNUD, FAO, OIT et ONUDI
		2.1.2 Les programmes en faveur de l'investissement profitent aux petites et moyennes entreprises.	PNUD, FAO, OIT et ONUDI
		2.1.3 Les offres d'emploi et de formation, à l'intention notamment des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, sont en augmentation.	PNUD, FAO, OIT et ONUDI
3. Valorisation du capital humain et lutte contre le VIH/sida	3.1 La population de la République démocratique du Congo bénéficie d'une offre de services sociaux essentiels plus abondante et de meilleure qualité. Coût total de la réalisation 3 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 33 860 000 dollars/an	3.1.1 La population bénéficie de services de santé améliorés, notamment pour ce qui est de la protection maternelle et infantile et de la nutrition.	UNICEF, FNUAP, PAM, OMS et UNOPS

<i>Priorités</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Produits</i>	<i>Chef de file, partenaires et mécanisme</i>
		3.1.2 La population a accès à une éducation et à une formation professionnelle équitables et de qualité.	UNICEF, UNESCO, OIT, PAM, UNOPS, FNUAP et OMS
		3.1.3 La population a accès à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de meilleure qualité.	UNICEF, PNUE, OMS, HCR, UNOPS, FAO et PAM
	3.2 La population, y compris les groupes vulnérables, bénéficie de mécanismes de protection sociale efficaces.	3.2.1 Réduction de la vulnérabilité de la population au moyen d'aides sociales adaptées	UNICEF, OIT, PNUD, PAM, OMS, MONUSCO, HCR et FNUAP
	Coût total de la réalisation 4 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 4,1 millions de dollars/an	3.2.2 Les dispositifs institutionnels de protection sociale sont renforcés.	UNICEF, OIT, PNUD, PAM, OMS, MONUSCO, HCR et FNUAP
	3.3 Amélioration des mesures nationales destinées à faire face à l'épidémie de VIH/sida	3.3.1 Toutes les institutions – publiques, privées, locales et religieuses – adhèrent au programme de lutte contre la transmission mère-enfant du VIH/sida.	ONUSIDA, OIT, FNUAP, UNICEF, OMS, PNUD, HCR, UNOPS, PAM, UNESCO, FAO et MONUSCO
	Coût total de la réalisation 5 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 4,1 millions de dollars/an	3.3.2 Les capacités institutionnelles nationales et décentralisées sont renforcées de manière à permettre la planification et la mise en œuvre de programmes multisectoriels de lutte contre le VIH/sida.	ONUSIDA, OIT, FNUAP, UNICEF, OMS, PNUD, HCR, UNOPS, PAM, UNESCO, FAO et MONUSCO
4. Changement climatique et gestion durable des ressources naturelles	4.1 Le Gouvernement améliore sa gestion des ressources naturelles.	4.1.1 Des stratégies de limitation des changements climatiques sont élaborées.	PNUD, FAO, PNUE, ONUDI et ONU-Habitat
	Coût total de la réalisation 6 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 2 230 000 dollars/an	4.1.2 Des outils de gestion des forêts sont adoptés à tous les niveaux de la société.	FAO, PNUE, PNUD et PAM
		4.1.3 Un système de gestion des catastrophes naturelles est mis en place.	FAO, PNUD, PAM, UNOPS, PNUE et ONU-Habitat
		4.1.4 Des programmes d'adaptation sont mis en place en vue d'atténuer les effets du changement climatique.	PNUD, PNUE, UNESCO, PAM, FAO et ONUDI
		4.1.5 Les partenariats stratégiques sont facilités pour promouvoir les mesures de transformation de l'économie prises par le Gouvernement.	PNUD et ONUDI

<i>Priorités</i>	<i>Réalisations</i>	<i>Produits</i>	<i>Chef de file, partenaires et mécanisme</i>
5. Stabilisation et consolidation de la paix	5.1 Toutes les régions de la République démocratique du Congo enregistrent de nets progrès dans la protection des civils, le respect des droits de l'homme et la réduction des conflits et des tensions. Coût total de la réalisation 7 (tous organismes des Nations Unies confondus) : 11 836 398 dollars/an	4.1.6 Les émissions de gaz à effet de serre de la République démocratique du Congo sont mesurées et rendues publiques, et leur niveau est contrôlé.	PNUD, FAO, PNUE et PAM
		5.1.1 Une stratégie est appliquée en vue de la réforme du secteur de la sécurité.	MONUSCO, PNUD et Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme
		5.1.2 L'élaboration d'un plan d'action visant à mettre un terme au recrutement d'enfants est achevée et une aide efficace est apportée aux enfants touchés par les conflits armés.	MONUSCO, UNICEF et OIT
		5.1.3 Les victimes de violences sexuelles reçoivent une assistance multisectorielle.	MONUSCO, UNICEF, ONU-Femmes, PNUD, OMS, HCR, FNUAP, FAO et Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme
		5.1.4 Les populations vulnérables sont prises en compte dans les cadres juridiques et institutionnels.	Toutes les équipes de pays des Nations Unies et la MONUSCO
		5.1.5 Les conditions du rapatriement et de la réintégration des réfugiés sont améliorées.	HCR, PNUD, UNICEF, PAM, UNESCO, OMS, FAO, MONUSCO, OIT et ONU-Habitat
		5.1.6 Des stratégies et des mécanismes de prévention des conflits sont élaborés et mis en application.	MONUSCO, ONU-Habitat, PNUD, FAO, HCR et UNICEF

Carte

